

# **TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE**

**SITUATION 2011**

**ESTIMATION 2012 ET PERSPECTIVES 2013**

**DIRECTION DE PUBLICATION**

**Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Développement Durable**

M. Luc OYOUBI

**Ministre délégué**

M. Désiré GUEDON

**Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale**

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

**Directeurs Généraux Adjoints**

M. Guy Nazaire SAMBA

Mme. Aurélie KASSAT

**Assistants du Directeur Général**

Mme Arlette ANTIOPE NGOUA

Mme. Amélie ANGUE MINKO

M. Jean Louis MIHINDOU

M. Marcel IBINGA

M. Didier ABESSOLO

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie devenue Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale (DGEPF), a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977. Elle a pour missions :

- ✓ d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale ;
- ✓ de déterminer la stratégie économique de l'Etat ;
- ✓ de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale ;
- ✓ d'élaborer des prévisions à court terme.

La DGEPF est organisée en six (6) directions :

### **Direction des Institutions Financières (DIF)**

Missions

- ✓ étudier les principales grandeurs monétaires et financières
- ✓ analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur
- ✓ participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité Monétaire et des Commissions de Contrôle des Banques.

### **Direction des Programmes Sectoriels (DPS)**

Missions :

- ✓ étudier les grands secteurs de l'économie nationale,
- ✓ suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises du secteur parapublic.

## Direction des Etudes Macroéconomiques (DEM)

Missions :

- ✓ étudier les principales grandeurs économiques ;
- ✓ étudier les outils de la puissance publique ;
- ✓ analyser l'impact économique du budget de l'Etat.

## Direction des Synthèses Economiques et de la Recherche (DSER)

Missions :

- ✓ assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières ;
- ✓ analyser la conjoncture internationale ;
- ✓ préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politique économique.

## Direction des Personnel et des Moyens (DPM)

Missions :

- ✓ gérer le budget, le matériel et les fournitures
- ✓ gérer le personnel.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>11</b>
<b>PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL .....</b>	<b>13</b>
<b>I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2011.....</b>	<b>13</b>
I.1.1 L'activité.....	13
I.1.2 L'inflation .....	15
I.1.3. L'emploi.....	16
I.1.4 Le commerce extérieur .....	16
I.1.5 Les finances publiques.....	17
I.1.6 Les taux d'intérêt .....	18
<b>I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE.....</b>	<b>19</b>
I.2.1 Le pétrole .....	19
I.2.2 Le sucre.....	20
I.2.3 Le cacao .....	21
I.2.4 Le café.....	22
I.2.5 L'huile de palme .....	23
I.2.6 Le caoutchouc naturel .....	24
I.2.7 Le minerai de manganèse.....	25
I.2.8 Le minerai de fer.....	26
I.2.9 L'or .....	26
<b>DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE .....</b>	<b>29</b>
<b>II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION .....</b>	<b>31</b>
II.1.1 Le pétrole.....	31
II.1.2 Le manganèse .....	32
II.1.3 Le bois .....	33
<b>II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE .....</b>	<b>34</b>
II.2.1 L'agriculture .....	34
II.2.2 La pêche.....	36
<b>II.3 Les industries.....</b>	<b>37</b>
II.3.1 Le secteur agro-alimentaire .....	37
II.3.1.1 La production meunière et avicole .....	37
II.3.1.2 Les huiles et corps gras.....	37
II.3.1.3 La production sucrière .....	38
II.3.1.5 Les boissons et le tabac .....	39
II.3.1.5.1 Les bières et les boissons gazeuses.....	39
II.3.1.5.2 L'eau minérale.....	40
II.3.1.5.3 L'industrie du tabac .....	40
II.3.2 Les industries du bois .....	41
II.3.3 Le raffinage.....	43
II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité.....	44
II.3.4.1 L'électricité.....	45
II.3.4.2 L'eau .....	46
II.3.5 Les autres industries de transformation .....	46
II.3.5.1 La chimie .....	46

II.3.5.2 Les matériaux de construction .....	47
II.3.5.3 La seconde transformation des métaux .....	48
II.3.5.4 L'industrie textile .....	49
II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse .....	50
II.3.6.1 L'imprimerie.....	50
II.3.6.2 Edition et Presse .....	50
<b>II.4 Le bâtiment et les travaux publics.....</b>	<b>51</b>
<b>II.5 Le secteur des transports.....</b>	<b>52</b>
II.5.1 Le transport terrestre.....	52
II.5.2 Le transport ferroviaire .....	52
II.5.3 Le transport aérien .....	54
II.5.3.1 Le trafic aérien national .....	54
II.5.3.2 Le trafic aérien international.....	54
II.5.3.3 L'activité des compagnies aériennes .....	55
II.5.4 Le transport maritime et fluvial .....	55
II.5.4.1 Le transport fluvial et lagunaire.....	55
II.5.4.2 Le transport maritime .....	55
II.5.4.3 Les activités portuaires .....	56
II.5.5 Les auxiliaires de transport.....	57
<b>II.6 Les télécommunications.....</b>	<b>58</b>
<b>II.7 Le commerce.....</b>	<b>59</b>
II.7.1 Le commerce général structuré.....	60
II.7.2 Le commerce des véhicules .....	60
II.7.3 Le commerce des produits pétroliers.....	61
II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques.....	61
II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques .....	61
<b>II.8 L'hôtellerie, la restauration et le tourisme .....</b>	<b>62</b>
II.8.1 L'hôtellerie .....	62
II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale.....	62
II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité .....	63
II.8.2 La restauration .....	63
II.8.3 Le tourisme et les loisirs .....	63
<b>II.9 Les autres services.....</b>	<b>64</b>
II.9.1 Les services rendus aux particuliers .....	64
II.9.2 Les services immobiliers .....	65
II.9.3 Les services rendus aux entreprises.....	65
II.9.4 Les services de réparation automobile.....	65
II.9.5 Les services parapétroliers.....	66
<b>II.10 Les institutions financières .....</b>	<b>67</b>
II.10.1 Les banques commerciales et de développement .....	67
II.10.1.1 Situation du bilan.....	67
II.10.1.2 Situation des opérations avec la clientèle .....	68
II.10.1.3 Profit et Rentabilité.....	70
II.10.1.4 Répartition par secteurs des crédits bancaires douteux .....	71
II.10.2 Respect des normes prudentielles.....	71
II.10.3 Les établissements de microfinance .....	72
II.10.4 Les compagnies d'assurance .....	74

<b>TROISIEME PARTIE : GRANDEURS MACRO-ECONOMIQUES .....</b>	<b>78</b>
<b>III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT.....</b>	<b>79</b>
III.1.1 Le PIB par secteur d'activité.....	79
III.1.2 Le PIB par la demande .....	81
<b>III.2 LE BUDGET DE L'ETAT.....</b>	<b>82</b>
III.2.1 L'équilibre budgétaire .....	82
III.2.1.1 Les ressources .....	82
III.2.1.2 Les emplois .....	82
III.2.2 L'exécution du budget.....	83
III.2.2.1 Les recettes budgétaires .....	83
III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières .....	83
III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole .....	84
III.2.2.2 Les dépenses publiques .....	84
III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement.....	85
III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement.....	85
III.2.3 La dette publique .....	86
<b>III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT.....</b>	<b>87</b>
III.3.1. Les ressources du système monétaire.....	87
III.3.1.1 La masse monétaire (M2).....	87
III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires.....	88
III.3.2. Les contreparties de la masse monétaire .....	88
III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets (A.E.N.) .....	88
III.3.2.2 Le crédit intérieur .....	89
III.3.2.2.1 Les créances nettes sur l'État .....	89
III.3.2.2.2 Les créances sur l'économie .....	89
III.3.2.3 Le financement de l'économie .....	89
III.3.2.3.1 Le secteur primaire.....	90
III.3.2.3.2 Le secteur secondaire .....	91
III.3.2.3.3 Le secteur tertiaire .....	91
<b>III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS.....</b>	<b>92</b>
III. 4. 1 La balance des transactions courantes.....	92
III. 4. 1.1 La balance commerciale.....	92
III.4.1.2 La balance des services .....	92
III.4.1.3 La balance des revenus.....	92
III.4.2 La balance des capitaux.....	93
III.4.3 La balance globale.....	93
<b>III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX.....</b>	<b>94</b>
III.5.1 L'emploi .....	94
III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public .....	94
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés.....	95
III.5.2 Le chômage .....	96
III.5.3 Les salaires .....	96
III.5.3.1 La masse salariale du secteur public .....	96
III.5.3.1 La masse salariale des sociétés.....	97
III.5.4 Les prix.....	97
<b>QUATRIEME PARTIE : LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2011.....</b>	<b>99</b>

<b>IV.1 La politique budgétaire .....</b>	<b>99</b>
IV.1.1 Recettes .....	99
IV.1.2 Dépenses .....	99
IV.1.3 Gestion de la dette.....	100
<b>IV.2 La politique sociale .....</b>	<b>100</b>
<b>IV.3 Les politiques sectorielles .....</b>	<b>102</b>
<b>IV.4 La politique monétaire .....</b>	<b>105</b>
<b>CINQUIEME PARTIE : LES ESTIMATIONS 2012-2013 .....</b>	<b>108</b>
<b>V.1 L'activité internationale.....</b>	<b>108</b>
V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays industrialisés.....	108
V.1.2 La conjoncture dans les pays en transition .....	109
V.1.3 La conjoncture dans les pays émergents et en développement .....	109
V.1.4 La conjoncture dans les pays de la CEMAC .....	109
V.1.5 L'inflation.....	110
V.1.6 Le Chômage .....	110
V.1.7 L'évolution des produits de base.....	110
<b>V.2 LE CONTEXTE NATIONAL.....</b>	<b>113</b>
V.2.1 L'activité sectorielle .....	113
V.2.1.1 Le pétrole.....	113
V.2.1.2 Les mines.....	113
V.2.1.3 Les Agro-industries .....	113
V.2.1.4 Le raffinage .....	114
V.2.1.5 L'énergie .....	114
V.2.1.6 La seconde transformation des métaux .....	114
V.2.1.7 Les BTP.....	114
V.2.1.8 Les transports et les auxiliaires de transport .....	114
V.2.1.9 Les télécommunications .....	115
V.2.1.10 Le commerce .....	115
V.2.1.11 L'hôtellerie .....	115
V.2.1.12 Les autres services.....	115
V.2.2 La Microfinance .....	115
V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2012 et 2013 .....	117
V.2.3.1 Les principales hypothèses .....	117
V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2012 et 2013 .....	117
V.2.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2012 et 2013 .....	118
V.2.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2012 et 2013.....	120
V.2.3.4 Les prévisions du budget.....	120
V.2.3.5 La balance des paiements prévisionnelle .....	122
V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes.....	122
V.2.2.5.1.1. La balance commerciale .....	123
V.2.2.5.1.2. La balance des services .....	123
V.2.2.5.1.3. La balance des revenus.....	123
V.2.2.5.2 La balance des capitaux.....	123
V.2.2.5.3. La balance globale.....	124
V.2.3.6 L'emploi, les salaires et les prix.....	124
<b>V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2012 .....</b>	<b>125</b>



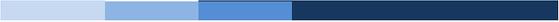
<b>V.3.1 La politique budgétaire</b> .....	125
<b>V.3.2 Les politiques sectorielles</b> .....	126
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>128</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>130</b>



La Direction générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce 42<sup>ième</sup> Tableau de Bord de l'Economie.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en 2011, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du Modèle de l'Economie Gabonaise (MEGA).

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de deux cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et sur l'ensemble des centres de décisions économiques gabonaises.



## INTRODUCTION

En 2011, l'activité économique mondiale a enregistré une décélération suite notamment à la fragilité des économies avancées, aux catastrophes environnementales survenues au Japon et aux tensions géopolitiques relatives au printemps arabe. Cette évolution, peu propice à la création d'emplois, est intervenue dans un contexte caractérisé par le maintien à des niveaux relativement bas des taux d'intérêt et l'aggravation des déficits publics des pays industrialisés.

La croissance économique dans les économies avancées a été peu vigoureuse, en raison des difficultés structurelles et budgétaires, ainsi que des turbulences sur les marchés financiers qui ont affecté principalement la zone euro. *A contrario*, les pays émergents et en développement sont demeurés le moteur de la croissance mondiale, en dépit d'un ralentissement des performances d'ensemble.

Au sein de ce groupe, les pays de la zone CEMAC ont enregistré un accroissement significatif de leurs performances économiques, favorisées par la bonne orientation des cours du pétrole et des autres exportations. Elles ont, par ailleurs été soutenues par l'augmentation de l'investissement public, notamment au Gabon et en Guinée-équatoriale dans le cadre des préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations 2012.

Au niveau national, la bonne tenue des cours des matières premières, excepté le manganèse, et la robustesse de l'activité non pétrolière expliquent les performances économiques enregistrées. De plus, la poursuite des réformes structurelles engagées par le gouvernement, d'une part, l'accroissement du niveau global de l'investissement consécutif à la finalisation des travaux liés à la CAN 2012 et à la matérialisation progressive du Plan Stratégique Gabon Émergent, à travers la mise en œuvre du Programme National des Infrastructures (PNI), d'autre part, a déterminé l'orientation de la conjoncture nationale. De fait, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut s'est établi à **7%** contre **6,9%** en 2010.

Cette croissance a eu un impact positif sur le niveau de l'emploi du secteur moderne, contribuant ainsi, en combinaison avec les mesures de blocage temporaire des prix des produits de première nécessité, à l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages et à l'accroissement de la demande intérieure.

En matière des finances publiques, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent du solde budgétaire primaire. Il représente 1,3% du PIB, en raison d'un accroissement plus importante des recettes totales hors dons (+35,7%) que des dépenses totales hors dette (+31,3%).

S'agissant de la dette, le règlement est en hausse et a représenté 10,4% des recettes totales. Le taux d'endettement (16,4%) est resté très en deçà de la norme communautaire (+70%) en 2011.

Enfin, en matière de politique monétaire, la stratégie adoptée par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale s'est traduite par la reconduction de l'objectif de refinancement des banques, la stabilité des taux directeurs et des coefficients applicables sur les dépôts à vue et à terme.

**PREMIERE PARTIE**

**L'ENVIRONNEMENT  
INTERNATIONAL**

# PREMIERE PARTIE : L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

## I.1 L'ECONOMIE MONDIALE EN 2011

Après une année de forte croissance, l'économie mondiale a de nouveau amorcé une phase de décélération. Cette dernière est consécutive à la morosité de l'activité des économies avancées; à la fragilité des places boursières, aux catastrophes survenues au Japon et aux tensions géopolitiques découlant du printemps arabe.

Ces évolutions sont intervenues dans un contexte de conservation à des niveaux relativement bas des taux d'intérêt dans les principaux pays industrialisés, de hausse des cours du pétrole et du maintien à des seuils élevés des déficits publics dans de nombreux pays de l'OCDE.

Ce ralentissement de l'activité a entraîné un repli de 5,9% du volume de marchandises échangées. Parallèlement, le taux de chômage est resté à des niveaux assez importants. Ainsi, le PIB mondial a augmenté de 3,9%.

### I.1.1 L'activité

Dans leur ensemble, les économies avancées ont enregistré une croissance peu vigoureuse estimée à 1,4% en 2011 contre 3,9% en 2010. Les difficultés structurelles, la crise de la dette en Europe et l'atonie de la demande sont quelques facteurs qui expliquent le manque de dynamisme de ces économies.

Le PIB américain a amorcé un retrait à 1,7% contre 3% en 2010, en raison de la faiblesse du marché immobilier, de la morosité de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises.

L'économie japonaise a été fortement pénalisée par les conséquences des catastrophes naturelles (séisme et tsunami) survenues en 2011. Elle a par ailleurs pâti de la baisse de ses exportations, due à un amoindrissement de ses commandes. Le taux de croissance s'est contracté à 0,7%.

En raison de la fébrilité sur les marchés financiers et de l'ampleur des déficits publics, l'économie de la zone euro a fléchi. En conséquence, le taux de croissance s'est établi à 1,4% en 2011 contre 1,9% en 2010. Au sein de la zone, s'appuyant sur le dynamisme de ses exportations, l'Allemagne a enregistré une croissance de 3,1%. La France, portée par un retour de la consommation des ménages, a maintenu une bonne orientation de son activité qui a cru de 1,7%. Dans le même temps, l'Espagne et l'Italie ont affiché une croissance atone respective de 0,4%.

La situation économique en Grèce s'est à nouveau détériorée. En dépit du soutien de la communauté financière internationale, ce pays est confronté à une importante crise d'endettement qui mine toute relance économique. Ainsi, la production intérieure a reculé de 6,4% traduisant une grave récession dans ce pays de l'Europe du sud.

Hors zone, l'activité économique au Royaume-Uni s'est soldée par une croissance faible estimée à 0,7%.

En dépit de la morosité de l'activité mondiale, les pays en transition d'Europe ont bénéficié des effets de la volatilité des cours de l'or noir. Ainsi, le PIB Russe s'est maintenu à 4,3% tandis que le taux de croissance moyen de ce groupe de pays s'est chiffré à 4,9%.

Dans leur ensemble, les pays émergents et en développement ont réussi à conserver un certain dynamisme sur le plan économique. Celui-ci a été possible grâce à des politiques macroéconomiques pertinentes, des cours de produits de base bien orientés et une demande interne solide. Ainsi, le PIB de la zone a évolué favorablement pour se situer à 6,4% contre 7,5% un an plus tôt.

Dans cette optique, les pays émergents et en développement d'Asie ont maintenu un niveau d'activité appréciable estimée à 7,8% et largement dominé par les performances économiques de la Chine et de l'Inde.

Malgré un léger recul de sa production, en rapport avec une baisse de ses exportations vers la plupart des pays avancés, l'économie chinoise a conservé son dynamisme. Ainsi, le PIB de la Chine a cru de 9,2% en 2011 contre 10,4% en 2010. La bonne tenue de la consommation privée a soutenu l'économie indienne dont la croissance s'est située à 6,8%.

Le dynamisme de la demande interne et la hausse des prix de ses produits de base ont été bénéfiques aux pays de l'Amérique latine. Ainsi, l'activité économique a généré une croissance de 4,5% en 2011. Les principales économies de la zone ont affiché des résultats satisfaisants : Brésil 2,7%, Mexique 3,9% et Argentine 8,9%.

La croissance a été modérée au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2011 avec un taux de 3,3%. L'augmentation des dépenses publiques a soutenu une croissance vigoureuse dans la plupart des pays exportateurs de pétrole.

L'activité économique en Afrique subsaharienne a augmenté de 5,2% en 2011 contre 5,3% en 2010. La plupart des économies de la région ont bénéficié de cette expansion à l'exception notable de l'Afrique du Sud qui a été desservie par l'étroitesse de ses liens avec les pays de l'Union européenne. C'est le cas en outre de certains pays d'Afrique de l'Ouest qui ont été affectés par la sécheresse et des conflits internes. A cet effet, le Nigéria et l'Angola, les deux premières puissances pétrolières de cette zone, ont enregistré respectivement 7,4% et 3,9% de croissance. Le PIB de l'Afrique du Sud a cru de 3,1%, tandis que le Ghana a enregistré une croissance estimée à 14,4% suite à la mise en exploitation de ses gisements pétroliers.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique s'est significativement accélérée en 2011, en liaison avec la bonne orientation des cours du pétrole et des autres produits exportés. Ceci s'est traduit par une amélioration des termes de l'échange et par une augmentation continue des flux d'investissements étrangers. Par ailleurs, l'activité a été soutenue par l'augmentation de l'investissement public, notamment au Gabon et en Guinée équatoriale, du fait des préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations.

Dans ce contexte favorable, la croissance du PIB a atteint 5,1 % en termes réels, après 4% en 2010. Par pays, la croissance des différentes économies de la zone s'est établie comme suit : Cameroun (4,2%), Congo (3,4%), Gabon (7%), Guinée-Equatoriale (7,8%) et Tchad (2,2%).

### I.1.2 L'inflation

La hausse des cours des matières premières sur le marché international a eu des répercussions sur l'inflation globale dans de nombreux pays. Celle-ci a résulté essentiellement d'une hausse marquée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. L'inflation mondiale en moyenne annuelle a progressé de 4,4% contre 3,3% en 2010. Dans les pays avancés, l'inflation bien qu'en hausse a été maîtrisée et contenue autour de 2,7% contre 1,5% en 2010. Les pays émergents et en développement ont subi une hausse plus marquée des prix, avec un taux d'inflation à 7,2% contre 6,1% un an plus tôt.

Dans ce contexte, et en rapport avec la hausse des prix de l'énergie, l'indice des prix est estimé à 2,6% aux États-Unis.

En dépit du renchérissement de la facture énergétique, les prix ont eu tendance à baisser au Japon. En moyenne annuelle, le pays a enregistré un taux d'inflation de -0,3%.

Le regain de l'inflation dans la zone euro est sous-jacent aux efforts conjugués de l'augmentation de la facture énergétique et des produits alimentaires. Ainsi, l'inflation s'est située à 2,7% en moyenne annuelle. En France et en Allemagne, l'indice des prix à la consommation s'est établi respectivement à 2,3% et 2,5%.

En Chine, l'inflation de 5% est consécutive à l'évolution des prix des produits alimentaires.

Dans les pays de la CEMAC, le taux d'inflation en moyenne annuelle est resté conforme à la norme communautaire (2,7%) après 1,6% en 2010. Les taux les plus élevés ont été observés en Guinée équatoriale (4,8%) et au Cameroun (2,9%), tandis que les taux les plus faibles ont été relevés au Gabon (1,3%) et en RCA (1,2%). Cette évolution traduit la fermeté de la demande intérieure dans un contexte d'accélération de la croissance économique. Au plan externe, les pressions inflationnistes traduisent l'impact des hausses de prix observées sur les marchés internationaux des matières premières agricoles et énergétiques.

### I.1.3.L'emploi

Le marché de l'emploi a continué à se détériorer en 2011. Les emplois industriels et ceux des jeunes ont été les plus affectés. Dans ce contexte, les pays développés ont été les plus touchés. Par ailleurs, les pays émergents ont enregistré une baisse du nombre de demandeurs d'emplois en raison de leurs résultats économiques soutenus. Globalement, le nombre de chômeurs dans le monde s'est établi à environ 203 millions de personnes sur la période de référence.

Aux États-Unis, une augmentation peu soutenue de la population active a contribué à réduire le taux de chômage à 8% contre 9,7% un an auparavant. Toutefois, la problématique de l'emploi est restée préoccupante.

Au Japon, le taux de chômage a augmenté pour se situer à 4,5%. Les difficultés économiques initiales accentuées par la catastrophe naturelle ont amené les entreprises à licencier de nombreux employés.

Le taux de chômage de la zone euro a atteint 10,5% contre 9,5% en 2010. Par pays, l'Allemagne et la France ont affiché respectivement des taux de 5,5% et 9,9%. Toutefois, les niveaux les plus élevés ont été enregistrés en Espagne et en Grèce avec respectivement 23% et 20%.

Au Royaume-Uni, le taux de chômage est demeuré stable à 5,5% en dépit d'un contexte économique défavorable.

### I.1.4 Le commerce extérieur

Le commerce mondial a poursuivi son ascension à un rythme moins soutenu. En effet, le volume des échanges a progressé de 5,9% contre 12% il ya un an. Le commerce des biens et services a pâti de l'atonie de la demande dans les pays avancés.

La situation commerciale des États-Unis s'est détériorée, en rapport avec la hausse de la facture énergétique. Sur l'ensemble de l'année, ce pays a accusé un déficit commercial de 558 milliards de dollars.

Le gouvernement japonais a été obligé de recourir à l'achat de gaz naturel étranger pour compenser l'effondrement de sa production d'électricité. Or, cette importation massive d'énergie a plombé sa balance commerciale. Pour la première fois en 31 ans, celle-ci est devenue déficitaire en 2011. La crise de la dette et la cherté du yen ont pesé sur les débouchés des entreprises japonaises.

Le déficit commercial de la zone euro a reculé à 7,7 milliards d'euros en 2011 contre 14,7 milliards d'euros en 2010. En effet, les exportations et les importations se sont chiffrées respectivement à 1733,1 milliards et 1 740,8 milliards d'euros.

Structurellement excédentaire, le commerce extérieur de l'Allemagne a enregistré un solde excédentaire de 160 milliards d'euros, en raison de la qualité de la production industrielle allemande.

Le commerce extérieur français s'est soldé par un déficit estimé à 69,6 milliards d'euros. Cette évolution s'explique par une présence moins importante dans les principaux marchés émergents d'Asie et par des produits peu compétitifs sur les marchés en pleine croissance.

Avec un excédent commercial en légère baisse évalué à 155 milliards de dollars, le commerce extérieur chinois est demeuré l'un des plus performants. Les difficultés rencontrées par ses principaux partenaires commerciaux notamment, japonais, européens et américains n'ont que très faiblement affecté ses résultats commerciaux.

Les pays de la CEMAC ont enregistré un redressement global de leurs comptes extérieurs. Celui-ci a été essentiellement lié à l'augmentation sensible de l'excédent de la balance commerciale de 28,7%. Ce rétablissement des comptes extérieurs a résulté principalement de la très forte amélioration de près de 17,9 % des termes de l'échange, fortement corrélés aux variations des prix du pétrole.

### I.1.5 Les finances publiques

La situation des finances publiques dans le monde est restée préoccupante au regard des besoins en financements des économies, mais aussi de l'ampleur des déficits publics. Dans les pays avancés, la politique budgétaire restrictive, préconisée en réponse à la dégradation des finances publiques, a accentué les difficultés économiques. Les pays émergents et en développement, ont pour leur part bénéficié de la bonne tenue des cours des produits de base qui a permis de générer d'importantes ressources financières.

Aux États-Unis, le stock de la dette a avoisiné 15 000 milliards de dollars. La première puissance économique du monde est par ailleurs la nation la plus endettée.

Les déficits publics des États de la zone euro ont explosé et dépassé de loin le critère de convergence du pacte de stabilité et de croissance (3% du PIB). Par conséquent, la dette publique a fortement augmenté, et a été supérieure à la limite de 60% du PIB définie dans ce même pacte. En 2011, les déficits publics les plus élevés ont été enregistrés en Irlande (-13,1%), en Grèce (-9,1%) et en Espagne (-8,5%). Les déficits les plus faibles ont été observés en Finlande (-0,5%), au Luxembourg (-0,6%) et en Allemagne (-1%). La Hongrie (+4,3%), l'Estonie (+1%) et la Suède (+0,3%) ont affiché un excédent public.

En Chine, la dette publique a représenté 27% du PIB, traduisant ainsi une politique d'endettement prudente.

Les finances publiques des pays de la CEMAC ont enregistré une amélioration en 2011. En raison d'une forte hausse des recettes pétrolières, l'excédent budgétaire (base engagements, hors dons) est passé à 3,2% du PIB contre 1,5% du PIB en 2010. De même, les recettes budgétaires (hors dons) se sont accrues de près de 20% du fait de la forte expansion des recettes pétrolières (+26%), qui représentent plus des deux tiers des recettes budgétaires totales de la zone CEMAC, les recettes non pétrolières progressant pour leur part de 9,2% en 2011.

### I.1.6 Les taux d'intérêt

En 2011, les banques centrales ont proposé des mesures accommodantes en abaissant leur taux directeurs à des niveaux proches de zéro, en vue d'encourager la reprise économique.

Ainsi, aux États-Unis, la réserve fédérale américaine (FED) a décidé de maintenir son principal taux directeur dans une fourchette de 0 à 0,25% jusqu'en 2013. Parallèlement, depuis le 8 décembre 2010, la Banque Centrale Européenne a abaissé son taux à 1% dans le but de redynamiser son économie. Au Japon, ce taux est demeuré entre 0 et 0,1%. La Banque d'Angleterre (BOE) a observé un *statu quo* à 0,5%.

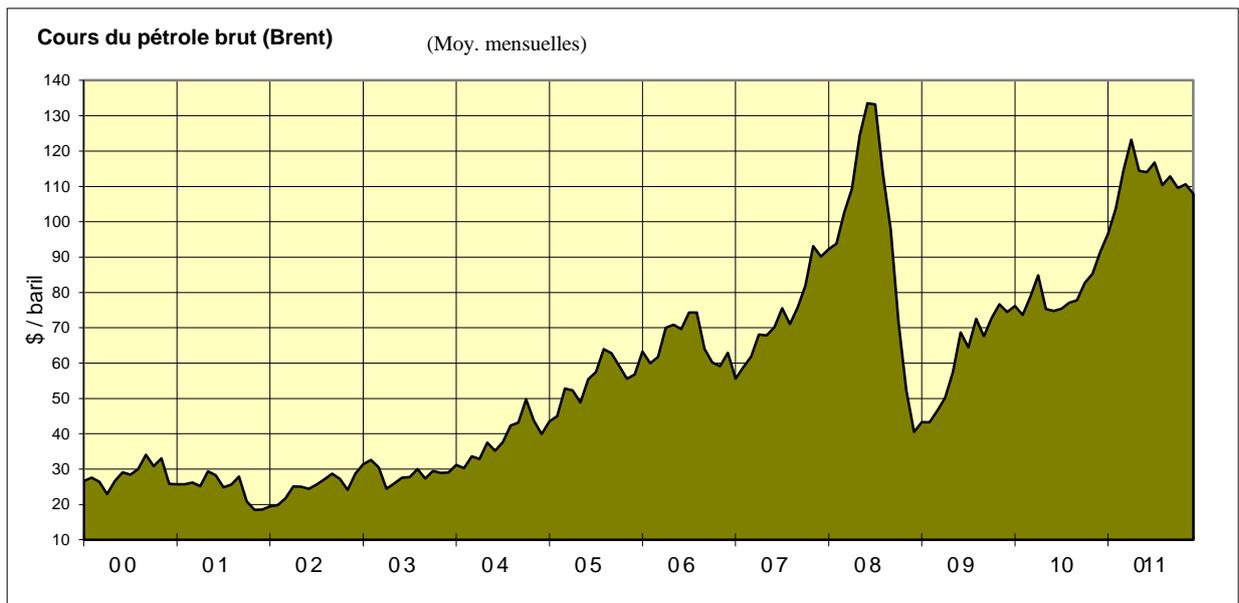
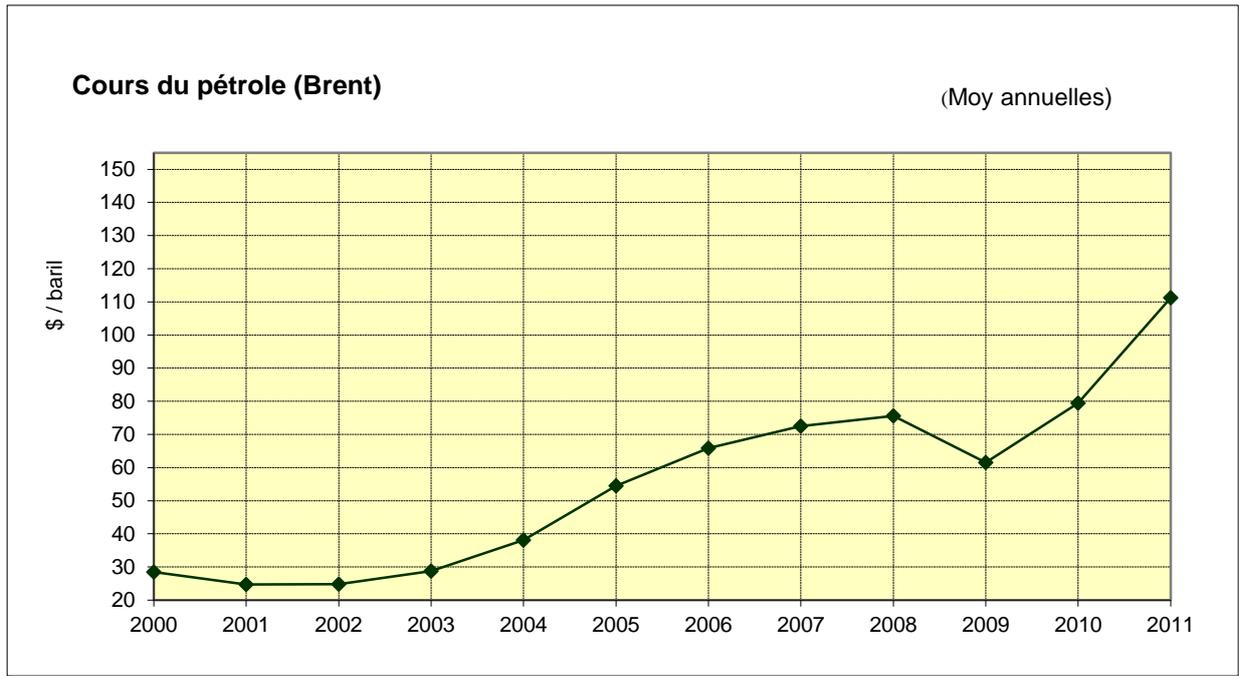
## I.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

Après un début d'année très prometteur, les prix des matières premières ont fortement reculé au cours des derniers mois de 2011. L'augmentation des tensions financières, liée principalement à l'amplification de la crise des dettes souveraines en Europe, et la dégradation des perspectives économiques mondiales ont nui aux prix des matières premières industrielles tout au long du second semestre de 2011. Cependant, la spéculation sur les marchés, renforcée par la fermeté de la demande en provenance des pays émergents (Chine et Inde) ont poussé les cours des matières premières agricoles et énergétiques à la hausse.

### I.2.1 Le pétrole

Les marchés pétroliers ont été affectés en 2011 par le printemps arabe (émeutes en Afrique du Nord), les tensions géopolitiques en Afrique et au Moyen-Orient (Nigéria, Iran, etc.), les ruptures d'approvisionnement en Libye et les baisses de production dans plusieurs autres pays membres de l'OPEP.

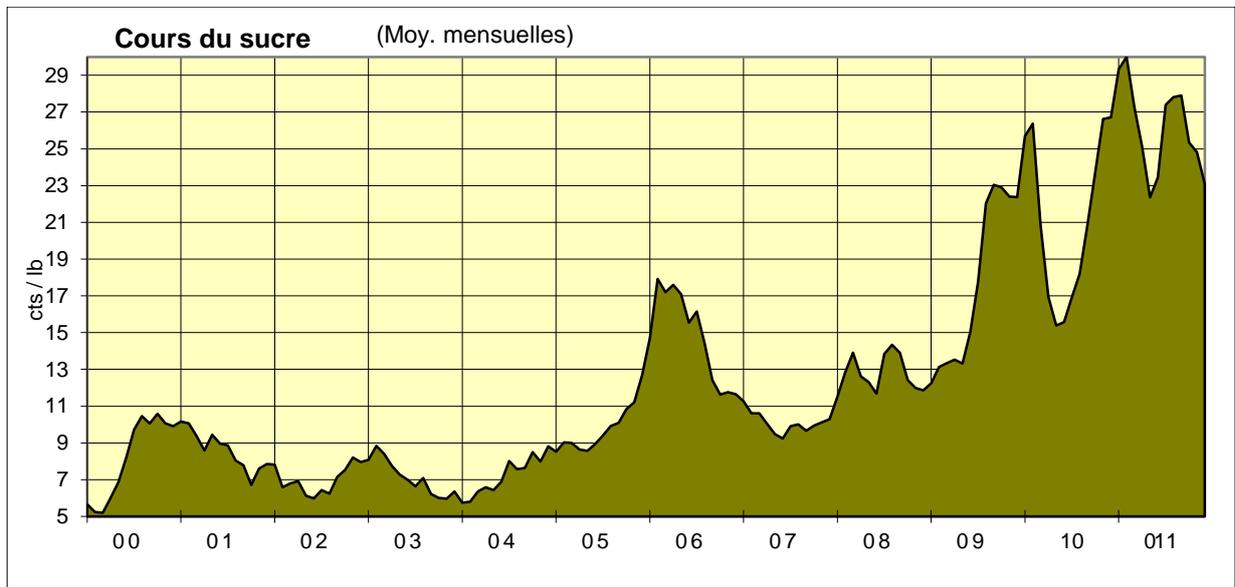
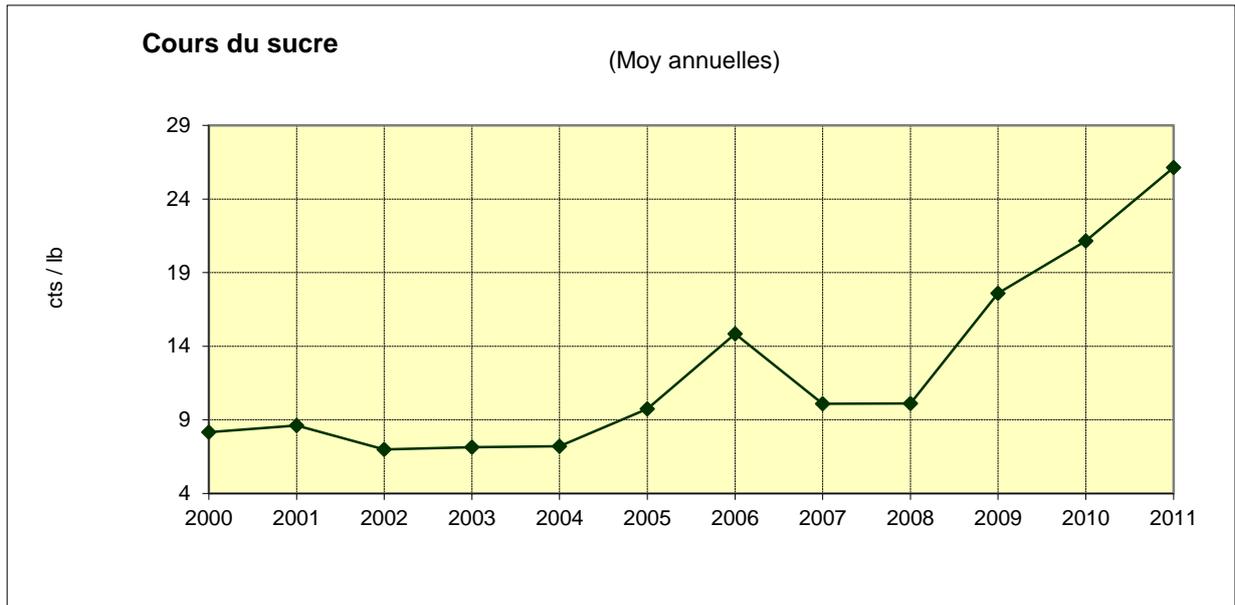
Dans ces conditions, les cours du pétrole ont connu une hausse de 40% sur l'ensemble de l'année 2011 et un prix moyen du baril de Brent de 111,27 dollars contre 79,47 dollars le baril en 2010.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

## I.2.2 Le sucre

La production mondiale a été évaluée à 165,2 millions de tonnes (Mt) au cours de la campagne 2010/2011 pour une consommation mondiale de 164 Mt. Ainsi, en moyenne annuelle, le cours du sucre est passé de 21,15 cts/lb en 2010 à 26,15 cts/lb en 2011, soit une hausse de 23,6% en raison du faible niveau des stocks mondiaux.

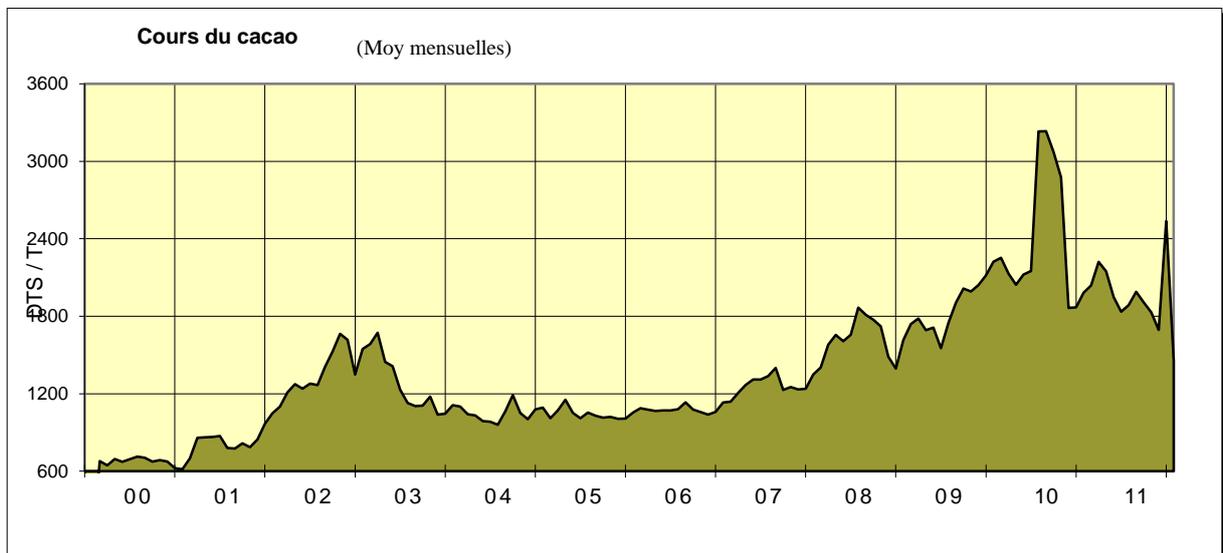
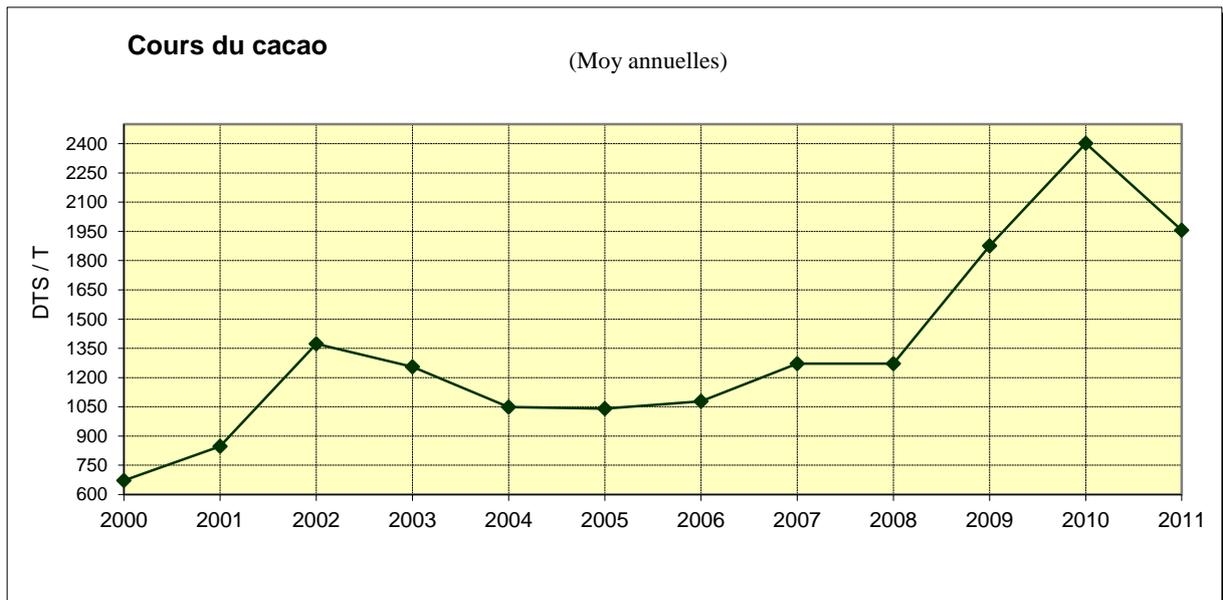


Source : Marchés Tropicaux et International Sugar Organization (ISO)

### I.2.3 Le cacao

La production mondiale de cacao a atteint un volume global de 4,2 Mt pour la campagne 2010/2011 contre 3,6 Mt en 2009/2010, soit une hausse de 16,7% tirée par la production de l'Afrique de l'Ouest, notamment le Ghana et la Côte-d'Ivoire (premier producteur mondial avec 35 % du volume).

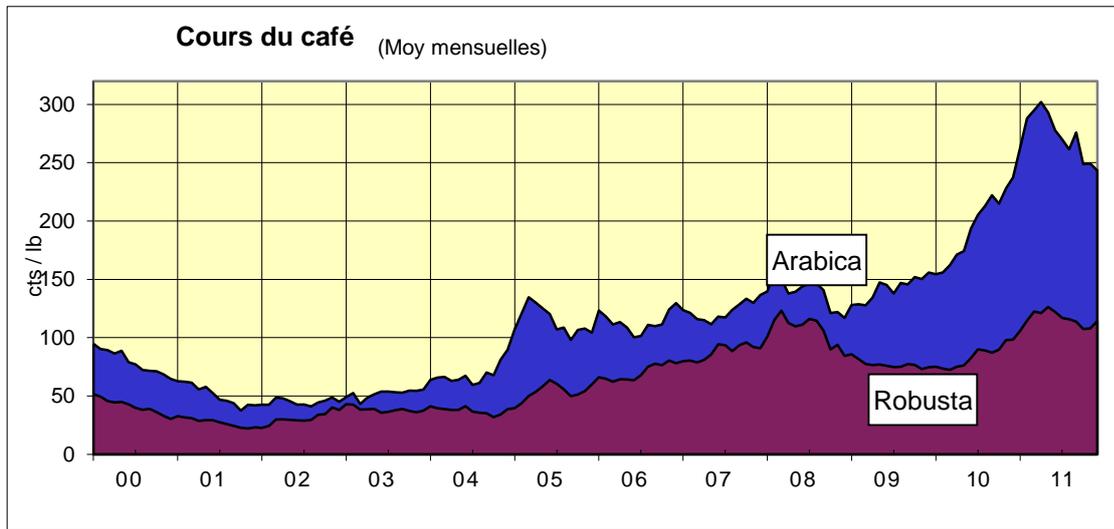
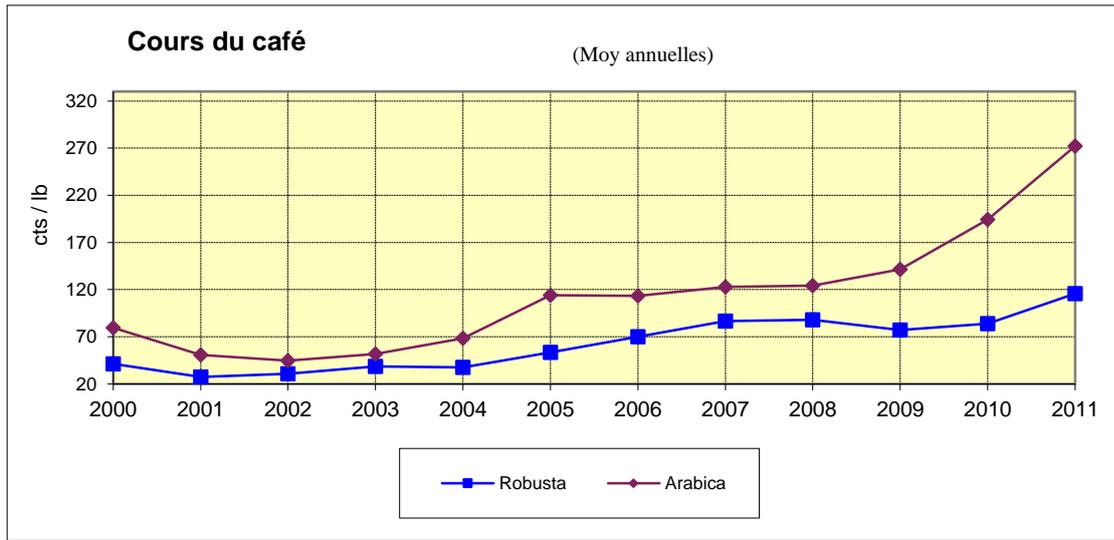
Ainsi, la tonne de cacao s'est échangée à 2 967,66 dollars US en 2011 contre 3 132,59 \$US/T en 2010. Cette baisse (-5,3%) est liée à l'arrivée massive de la production ivoirienne sur le marché et au ralentissement de la consommation mondiale, estimée à 3,8Mt (hors pays émergents). Dans ce contexte, les stocks disponibles ont cru de 21,7% en 2010/2011 (1,9 Mt) par rapport à 2009/2010.



Source : Marchés Tropicaux et International Cocoa Organization (ICCO)

### I.2.4 Le café

La production mondiale de café pour 2010/2011 s'est fixée à 134,2 millions de sacs contre 122,8 millions de sacs en 2009/2010, soit une progression de 9,3% due principalement aux variétés Arabica. De même, la consommation mondiale de café a atteint un niveau exceptionnel de plus de 136,5 millions de sacs, en raison de la demande intérieure des pays producteurs.

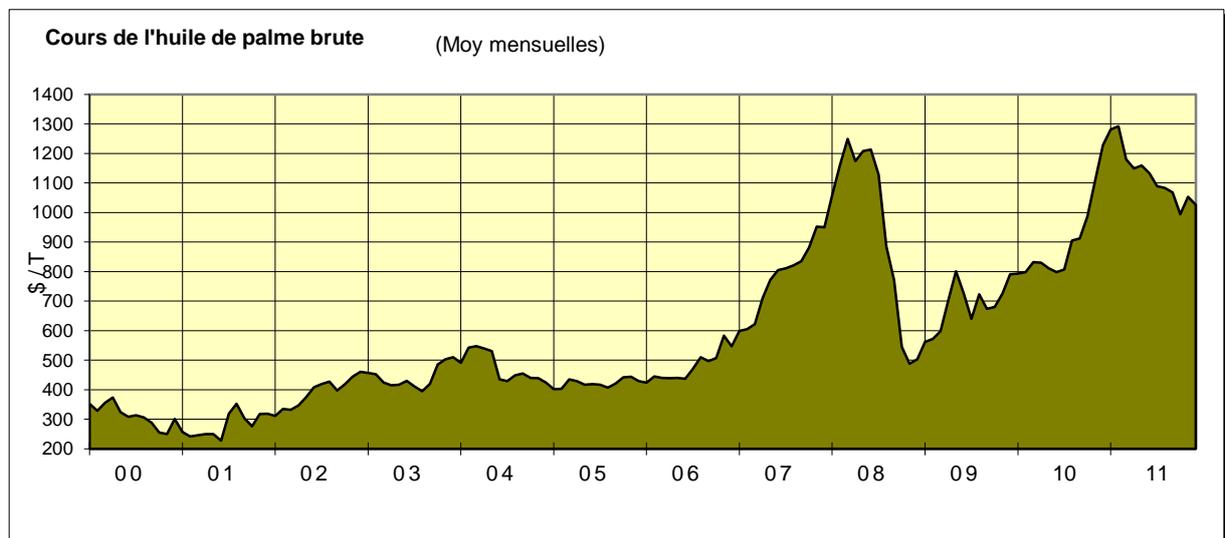
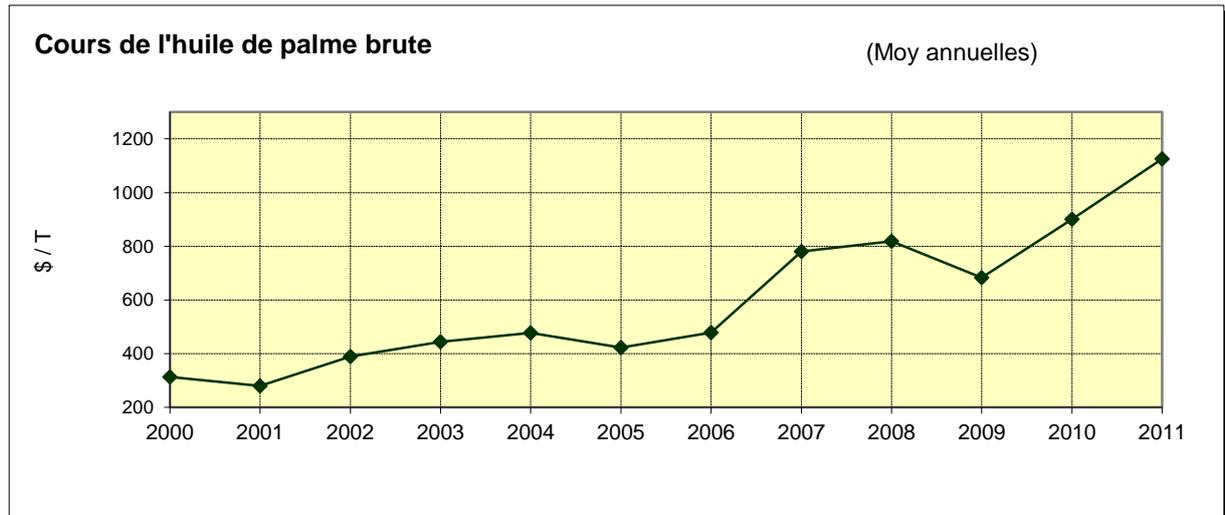


Source : Marchés Tropicaux et Organisation Internationale du Café (OIC)

Du fait du déficit total en café, les cours des deux variétés ont progressé de 40% pour l'arabica et 38% pour le robusta en s'établissant respectivement à 272,2 et 115,7 cents la livre.

### I.2.5 L'huile de palme

La production d'huile de palme est passée de 45,6 Mt en 2010 à 48,4 Mt. Parallèlement, la consommation mondiale a évolué moins vite passant de 46,3 Mt en 2009/2010 à 47,4 Mt. Celle-ci a été principalement soutenue par la Chine et l'Inde, face à une stagnation de la demande européenne.



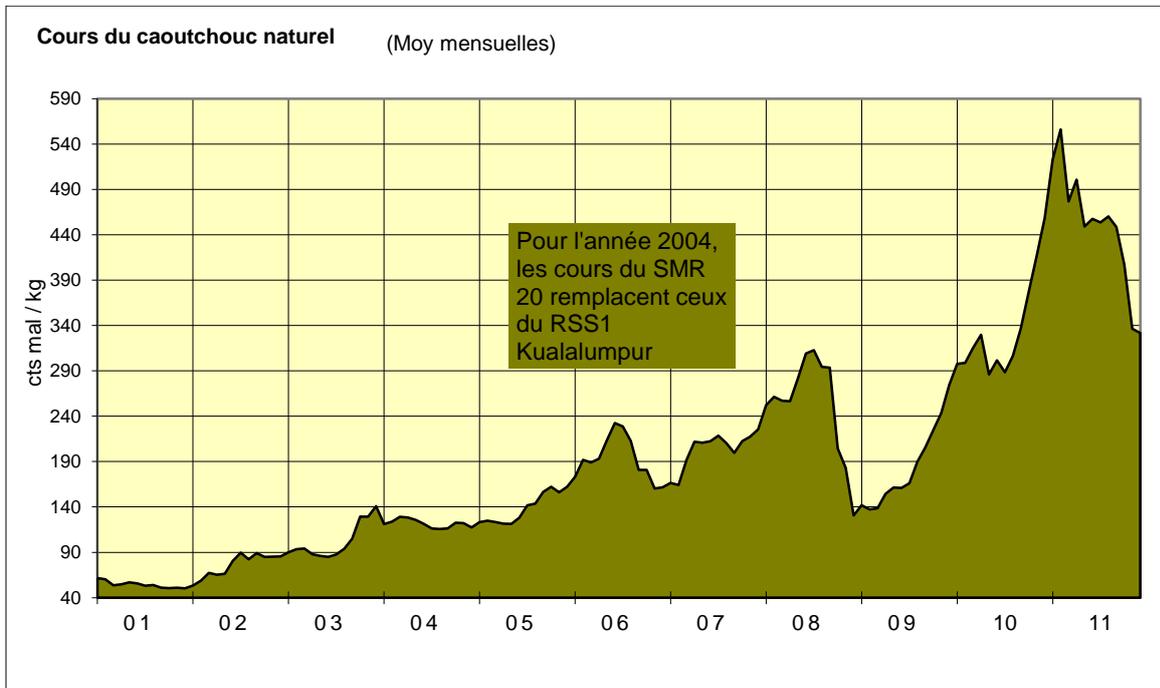
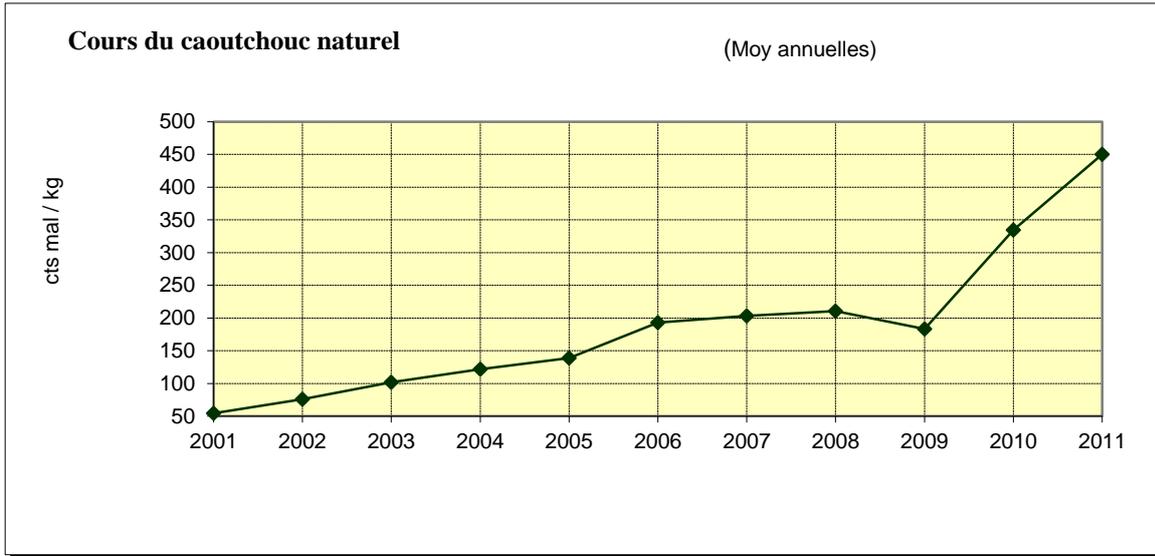
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

Malgré leur instabilité en fin d'année, les cours de l'huile de palme brute se sont établis à 1 125,6 dollars la tonne en moyenne annuelle, soit une augmentation de 24,9% par rapport à 2010.

### I.2.6 Le caoutchouc naturel

Après avoir dépassé la barre des 500 USD cents/kg au cours du premier trimestre 2011, le cours du caoutchouc naturel a achevé l'année en repli. Cette évolution est consécutive aux problèmes économiques dans la zone euro et à la catastrophe survenue au Japon en mars 2011. Toutefois, en moyenne annuelle, les cours du caoutchouc ont progressé de 34,5% par rapport à 2010 pour se situer à 450,05 USD cents/kg.

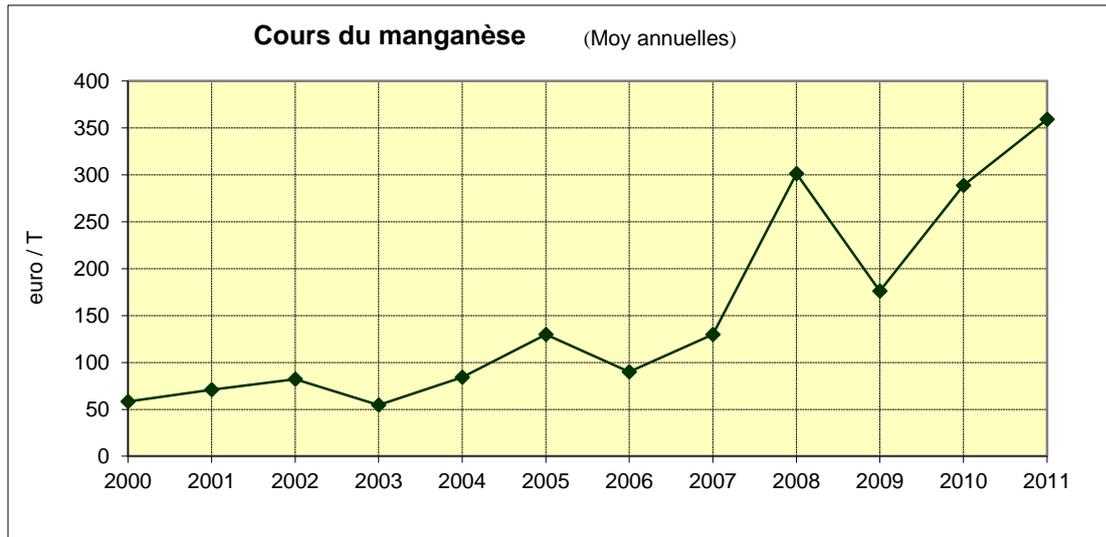
En effet, la demande mondiale du caoutchouc s'est fixée à 10,97 Mt, pour une production de 10,08 Mt, en raison des inondations en Thaïlande qui ont perturbé la production en fin d'année 2011.



Source : marché tropicaux et méditerranéens

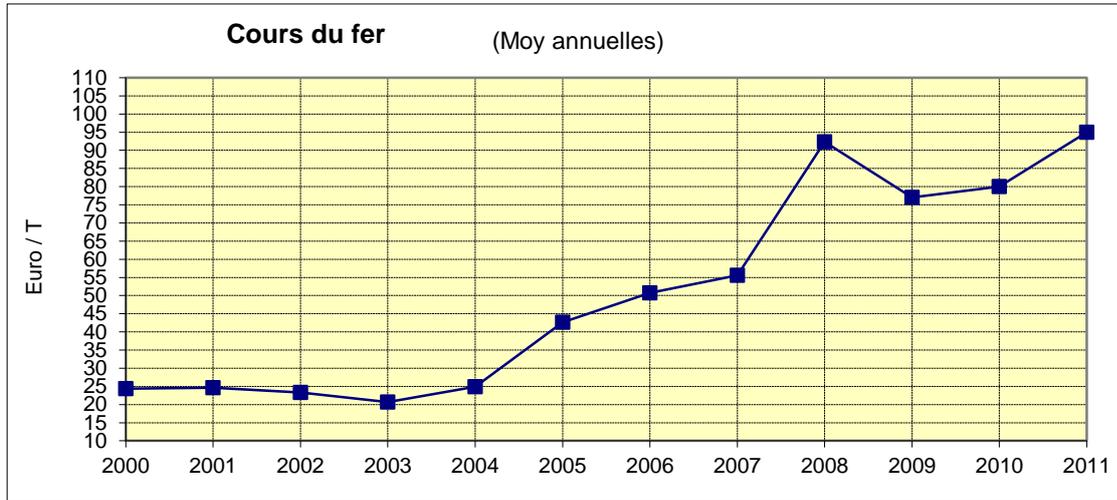
### I.2.7 Le minerai de manganèse

En 2011, le raffermissement du marché du manganèse, conjugué à la reprise de la production de l'acier, a permis une consolidation des cours. Ainsi, la tonne de manganèse s'est négociée à 359,17 euros contre 288,9 euros en moyenne en 2010.



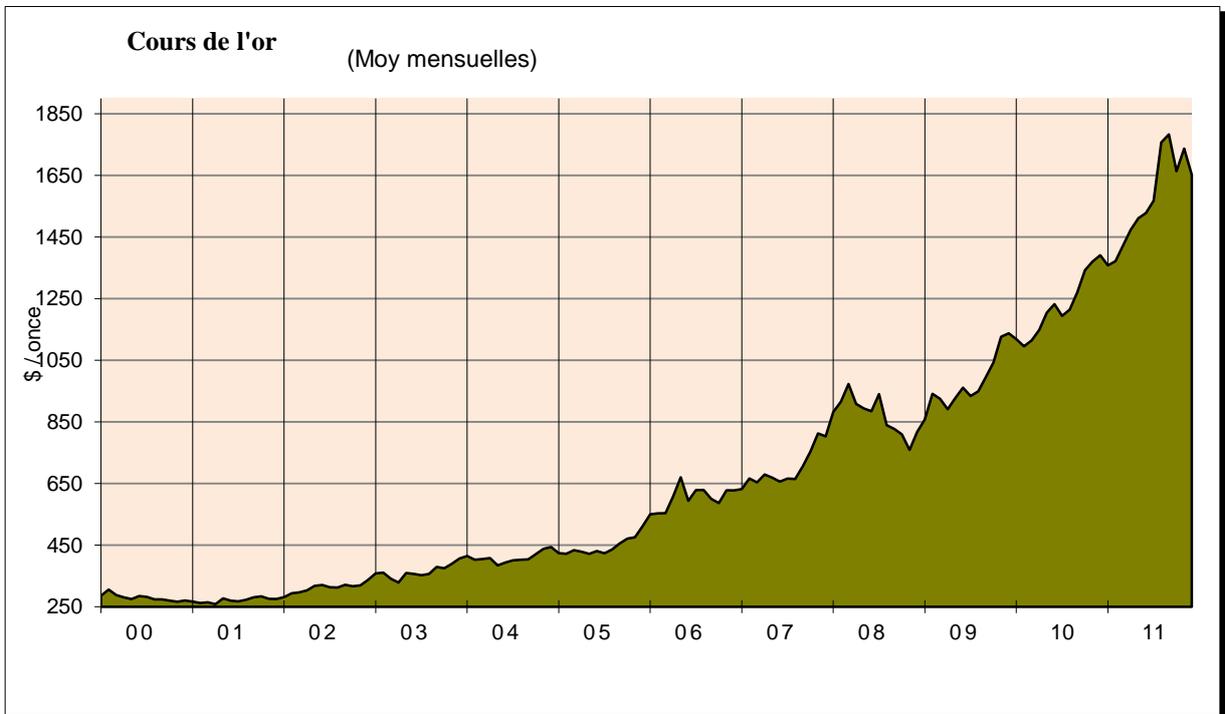
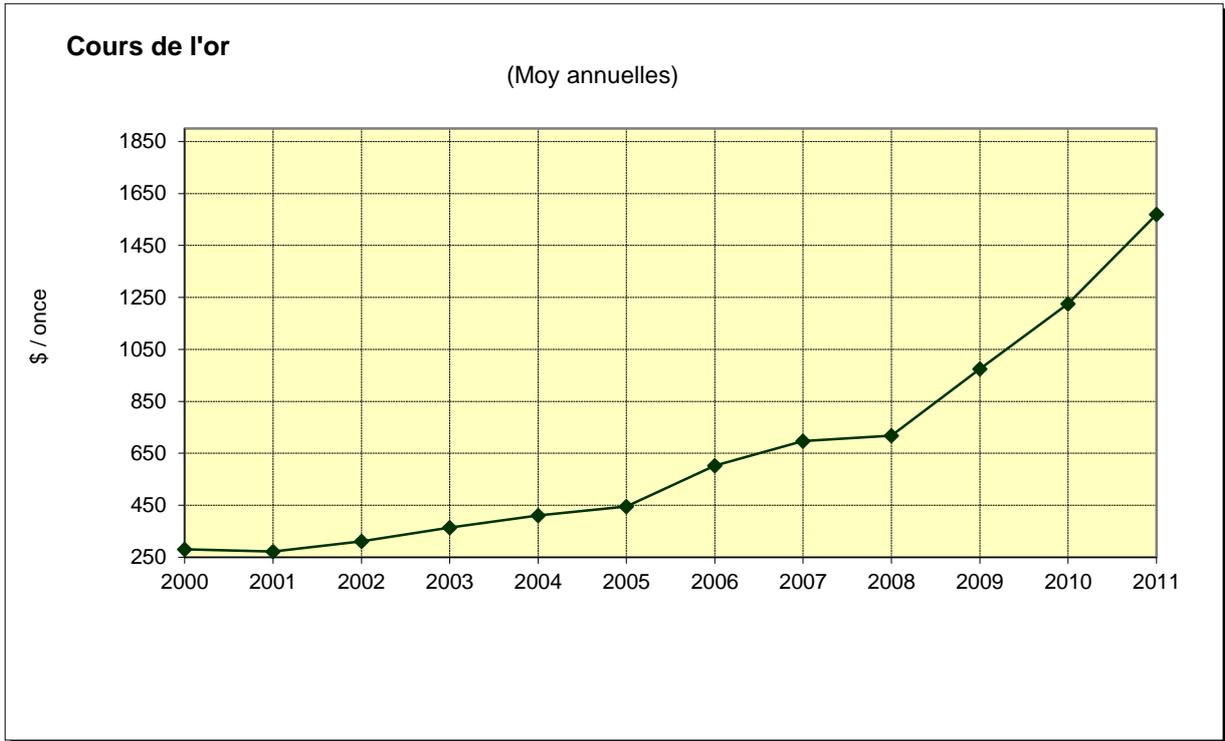
### I.2.8 Le minerai de fer

La reprise de l'industrie sidérurgique chinoise (gros consommateur d'acier), en liaison avec le nouveau programme de logements sociaux, a permis de maintenir la tendance haussière des cours du minerai de fer. Ainsi, la tonne du minerai de fer s'est échangée à 95 euros contre 80 euros en 2010.



### I.2.9 L'or

Après une année marquée par une hausse historique à 1 921,15 dollars l'once en septembre 2011, les cours de l'or ont terminé l'année sur leur plus bas niveau à 1 563,90 dollars. Ainsi, les prix de l'or ont atteint en moyenne 1569 \$/once en 2011, gagnant 28% par rapport à 2010. Au cours de l'année, la demande d'investissement chinoise et la demande de la bijouterie en Inde, ainsi que les achats des banques centrales, notamment des pays émergents, ont été les principaux facteurs de soutien des cours.





**DEUXIEME PARTIE**

**L'ACTIVITE NATIONALE**

## DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE

### Évolution synoptique des activités sectorielles

SECTEURS	2011	2012
<b>Secteur primaire</b>		
Pétrole	↘	↘
Manganèse	↗	↘
Agriculture et pêche		
<i>Cacao et café</i>	↗	↗
<i>Caoutchouc naturel</i>	↗	↘
<i>Pêche</i>	↗	↗
<b>Secteur secondaire</b>		
Industries agro-alimentaires, boissons		
<i>Raffinerie de sucre</i>	↗	↘
<i>Huiles et corps gras</i>	↘	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗	↗
<i>Eau minérale</i>	↗	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↘	↗
Industries de transformation du bois		
<i>Sciages</i>	↗	↗
<i>Déroulage</i>	↗	↗
Autres industries de transformation		
<i>Chimie</i>	↗	±
<i>Matériaux de construction</i>	↘	↘
Raffinage	↗	↘
Electricité et eau	↗	↗
BTP	↗	↘
<b>Secteur tertiaire</b>		
Transports et auxiliaires de transports		
<i>Terrestre</i>	↗	↗
<i>Aérien</i>	↗	↗
<i>Ferroviaire</i>	↗	↘
<i>Maritime</i>	↗	↗

<i>Auxiliaire de transport</i>	↗	
<b>Télécommunications</b>	↗	↗
<b>Commerce</b>		
<i>Général structuré</i>	↗	↗
<i>Véhicules</i>	↗	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↗	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗	↗
<i>Ouvrages et périodiques</i>	↗	↘
<b>Services</b>		
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗	↗
<i>Immobiliers</i>	↘	↗
<i>Rendus aux entreprises</i>	↗	↗
<i>De réparation</i>	↗	↗
<b>Hôtellerie, Restauration et Tourisme</b>	↗	±

## II.1 LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

### II.1.1 Le pétrole

En 2011, le secteur pétrole a évolué dans un environnement marqué par la fermeté des cours liée aux tensions géopolitiques dans le monde (Afrique et Moyen-Orient) et les perturbations de l'activité sur le plan national en raison de la grève des employés du pétrole.

#### La production

La production nationale de pétrole brut s'est établie à 12,143 millions de tonnes à la fin de l'année 2011, soit une baisse de 2,4% par rapport à celle de 2010 (12,445 millions de tonnes). En effet, le repli de la production provient essentiellement de la grève des employés du pétrole (ONEP), du report de la mise en exploitation de certains puits forés et de la non-réalisation des travaux sur certains champs et ce, malgré les bons résultats enregistrés par les sociétés Maurel & Prom, Shell Gabon et Vaalco sur les champs Omko, Gwendidi, Koula et Etame.

#### Évolution de la production et des exportations

(en millions de tonnes)	2009	2010	2011	11/10
Production	11,829	12,445	12,143	-2,4%
Exportations	11,120	11,227	10,878	-3,1%

Source : Direction Générale des hydrocarbures

#### Les exportations

Le volume total du pétrole brut exporté s'est élevé à 10,878 millions de tonnes, soit une baisse de 3,1%, consécutive à la contraction des commandes extérieures du brut Olen de fuel (-34,7%). Cependant, la demande des bruts gabonais par les Etats-Unis, les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, a été soutenue.

#### Évolution des prix et du taux de change

	2009	2010	2011	11/10
Prix moyen du Brent (USD/baril)	61,51	79,47	111,27	40,0%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	58,76	77,32	110,82	43,3%
Taux de change moyen (Fcfa/USD)	472,13	495,425	471,719	-4,8%

Source : Direction Générale des hydrocarbures

## Les prix

Le prix moyen du baril de Brent a progressé de 40%, à 111,27 dollars par rapport à 2010. Dans le même sillage, le prix du brut gabonais s'est apprécié de 43,3% pour se situer à 110,82 dollars le baril en moyenne annuelle. Toutefois, cette amélioration du prix du brut gabonais a été légèrement atténuée par la baisse du taux de change moyen du franc CFA par rapport au dollar (-4,8%).

### II.1.2 Le manganèse

Le Gabon reste le deuxième producteur de manganèse au monde dont 95% de la production est destinée aux industries sidérurgiques pour la fabrication de l'acier. La Compagnie Minière de l'Ogooué (Comilog) est la seule société qui exploite les gisements de manganèse au Gabon, notamment à Moanda avec des réserves estimées à 280 millions de tonnes, en attendant l'entrée en exploitation du gisement de manganèse de Ndjolé.

## La Production

La conjoncture favorable de l'industrie sidérurgique internationale et la reconstitution des stocks dans les ports chinois à partir du second semestre ont induit en 2011 une hausse de 6% de la production mondiale d'acier. En conséquence, Comilog a vu sa production de minerai et d'aggloméré de manganèse se raffermir de 11,3% par rapport à 2010 pour atteindre un volume de 3,562 millions de tonnes.

## Les exportations et les ventes

Les exportations de minerai et d'aggloméré de manganèse ont progressé de 5,8% à 3,381 millions de tonnes, pour un chiffre d'affaires en baisse de 17%. Ce recul s'explique principalement par une chute de 26% des cours par rapport à 2010 (les prix spot CIF Chine ont terminé l'année à moins de 5 USD/dmtu).

**Évolution de l'activité minière**

	2009	2010	2011	11/10
Production (milliers de tonnes)	1 992,06	3 201	3 562	11,3%
Exportations (milliers de tonnes)	2 146,94	3 204	3 381	5,5%
Ventes (milliers de tonnes)	2 149,31	3 198	3 383	5,8%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	178 433	457 815	379 592	-17,1%
P.V. moyen (en Fcfa/tonnes)	83 019	143 145	112 207	-21,6%
Investissements (millions de Fcfa)	63 705	32 879	62 700	90,7%
Masse salariale (millions de Fcfa)	18 047	19 314	25 004	29,5%
Effectifs (nombre d'agents)	1 477	1 492	1 509	1,1%

Source : Comilog

**Les effectifs et la masse salariale**

En 2011, l'effectif de Comilog a progressé de 1,1% à 1509 agents permanents, suite à un recrutement de 17 cadres pour le Complexe Métallurgique de Moanda (C2M). La masse salariale s'est accrue de 29,5%, en raison principalement de la prime immobilière octroyée à l'ensemble des agents tous les trois ans.

**Les investissements**

En vue d'atteindre l'objectif de produire 4 millions de tonnes en 2011, la société a presque doublé ses investissements (+90,7%). Ceux-ci ont essentiellement concerné l'installation du Complexe Métallurgique de Moanda, le montage d'un atelier de récupération du sable minéral dans la rivière Moulili, le renforcement de la voie ferrée, ainsi que la modernisation du matériel roulant et de la laverie de la mine.

**II.1.3 Le bois**

Dans le cadre de la politique d'industrialisation de la filière bois, la décision gouvernementale d'interdire les exportations de grumes avait été mise en application depuis le 15 mai 2010. L'exploitation forestière, qui se fait à partir de 60 essences sur un potentiel de 8000, est orientée actuellement vers l'approvisionnement des usines de transformation du bois installées sur toute l'étendue du territoire.

En 2011, la production de grumes a chuté de 15,8%, consécutivement à la mesure d'interdiction d'exportation des grumes et à la faiblesse de la demande locale.

## II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

### II.2.1 L'agriculture

#### Les cultures de rente

##### ➤ L'hévéaculture

La branche du caoutchouc naturel a connu une embellie en 2011. En effet, la récolte de caoutchouc humide sous fonds de tasse dans les blocs industriels et les plantations villageoises a engendré un volume de 41 115 tonnes, soit une progression de 5,5% par rapport à 2010. Sur le plan industriel, l'usinage du caoutchouc en granulés a connu une augmentation de 4,8%, soit 20 495 tonnes.

En conséquence, le chiffre d'affaires a progressé de 76,5% passant à 37,9 milliards de FCFA en 2011, suite à la vigueur des exportations et à la fermeté des cours mondiaux de caoutchouc naturel. La masse salariale est en progression de 17,3%, pour un accroissement des effectifs de 16,3%.

#### Évolution de l'activité de caoutchouc

	2009	2010	2011	11/10
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	33 429	38 967	41 115	5,5%
Caoutchouc usiné	17 852	19 559	20 495	4,8%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	13 039	21 471	37 897	76,5%
Investissements (en millions de Fcfa)	1 591	1 856	3 414	83,9%
Effectifs (nombre d'agents)	134	135	157	16,3%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	750	751	881	17,3%

Source : SIAT

Les investissements, d'une valeur de 3,4 milliards de FCFA, ont principalement servi à l'extension des plantations d'hévéa de Kango.

## ➤ La cacao-culture et caféiculture

### La cacao-culture

La caisse de stabilisation et de péréquation assure la relance de la production de cacao et de café depuis 2008. Celle-ci se traduit par la réhabilitation, la création des plantations et l'encadrement technique aux planteurs. Elle leur assure également la fourniture des pépinières et des engrais chimiques.

En 2011, les achats aux planteurs ont progressé de 41,9%. Par contre les exportations ont baissé de 22,4% à 66,2 tonnes.

### Évolution des achats de cacao par province

(en tonnes)	2008/2009	2009/2010	2010/2011	11/10
Woleu-Ntem	31,7	79,6	99,3	24,7%
Ogooué-Ivindo	2,3	1,2	2,6	116,6%
Ogooué-Lolo	43,4	11,6	30,3	161,2%
Moyen-Ogooué	0	0	0,5	-
Ngounié	0,8	1,1	0	-100,0%
<b>Total</b>	<b>78,2</b>	<b>93,5</b>	<b>132,7</b>	<b>41,9%</b>

Source : Caistab

### Évolution de l'activité de la cacao-culture

	2008/2009	2009/2010	2010/2011	11/10
Achats (en tonnes)	78,2	93,5	132,7	41,9%
Exportations (en tonnes)	70,4	85,3	66,2	-22,4%
Prix d'achat moyen au planteur - Grade 1&2 (Fcfa/kg)	650	650	1000	53,8%

Source : Caistab

### La caféiculture

Les achats de café ont plus que triplé du fait du dynamisme de la filière du Haut-Ogooué. Dans le même temps, les exportations ont reculé de 11,4%.

**Évolution des achats de café par province**

(en tonnes)	2008/2009	2009/2010	2010/2011	11/10
Haut-Ogooué	65,5	56	256	357,1%
Woleu-Ntem	1	0,15	0,09	-40,0%
Ogooué-Ivindo	8,7	6,3	9,6	51,7%
Ogooué-Lolo	28,1	0,8	1,8	130,0%
Ngounié	18,9	19,1	28	46,6%
<b>Total</b>	<b>122,2</b>	<b>82,4</b>	<b>295,5</b>	<b>258,6%</b>

Source : Caistab

**Évolution de l'activité de la caféiculture**

	2008/2009	2009/2010	2010/2011	11/10
Achats (en tonnes)	96,3	82,4	295,5	258,6%
Exportations (en tonnes)	40,8	50,1	44,4	-11,4%
Prix d'achat moyen au planteur Grade 1&2 (Fcfa/kg)	450	450	500	11,1%

Source : Caistab

**II.2.2 La pêche**

En 2011, la branche de la pêche et de l'aquaculture a été marquée par de bons résultats, sous l'effet de la bonne tenue de la pêche artisanale maritime et de la pêche industrielle. Ainsi, la production halieutique (tous types de poissons confondus) s'est accrue de 10,9% pour se situer à 35 456 tonnes. Cependant, le chiffre d'affaires a baissé de 3,9% pour s'établir à 36,2 milliards de FCFA.

**Evolution de l'activité de la pêche**

	2009	2010	2011	11/10
<b>Production (en tonnes)</b>	<b>30 095,7</b>	<b>31 984</b>	<b>35 456</b>	<b>10,9%</b>
- pêche industrielle	3 696,2	5 242	5 763	9,9%
- pêche artisanale maritime	15 793,2	15 952	20 059	25,7%
- pêche artisanale continentale	10 480,8	10 661	9 505	-10,8%
- aquaculture	125,5	129	130	0,5%
Chiffre d'affaires (milliards de Fcfa)	32 233,4	37 657,5	36 205,7	-3,9%

Source : Direction Générale de la pêche et de l'Aquaculture

## II.3 Les industries

### II.3.1 Le secteur agro-alimentaire

#### II.3.1.1 La production meunière et avicole

La branche meunière et avicole a été marquée par la poursuite de l'appréciation de son activité observée en début d'année. Ainsi, la production de farine s'est améliorée de 6,5% pour s'établir à 66 674 tonnes, soutenue par la demande croissante du marché local. Il en est de même pour les issues et les aliments pour bétail dont les productions ont progressé respectivement de 13,7% et 14,2% grâce aux commandes vigoureuses des petits fermiers indépendants. En outre, la production des œufs, en phase de reprise à la suite de la dernière épidémie à la ferme de Nkoltang, a augmenté de 0,8%.

Corrélativement à ces bons résultats, le chiffre d'affaires s'est établi à 29,4 milliards de FCFA, soit une hausse de 11,3% comparativement à celui de 2010.

#### Évolution de l'activité meunière et avicole

	2009	2010	2011	11/10
Productions				
Farine (en tonnes)	61 877	62 590	66 674	6,5%
Issues (en tonnes)	16 896	16 475	18 737	13,7%
Aliments pour bétail (en tonnes)	19 225	18 530	21 168	14,2%
Œufs (en milliers d'unités)	49 336	38 731	39 050	0,8%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	26 000	26 438	29 420	11,3%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	2 240	2 506	2 747	9,6%
Effectifs (en nombre d'agents)	268	236	233	-1,3%

Source : Smag

#### II.3.1.2 Les huiles et corps gras

La filière des huiles et corps gras s'est caractérisée par des résultats mitigés en 2011. Sur le plan agronomique, en dépit du vieillissement des palmiers, les bonnes récoltes des régimes de palme ont entraîné une amélioration de la production de l'huile rouge (+11,3%) à 7 568 tonnes.

En revanche, sur le plan industriel, en raison essentiellement des difficultés techniques rencontrées au niveau des usines de Lambaréné (huilerie et savonnerie), les productions d'oléine (huile raffinée) et des savons ont chuté respectivement de 25,1% et 23%.

Parallèlement, du fait de la concurrence exacerbée des produits importés et de la baisse des quantités produites, le chiffre d'affaires a régressé de 15,4%.

Les investissements réalisés ont atteint 2,8 milliards de FCFA, soit une augmentation de 10,4% par rapport à l'année précédente et ont été consacrés à l'extension des palmeraies.

### Évolution de l'activité des huiles et corps gras

	2009	2010	2011	11/10
Production (en tonnes)				
Huile rouge	8 393	6 798	7 568	11,3%
Huile raffinée (oléine)	4 786	7 512	5 628	-25,1%
Savons	2 207	2 727	2 099	-23,0%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	9 104	10 154	8 590	-15,4%
Investissements (en millions de Fcfa)	4 375	2 559	2 826	10,4%
Effectifs (nombre d'agents)	176	171	186	8,8%

Source : SIAT

### II.3.1.3 La production sucrière

La filière sucrière a été dynamique en 2011, en dépit d'un léger repli (-1,6% à 26 428 tonnes) de la production totale. Celle-ci a pâti du retard de la campagne sucrière et des aléas climatiques.

Sur le plan industriel, la transformation du sucre a enregistré de bonnes performances. En effet, le volume total de sucre transformé s'est apprécié de 6,6% à 17 287 tonnes, en raison principalement de la résolution du problème d'approvisionnement en emballages.

Parallèlement, le chiffre d'affaires a connu une hausse de 7,2%, se situant à 18 milliards de FCFA en 2011. Elle a été favorisée par la demande soutenue de sucre en doses et sachets par les clients industriels, notamment la brasserie, l'usine de fabrication des produits laitiers et les boulangeries.

Les investissements, qui se sont élevés à près de 4 milliards de FCFA, ont essentiellement porté sur l'acquisition des équipements et l'aménagement des plantations.

## Évolution de l'activité sucrière

	2009	2010	2011	11/10
Production (en tonnes)	26 239	26 851	26 428	-1,6%
Total sucre transformé	15 232	16 219	17 287	6,6%
Sucre (en morceaux)	10 245	9 770	10 357	6,0%
Autres (dose, granulé 1kg)	4 987	6 449	6 930	7,5%
Ventes (en tonnes)	26 242	27 382	29 235	6,8%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	15 600	16 787	18 000	7,2%
Investissements (en millions de Fcfa)	2 400	2 274	3 967	74,5%
Effectifs (nombre d'agents)	443	437	433	-0,9%
Masse salariale (en million de Fcfa)	3 200	3 300	3 448	4,5%

Source : Sucaf

La hausse de 4,5% de la masse salariale est partiellement due au paiement des droits des départs définitifs.

### II.3.1.5 Les boissons et le tabac

#### II.3.1.5.1 Les bières et les boissons gazeuses

Les résultats de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées ont été globalement satisfaisants en 2011. En dépit d'une contraction de 3,8% des quantités des vins, la production totale a progressé de 9,4%, en raison de l'augmentation des capacités de production, du bon comportement de la gamme dite « Booster » et de la vigueur de la demande locale. En conséquence, le chiffre d'affaires a évolué de 7,5% pour atteindre 125,6 milliards de FCFA.

#### Évolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisée

	2009	2010	2011	11/10
Productions (en hectolitres)	2 103 104	2 048 310	2 241 416	9,4%
Bières	1 126 239	1 073 954	1 200 035	11,7%
Boissons gazeuses	917 416	892 751	940 930	5,4%
Vins	38 250	47 383	45 590	-3,8%
Divers	21 199	34 222	54 861	60,3%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	104 473	116 819	125 614	7,5%

Sources : Sobraga, Sovingab, Soboleco

### II.3.1.5.2 L'eau minérale

La production de l'eau minérale a augmenté de 25,9% pour se situer à 338 701 hectolitres sous l'impulsion de la fermeté de la demande locale induite par les perturbations dans le réseau de distribution d'eau potable, notamment à Port-Gentil. Ce niveau d'activité a entraîné une progression de 29,1% du chiffre d'affaires qui s'est situé à près de 8,2 milliards de FCFA.

#### Évolution de l'activité de l'eau minérale

	2009	2010	2011	11/10
Production d'eau (en hectolitres)	222 359	269 037	338 701	25,9%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	5 269	6 341	8 184	29,1%
Investissements (millions de Fcfa)	313	235	300	27,7%
Effectifs	38	39	39	0,0%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	302	380	378	-0,5%

Source : Soboleco

### II.3.1.5.3 L'industrie du tabac

La branche de manufacture de cigarettes et de tabac a enregistré des résultats mitigés en 2011. En effet, excepté le scaferlati dont la production a progressé de 5% à 1 688 tonnes, les cigarettes et le tabac en feuille ont chuté respectivement de 19,1% et de 36,2%. Ces contre-performances sont imputables à l'arrêt des exportations de cigarettes vers le Cameroun durant le premier semestre et à la contraction de la demande locale.

A l'inverse, le chiffre d'affaires s'est légèrement amélioré (+1,3%), pour se situer à 14,3 milliards de FCFA, en raison essentiellement de la bonne tenue du scaferlati.

#### Évolution de l'activité de Tabac

	2009	2010	2011	11/10
Production				
Scaferlati (en tonnes)	1 842	1 607	1 688	5,0%
Cigarettes (millions d'unités)	857	566	458	-19,1%
Exportation				
Scaferlati (en tonnes)	1 175	1 178	1 225	4,0%
Cigarettes (millions d'unités)	636	533	190	-64,4%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	16 350	14 163	14 347	1,3%
Effectifs (en nombre d'agents)	85	84	82	-2,4%
Masse salariale (millions de Fcfa)	980	1 042	1 074	3,1%

Source : Sociga

### II.3.2 Les industries du bois

Le processus d'industrialisation de la filière bois s'est poursuivi en 2011 avec la création de 27 usines supplémentaires, tous segments confondus. Sa capacité d'absorption a été de près de 90% de la production totale de grumes.

Cette industrialisation repose sur trois niveaux:

- 1<sup>er</sup> niveau : sciage et déroulage ;
- 2<sup>ème</sup> niveau : moulures, profilés, parquet et contreplaqués ;
- 3<sup>ème</sup> niveau : menuiserie et ébénisterie.

Le premier niveau de transformation concentre près de 92% des structures de la branche. Les industries de transformation du bois ont enregistré des résultats appréciables avec une production globale en hausse de 18,1%, pour un volume de 732 222 m<sup>3</sup>. Cette performance résulte d'un approvisionnement optimal des usines en grumes et du renforcement des capacités de production.

Grâce à la fermeté de la demande, les ventes locales et les exportations de bois débités se sont accrues respectivement de 15,7% et 24,5% pour se situer à 77 911 m<sup>3</sup> et 625 361 m<sup>3</sup>.

#### ➤ Les unités de sciage

La filière compte 97 usines de sciage sur toute l'étendue du territoire national, majoritairement implantées dans la province de l'Estuaire. Elles produisent principalement les bois débités, notamment les chevrons, les lattes et les planches.

En 2011, la production de sciage a augmenté de 23,4% pour se situer à 413 090 m<sup>3</sup> contre 334 839 m<sup>3</sup> l'année précédente. Cette embellie est liée au meilleur approvisionnement des usines et au lancement des activités des nouvelles unités.

Sur le plan commercial, les ventes locales se sont affermies de 17,3% à 56 473 m<sup>3</sup> suite à une forte demande du marché domestique (ménages, menuiseries & ébénisteries et les BTP). Dans le même temps, en hausse de 33,4%, les exportations se sont établies à 330 800 m<sup>3</sup>, du fait de la bonne tenue du carnet des commandes des principaux clients étrangers, notamment les chinois.

#### Evolution de l'activité des unités de sciage

en mètres cubes	2009	2010	2011	11/10
Production	116 183	334 839	413 090	23,4%
Ventes locales	26 813	48 140	56 473	17,3%
Exportations	126 548	247 914	330 800	33,4%

Source : Direction du Développement des Industrie et Commerce du Bois (DDICB)

### ➤ Les unités de déroulage

L'activité du déroulage comprend une dizaine d'unités de transformation qui produisent essentiellement des placages et des contreplaqués à base d'okoumé. Celles-ci ont enregistré de bons résultats sur le plan industriel et commercial.

#### Le placage

La production de placages s'est accrue de 25,1% à 246 620 m<sup>3</sup>. Les exportations ont suivi la même tendance avec une variation de 19,3%. Cette embellie s'explique par le démarrage effectif de nouvelles unités de transformation et surtout par la conjoncture favorable des marchés internationaux de placages, notamment en Asie, en Europe et aux Etats-Unis.

Les ventes locales se sont améliorées de 3,1% pour un volume de 7 825 m<sup>3</sup>, en liaison avec les consommations des entreprises des BTP dans un contexte d'accélération des travaux de la CAN 2012.

#### Evolution de l'activité des unités de placage

en mètres cubes	2009	2010	2011	11/10
Production	119 226	197 189	246 620	25,1%
Ventes locales	7 566	7 588	7 825	3,1%
Exportations	110 462	196 804	234 825	19,3%

Source : Direction du Développement des Industrie et Commerce du Bois (DDICB)

#### Le contreplaqué

Le contreplaqué est fabriqué par six usines, à savoir : Corawood, Rougier Gabon, GET, Pogab, Ssmo et Sheng Yang. L'activité de fabrication de contreplaqué s'est maintenue en 2011 avec une production de 72 512 m<sup>3</sup> contre 71 930 m<sup>3</sup> en 2010. Les exportations se sont appréciées de 9,2% à 59 736 m<sup>3</sup>, malgré le relèvement des droits de douanes de 6,5% sur ce produit et la concurrence chinoise sur le marché international. De même, l'augmentation des ventes locales de 24,7% traduit la hausse du niveau de consommation des ménages et des BTP.

#### Evolution de la production et des ventes de contreplaqué

en mètres cubes	2009	2010	2011	11/10
Production	45 922	71 364	72 512	1,6%
Ventes locales	10 526	10 917	13 613	24,7%
Exportations	32 267	54 707	59 736	9,2%

Source: Cora Wood, Rougier, Get, POGAB, SSMO, Sheng Yang.

### Les unités de menuiserie et d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

Ce sont des structures spécialisées dans le troisième niveau de transformation. Elles fabriquent principalement des meubles et font de la décoration en bois destinée au marché local. Ces unités ont une faible capacité de production et sont approvisionnées par des scieurs artisanaux. On les retrouve principalement dans les grands centres urbains du pays.

#### II.3.3 Le raffinage

La branche du raffinage des produits pétroliers a enregistré des résultats confortables en 2011 au regard de l'évolution des principaux indicateurs d'activité. Cette amélioration découle du renforcement de l'outil de production et de la fermeté de la demande.

#### Le brut traité

En 2011, la production du brut traité a atteint 983 484 tonnes métriques (TM), soit une hausse de 6%. Cependant, pour satisfaire la forte demande du marché, la société a eu recours aux importations de produits raffinés (228 594 TM) pour lesquels elle a enregistré un déficit de production, notamment le gasoil (205 805 m<sup>3</sup>) et le butane (18 791 TM).

#### Évolution de l'activité de production de la Sogara

en tonnes métriques	2009	2010	2011	11/10
Total brut traité	580 851	927 730	983 484	6,0%
Total Importations	281 191	228.569	228 594	0,01%

Source: Sogara

#### La commercialisation

Les volumes vendus sur le marché local et extérieur se sont consolidés, passant à 723 729 m<sup>3</sup> et 584 126 tonnes métriques, soit des hausses respectives de 11,1% et 2,5% par rapport à 2010. La demande croissante des clients industriels locaux, en liaison avec le regain d'activité dans les mines, les BTP et le bois, ainsi que la vigueur des exportations sont à l'origine de cette embellie. Il faut noter que la contraction des ventes du turbine-fuel 1 et du fuel-oil 380 provient essentiellement de la baisse des mouvements des avions commerciaux et des bateaux. En conséquence, le chiffre d'affaires a connu une hausse remarquable de 42,8% pour s'établir à 473,2 milliards de FCFA par rapport à l'année précédente.

**Évolution des ventes des produits pétroliers**

	2009	2010	2011	11/10
Butane (TM)	26 275	29 174	31 055	6,4%
Super (m <sup>3</sup> )	71 758	78 086	81 328	4,2%
Pétrole lampant (m <sup>3</sup> )	32 468	36 990	39 427	6,6%
Turbine fuel 1 (m <sup>3</sup> )	63 369	70 371	59 015	-16,1%
Gas-oil Moteur (m <sup>3</sup> )	441 434	465 833	539 774	15,9%
Fuel-oil 380 (TM)	31 048	22 349	10 507	-53,0%
Super export (TM)	18 926	20 380	24 803	21,7%
Fuel-oil 380 export (TM)	325 555	497 767	527 456	6,0%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	218 446	331 321	473 156	42,8%
Ventes locales	155 940	212 547	296 849	39,7%
Exportations	62 506	118 774	176 307	48,4%

Source: Sogara

**II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité**

La Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG) bénéficie du monopole de la production et de la distribution de l'électricité et de l'eau potable sur le territoire national. En 2011, grâce aux investissements consentis, la société a obtenu des résultats appréciables.

## Évolution de l'activité de la SEEG

	2009	2010	2011	11/10
<b>Abonnements (nombre)</b>				
Electricité	216 320	229 655	244 076	6,3%
Eau	130 149	137 238	143 559	4,6%
<b>Production en volume</b>				
Electricité (en millions de kwh)	1 652	1 752	1 837	4,9%
Eau (en millions de m <sup>3</sup> )	81	81,8	82,3	0,6%
<b>Ventes en volume</b>				
Electricité (en millions de kwh)	1 321	1 390	1 464	5,3%
<i>Moyenne tension</i>	518	550	576	4,7%
<i>Basse tension</i>	802	840	888	5,7%
Eau (en millions de m <sup>3</sup> )	62,3	62,4	61,2	-1,9%
<b>Chiffre d'affaires (milliards de Fcfa)</b>	<b>132</b>	<b>155</b>	<b>165</b>	<b>6,5%</b>
Electricité	108	124	134	8,1%
Eau	20	22	22	0,0%
Prestations	4	9	9	0,0%
Valeur ajoutée	49,9	67	63	-6,0%
Investissements	18,15	27,5	30,5	10,9%
Masse salariale	22,2	21	23	9,5%
Effectifs (en nombre d'agents)	1 530	1 613	1 677	4,0%

Source: SEEG

## II.3.4.1 L'électricité

La branche électricité a enregistré une production nette de 1 837 millions de Kwh, soit une progression de 4,9%, liée aux investissements réalisés, notamment le renforcement des centrales thermiques, afin de faire face à la demande soutenue du marché.

Parallèlement, le volume des ventes d'électricité hors cession a augmenté de 5,3%, pour se situer à 1 464 millions de Kwh, sous l'effet des consommations sans cesse croissantes des ménages et des clients industriels (BTP, industries du bois et mines).

### II.3.4.2 L'eau

La branche eau a confirmé les résultats enregistrés depuis le début de l'année. En effet, la production a connu une légère hausse de 0,6%, soit 82,3 millions de m<sup>3</sup>, du fait des efforts réalisés pour l'amélioration de la desserte. Cependant, malgré la demande sans cesse croissante, les difficultés d'acheminement de l'eau ont occasionné une baisse de 1,9% des ventes hors cession.

#### Les résultats consolidés

Le chiffre d'affaires consolidé s'est apprécié de 6,5% à 165 milliards de FCFA, conforté par le relèvement des tarifs moyens de l'électricité (+2,2% à 91,6 FCFA/kWh) et de l'eau (6,8% à 374 FCFA/ m<sup>3</sup>).

Par ailleurs, les investissements se sont chiffrés à 30,5 milliards de FCFA contre 27,5 milliards de FCFA l'année précédente, soit une progression de 10,9%. Ils ont porté sur les travaux de renforcement, de modernisation et de sécurisation de l'outil de production et de distribution de l'électricité et de l'eau.

### II.3.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation comprennent la chimie, les matériaux de construction, le textile et la seconde transformation des métaux. Leur activité est fortement corrélée à celle des secteurs BTP, commerce, bois et pétrole.

Les autres industries de transformation ont globalement réalisé de bonnes performances, sous l'effet de l'accélération des travaux liés à l'organisation de la CAN 2012, de la poursuite du programme d'aménagement du réseau routier, de la réhabilitation des hôpitaux et de la construction des barrages.

#### II.3.5.1 La chimie

La chimie est constituée des sociétés qui exercent dans la fabrication de peintures, des gaz industriels, des lubrifiants et des produits dérivés chimiques (papier à base de ouate de cellulose, matelas, bougies et désinfectants). Elle a enregistré de bons résultats en 2011, en lien avec la fermeté de la demande du marché domestique (chantiers de la CAN 2012 et travaux du secteur pétrolier). Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a cru de 16,7% à 31,3 milliards de FCFA.

Par ailleurs, le renforcement des effectifs, l'accroissement des heures supplémentaires et les glissements catégoriels ont engendré une hausse de 7,5% de la masse salariale.

Des investissements consentis ont permis principalement l'acquisition d'équipements divers, à savoir : machines à teinter, balances, parc informatique et centrale de remplissage de CO<sub>2</sub>.

**Évolution de la chimie**

	2009	2010	2011	11/10
Productions				
- Peintures (tonnes)	4 636	4 925	6 180,10	25,5%
- Gaz industriels (m <sup>3</sup> )	796 888	618 200	884 800	43,1%
- Lubrifiants (tonnes)	7 638	7 600	6 852	-9,8%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	26 586	26 771	31 254	16,7%
Investissements (millions de Fcfa)	592	830	7 043	748,6%
Masse salariale (millions de Fcfa)	2 769	1 821	1 958	7,5%
Effectifs (nombre d'agents)	365	218	224	2,8%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Industrap, A.L.Gaboa, Sogagi, Mousse Industrie, Satoga, Sopatga, Chimiotechnic

➤ **Les peintures**

La production de peintures s'est améliorée (25,5%) en raison des commandes soutenues du marché local, notamment des sociétés de BTP, en liaison avec les travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures (stades, structures hôtelières, etc.).

➤ **Les gaz industriels**

L'activité des gaz industriels s'est raffermie sous l'impulsion de la vigueur de la demande des secteurs pétroliers, parapétroliers et des structures hospitalières. Ainsi, la production globale s'est établie à 884 800 m<sup>3</sup>, en progression de 43,1%, dopée par la bonne tenue de l'azote liquide (74%).

➤ **Les lubrifiants**

La production de lubrifiants s'est tassée (-9,8%), en raison de la perte du marché de la Guinée Équatoriale, malgré la fermeté des consommations des marchés Gabonais et Congolais.

### II.3.5.2 Les matériaux de construction

La branche des matériaux de construction intègre l'extraction de sable et la fabrication du ciment et des agrégats. Cette activité a été intensifiée par les travaux d'infrastructures de la CAN

La production de ciment a ainsi connu un frémissement de 1,1%, pour se situer à 258 580 tonnes. De même, la production des agrégats a triplé pour atteindre 271 170 tonnes. La forte demande en matériaux, du fait de l'accélération des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures, a favorisé cette évolution. Parallèlement, le volume de sable extrait a évolué de 23,1% à 800 000 m<sup>3</sup>.

En revanche, la production de clinker s'est repliée de 9,9% suite aux coupures d'électricité et aux difficultés d'approvisionnement en combustibles. Cette situation a nécessité l'importation de 10 654 tonnes en 2011 pour compenser le déficit.

### Évolution des matériaux de construction

	2009	2010	2011	11/10
Production (tonnes)				
Clinker	206 731	199 117	179 400	-9,9%
Ciment	247 276	255 689	258 580	1,1%
Agrégats	45 399	80 833	271 010	235,3%
Sable (m <sup>3</sup> )	826 000	650 000	800 000	23,1%
Vente de ciment (tonnes)	243 276	254 394	271 000	6,5%
Marché domestique	242 876	246 716	260 144	5,4%
Exportations de ciment (tonnes)	400	7 678	10 856	41,4%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	27 668	30 982	34 729	12,1%
Investissements (millions de Fcfa)	421	618	2 790	351,4%
Masse salariale (millions de Fcfa)	4 727	4 182	4 563	9,1%
Effectifs (nombre d'agents)	243	238	232	-2,5%

Sources : Cimgabon, Sabliere d'Owendo

### II.3.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux a enregistré de bons résultats industriels et commerciaux. En effet, la quantité d'aluminium transformée a progressé de 33,3%, tirée par les ventes de tôles, notamment des tôles minces (qualité « Alu 5 »). Toutefois, la production des articles de ménages (Alga) a chuté du fait de la concurrence des produits importés d'Asie.

**Evolution de l'activité de la seconde transformation des métaux**

	2009	2010	2011	11/10
Production (tonnes)	1 961,8	2 287,5	3 049,6	33,3%
Articles de ménage	41,3	25,1	16,1	-35,9%
Tôles minces	373,2	579,2	1 264,8	118,4%
Tôles épaisses	1 547,3	1 683,2	1 768,8	5,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11 583,5	10 252,2	10 313,1	0,6%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	1 384,7	2 371,4	2 344,7	-1,1%
Effectifs (nombre d'agents)	156	149	158	6,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 155,9	1 044,2	1 030,1	-1,4%
Investissements (millions de FCFA)	246,6	839,2	281	-66,5%

Sources : Sotralga, Sogi

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 10,3 milliards de FCFA, soit 0,6% de hausse, essentiellement due à l'accroissement des commandes des grandes surfaces commerciales et des quincailleries.

L'achat des équipements de levage et le renouvellement des machines ont constitué les principaux investissements évalués à 215 millions de FCFA en 2011.

#### II.3.5.4 L'industrie textile

La Manufacture Gabonaise de Vêtements (MGV), l'unique société industrielle du textile, dispose d'une gamme de 200 produits dans les vêtements professionnels, scolaires et la literie. Elle est spécialisée également dans le négoce des équipements sportifs, des chaussures, des casques, des masques de nez et des éponges.

L'activité de la société s'est améliorée en 2011, avec une hausse du chiffre d'affaires de 5,9% à 1,3 milliard de FCFA et ce, malgré la perte d'une partie du matériel de production consécutivement à l'incendie en 2009, de l'arrêt des exportations vers la CEMAC et de la concurrence vigoureuse du secteur informel.

Au titre des investissements, la société a dépensé 279 millions de FCFA en vue de la réhabilitation de l'usine.

## II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse

### II.3.6.1 L'imprimerie

Le chiffre d'affaires consolidé de l'imprimerie s'est établi à 12,4 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse significative de 28,4%, du fait de la vigueur de la demande consécutive à l'organisation des élections législatives.

La masse salariale, sous l'effet d'un réajustement des effectifs de l'ordre de 2,2%, a observé un relèvement de 7,9% à 1,9 milliard de FCFA.

#### Évolution de l'activité de l'imprimerie

	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	11 649	10 116,0	12 375,7	22,3%
Valeur ajoutée (millions de FCFA)	5 326	4 574,3	6 206,7	35,7%
Effectifs (nombre d'agents)	218	232,0	237,0	2,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 808	1 764,8	1 904,2	7,9%
Investissements (millions de FCFA)	3 331	3 523,4	2 020,0	-42,7%

Sources : Multipress Gabon, Sgit, A.P.Sprint, Saint Joseph, Dfi, Psp-Presses, Imprilux, Dynastie, Imprimerie City Presse

Les sociétés de cette branche ont réalisé des investissements de 2 milliards de FCFA pour le renouvellement de l'outil d'exploitation et la réhabilitation d'un bâtiment.

### II.3.6.2 Edition et Presse

L'année 2011 a été marquée par la consolidation des performances enregistrées par la Sonapresse. Ainsi, le chiffre d'affaires, évalué à 4,2 milliards de FCFA, a observé une progression de 8,1% par rapport à 2010, consécutivement à l'accroissement des ventes des journaux et à l'appréciation du niveau de la publicité et des annonces.

#### Évolution de l'activité de l'édition et de la presse

	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	3 901	3 879	4 192	8,1%
Masse salariale (millions de Fcfa)	581	465	476	2,3%
Effectifs (nombre d'agents)	44	51	51	0,0%

Source : Sonapresse

## II.4 Le bâtiment et les travaux publics

Les sociétés du secteur des BTP, généralement filiales des groupes internationaux, se déploient dans les domaines de la construction et de la réhabilitation des bâtiments et infrastructures, de la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que dans le génie civil. L'activité du secteur demeure fortement dépendante du niveau des investissements publics qui représentent près de 90% de son chiffre d'affaires.

L'activité du BTP a fortement progressé en 2011, influencée par l'accélération des travaux relatifs à l'organisation de la CAN 2012 (construction et réhabilitation des routes, des structures hôtelières et des stades) et à la poursuite des autres chantiers d'infrastructures (barrage du Grand Poubara, zone économique spéciale de Nkok, etc.).

Ainsi, la production vendue s'est chiffrée à 299 milliards de FCFA contre 175,5 milliards en 2010, soit une progression de 70,3%. Cette performance se justifie par la bonne tenue du segment bâtiment et génie-civil (+79,2%).

Concomitamment, les lignes eau-électricité-téléphone ont connu une embellie (+35%) induite principalement par les travaux de réhabilitation du réseau de distribution d'électricité et d'eau de Libreville.

Parallèlement, les investissements ont cru de 78,5% pour s'établir à 65,2 milliards de FCFA, en vue de l'acquisition du matériel roulant. Cette tendance haussière a également été observée au niveau de la valeur ajoutée du secteur qui s'est située à 72,5 milliards de FCFA contre 57 milliards en 2010.

En vue de respecter les délais de réalisation des travaux, les sociétés ont augmenté les effectifs de 12,9% et eu recours à la main-d'œuvre temporaire, ce qui a induit une hausse de 39,2% de la masse salariale.

### Évolution de l'activité des BTP

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Production vendue	124 938	175 545	299 031	70,3%
- Bâtiment-génie-civil	88 581	140 331	251 504	79,2%
- Lignes eau-électricité-téléphone	36 357	35 214	47 527	35,0%
Valeur ajoutée	44 890	57 007	72 500	27,2%
Investissements	20 414	36 537	65 210	78,5%
Masse salariale	24 277	28 870	40 200	39,2%
Effectifs permanents	3 106	3 746	4 230	12,9%

Sources : Colas Gabon, Entraco, Sogafric Services, Sogacer, Seteg, Gtab, Egepc, Faco Construction, Socoba Edipl, Etde Gabon (Sogec), Cgpr, Sobeia Sogea, Satom

## II.5 Le secteur des transports

### II.5.1 Le transport terrestre

Cette branche d'activité porte essentiellement sur trois segments, à savoir:

- ✓ le transport de personnes en zones urbaine, périurbaine et interurbaine;
- ✓ l'acheminement de marchandises au moyen de véhicules pick-up, camions ou attelages spécifiques;
- ✓ la location de véhicules.

Les indicateurs ont révélé la bonne tenue de l'activité de transport terrestre. Celle-ci a été tirée par le transport des marchandises et des personnes, en liaison avec le regain d'activité dans les autres secteurs ainsi que l'organisation de la CAN 2012 et des élections législatives. La branche a connu une appréciation de son chiffre d'affaires de 45,5% à 37,5 milliards de FCFA.

Par ailleurs, elle a enregistré un relèvement du niveau d'investissements de 34,4% à 21,6 milliards de FCFA consacrés essentiellement au renouvellement du matériel roulant. La masse salariale et les effectifs ont observé des hausses respectives de 39,1% et 15,6%.

#### Evolution des performances de l'activité de transport terrestre

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	27 267	25 770	37 492	45,5%
Valeur ajoutée	14 950	8 620	15 640	81,4%
Investissements	13 743	16 067	21 590	34,4%
Masse salariale	6 466,4	5 591	7 777	39,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 788	1 847	2 136	15,6%

**Sources:** Transform, Mika Services, Sogatra, Bitam Express, Vlt, Molvilloise Marcos, Major Transport, Le Transporteur Voyages, AGS

### II.5.2 Le transport ferroviaire

Sous l'effet des commandes fermes des clients industriels, notamment les mines et les BTP, l'activité ferroviaire a été soutenue par rapport à 2010.

**Evolution de l'activité ferroviaire**

(en tonne)	2009	2010	2011	11/10
Grumes	603 620	345 326	296 586	-14,1%
Bois débités	17 404	25 591	24 447	-4,5%
Manganèse	1951260	3110366	3416579	9,8%
Produits pétroliers	41 854	48 152	59 353	23,3%
Clinker	44 774	43 585	42 462	-2,6%
Autres marchandises	218 815	221 251	254 965	15,2%
Passagers (en nombre)	211 895	226 079	233 034	3,1%

Source: SETRAG

Ainsi, dans un contexte de régularité des trains voyageurs associée aux périodes de grande affluence (campagne électorale en vue des législatives du 17 décembre), le nombre de passagers a cru de 3,1% à 233 034 en 2011.

Dans le même temps, le transport des marchandises s'est apprécié de 7,9% en raison de l'embellie dans les mines et l'accélération des travaux relatifs à l'organisation de la CAN 2012.

Toutefois, la mesure gouvernementale d'arrêter les exportations de grumes, la faible disponibilité des wagons et les difficultés techniques rencontrées par Cimgabon ont entraîné une diminution des volumes transportés de clinker, de grumes et de bois débités.

**Evolution des performances de la SETRAG**

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	33 956	37 378	42 998	15,0%
Valeur ajoutée	8 664	6 277	19 761	214,8%
Investissements	10 011	13 306	26 259	97,3%
Masse salariale	13 932	10 352	10 522	1,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 242	1 236	1 300	5,2%

Source : SETRAG

Sur le plan financier, l'appréciation de l'activité a généré une amélioration de 15% du chiffre d'affaires qui s'est établi à près de 43 milliards de FCFA. De même, les investissements ont augmenté de 97,3%, s'élevant à environ 26,3 milliards de FCFA. Ils ont servi à l'entretien de la voie ferrée, l'acquisition de quatre nouvelles locomotives JT 42 et l'aménagement des gares (Lopé et Franceville).

### II.5.3 Le transport aérien

Les résultats ont été mitigés au regard de l'augmentation du nombre de passagers, de la baisse du mouvement des avions commerciaux et du volume du fret. Ceci, en raison du retrait de la compagnie Air Service et de l'arrêt des activités de Gabon Airlines.

#### Evolution de l'activité aérienne

	2009	2010	2011	11/10
<b>Mouvements avions commerciaux</b>	<b>24 876</b>	<b>23 419</b>	<b>22 104</b>	<b>-5,6%</b>
- réseau domestique	14 247	13 079	12 252	-6,3%
- réseau international	10 629	10 340	9 852	-4,7%
<b>Nombre passagers</b>	<b>721 297</b>	<b>758 348</b>	<b>773 442</b>	<b>2,0%</b>
- vols domestiques	291 288	288 471	260 823	-9,6%
- vols internationaux	379 838	469 877	512 619	9,1%
- en transit	50 171	55 415	75 117	35,6%
<b>Volume du fret (tonnes)</b>	<b>19 947</b>	<b>20 683</b>	<b>20 539</b>	<b>-0,7%</b>
- réseau domestique	1 705	2 005	953	-52,5%
- réseau international	18 242	18 677	19 586	4,9%

Source: Aéroport de Libreville (ADL)

#### II.5.3.1 Le trafic aérien national

Le nombre de passagers a connu un repli de 9,6% du fait de la cessation d'activités de la compagnie d'Air Service et des difficultés d'Allegiance et ce, malgré la vitalité affichée par La Nationale NRT. Le fret domestique a baissé de 52,5% suite à l'arrêt des vols de Sky Gabon combiné aux contre performances de certaines compagnies.

#### II.5.3.2 Le trafic aérien international

Les passagers internationaux et ceux en transit ont évolué respectivement de 9,1% et 35,6%. Ces résultats sont attribuables au dynamisme des compagnies Air France, Royal Air Maroc, Air Mali et Lufthansa, ainsi qu'à l'arrivée des nouvelles compagnies (Rwandair et Sénégal Airlines). Parallèlement, l'activité fret s'est améliorée de 4,9% pour un volume de 19 586 tonnes transportées, en raison de la vitalité des compagnies Solenta et Sky, dans la perspective de l'organisation de la CAN 2012.

### II.5.3.3 L'activité des compagnies aériennes

L'activité du transport aérien a généré un chiffre d'affaires de près de 45 milliards de FCFA, pour une valeur ajoutée de 21,4 milliards, en hausse respectivement de 9,5% et 5,8%. Cette évolution a été soutenue par le dynamisme de l'activité des autres secteurs.

#### Evolution des performances de l'activité aérienne

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	40 085	41 059	44 966	9,5%
Valeur ajoutée	19 746	20 226	21 399	5,8%
Masse salariale	991	1 162	1 497	28,8%
Investissements	58	131	68	-48,1%
Effectifs (nombre d'agents)	187	200	244	22,0%

Sources: Air France, Solenta Aviation, Nrt, Heli-Gabon

### II.5.4 Le transport maritime et fluvial

#### II.5.4.1 Le transport fluvial et lagunaire

La Compagnie de Navigation Nationale Internationale (CNI) exerce dans le transport maritime, lagunaire et fluvial. Elle assure le transport des passagers et des marchandises. La baisse considérable du nombre de rotations des navires, induite par la réduction de la flotte (5 navires contre 7 en 2010), a entraîné la chute du nombre de passagers. Celui-ci est passé de 103 057 à 55 305 personnes en 2011. Dans ce contexte et malgré la quasi-stabilité du fret (57 901 tonnes), le chiffre d'affaires a reflué de 15,6% à 2,6 milliards de FCFA.

#### II.5.4.2 Le transport maritime

Les résultats des compagnies maritimes ont été satisfaisants, grâce au dynamisme de l'activité économique. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 5,1% à 74 milliards de FCFA.

#### Evolution des performances du transport maritime

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	80 734	70 462	74 038	5,1%
Valeur ajoutée	36 714	32 043	33 581	4,8%
Masse salariale	13 933	16 644	20 465	23,0%
Investissements	49	7 642	14 637	91,5%
Effectifs (nombre d'agents)	2 315	2 018	2 095	3,8%

Sources: Maersk, Delmas, Sdv, Saga, Smith Gabon, Satram-Egca

Par ailleurs, les investissements réalisés en 2011 ont été principalement consacrés à l'acquisition de bâtiment, d'équipements et de matériel roulant.

### II.5.4.3 Les activités portuaires

#### ➤ Le port d'Owendo

L'activité du port sous douane d'Owendo s'est améliorée, d'une part, en raison de l'accélération des chantiers liés à l'organisation de la CAN 2012 et de l'embellie enregistrée dans les secteurs d'exportation, notamment les mines et les industries du bois, d'autre part. Ainsi, le volume total de marchandises manipulées s'est accru de 12% pour atteindre 5,5 millions de tonnes.

#### Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2009	2010	2011	11/10
Mouvements des bateaux (nbre)	615	536	493	-8,0%
<b>Volume total de marchandises</b>	<b>4 386 414</b>	<b>4 880 923</b>	<b>5 468 804</b>	<b>12,0%</b>
Produits forestiers	1 096 129	215 696	357 590	65,8%
-Grumes	928 779	16 857	12 619	-25,1%
-Bois débités	167 350	198 839	344 971	73,5%
Manganèse	1 933 728	3 063 578	3 375 021	10,2%
Poissons		7 991	13 985	75,0%
Autres marchandises	1 356 557	1 593 658	1 722 208	8,1%

Source: Gabon Port Management (GPM)

Toutefois, on note un fléchissement des mouvements des bateaux (-8%) et des grumes (-25,1%) en relation avec la mise en vigueur de la décision d'interdire les exportations de grumes.

#### ➤ Le port de Port-Gentil

L'activité portuaire de Port-Gentil s'est raffermie en 2011, malgré le recul des grumes transportées.

#### Évolution de l'activité portuaire à Port-Gentil

(en tonnes)	2009	2010	2011	11/10
Mouvements des bateaux (nombre)	635	728	1 022	40,4%
<b>Volume total de marchandises</b>	<b>1 965 027</b>	<b>1 706 360</b>	<b>1 839 005</b>	<b>7,8%</b>
Produits forestiers	383 139	162 452	51 607	-68,2%
-Grumes	351 654	114 878	0	
-Bois débités	31 485	47 574	51 607	8,5%
Pétrole Brut	816 904	851 855	937 335	10,0%
Autres marchandises	764 984	692 053	850 063	22,8%

Source : Gabon Port Management (GPM)

En effet, le nombre de mouvements des bateaux a enregistré une progression de 40,4% pour s'établir à 1 022. De même, le volume global de marchandises a augmenté de 7,8% pour atteindre 1,8 million de tonnes, à la faveur des bois débités, du pétrole brut et des autres marchandises.

### II.5.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport regroupe les entreprises dont l'activité est liée aux différentes prestations de transport, à savoir:

- les entités ayant en charge la gestion et l'entretien des domaines publics (Oprag, GPM, ADL, Asecna);
- les agences de voyages (Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Global Voyages, etc.) ;
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, CIG, etc.);
- les sociétés de transit, d'aconage, de consignation, de manutention et de logistique maritime (Snat, TTG, Getma, Panalpina, etc.).

L'activité des auxiliaires de transport a été influencée par la hausse des importations de matériels par les opérateurs économiques des secteurs pétrole, mines et BTP. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé de la branche a progressé de 17,4% à 71,9 milliards de FCFA.

#### Évolution des performances des auxiliaires de transport

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	49 564	61 232	71 884	17,4%
Valeur ajoutée	26 095	30 976	36 820	18,9%
Masse salariale	11 652	14 302	15 802	10,5%
Investissements	4 458	7 419	15 850	113,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 020	1 262	1 379	9,3%

Sources: Oprag, Gpm, Adl, Sdv, Getma, Panalpina, Eagle, Tig, Saga, Art, Eurafriques, Euro World, Universal Voyages

Les investissements consentis ont concerné l'achat des équipements, du matériel roulant, ainsi que les travaux de modernisation des infrastructures portuaires et aéroportuaires.

## II.6 Les télécommunications

Le secteur des télécommunications est constitué des sociétés:

- Gabon-Télécom chargée de la transmission radiotélévisée et dans l'approvisionnement des fournitures d'accès à l'internet;
- La Poste S.A, institution Publique chargée de la distribution du courrier, des colis et la vente des boîtes aux lettres;
- DHL, EMS Delta+ et d'autres exerçant dans l'acheminement du courrier express;
- Airtel, Libertis, Moov et Azur, acteurs de la téléphonie mobile;
- TNT Gabon, Boutique Satellite (Canal Horizon) et SAT-CON, intervenant dans l'installation des équipements pour le réseau de télévision par satellite.

Les bonnes performances des télécommunications se sont confirmées en 2011, sous l'impulsion de la vitalité de la téléphonie mobile grâce aux actions promotionnelles réalisées par les opérateurs, à l'extension du réseau sur la totalité du territoire, à l'amélioration de la qualité de la commutation et au lancement de nouveaux produits.

Ainsi, le nombre d'abonnés au téléphone est en hausse de 18,7%, atteignant presque 2,7 millions, malgré la chute des abonnés au téléphone filaire. Dans le même temps, le nombre d'abonnés à l'Internet a progressé de 14,7% pour se situer à 316 211, grâce à l'internet mobile et au haut débit.

### Evolution du nombre d'abonnés

	2009	2010	2011	11/10
Téléphone ordinaire	36 460	30 381	22 499	-25,9%
Téléphone cellulaire	1 808 745	2 244 364	2 676 766	19,3%
<b>Total abonnés téléphone</b>	<b>1 845 205</b>	<b>2 274 745</b>	<b>2 699 265</b>	<b>18,7%</b>
Nombre abonnés Internet	13 997	26 400	23 597	-10,6%
Nombre abonnés Internet Mobile	nd	226 889	268 064	18,1%
Nombre abonnés ADSL	20 210	22 380	24 550	9,7%
<b>Total abonnés Internet</b>	<b>34 207</b>	<b>275 669</b>	<b>316 211</b>	<b>14,7%</b>
Nombre d'abonnés Tv Satellitaire	17 000	39 491	46 663	18,2%

Sources: Gabon-Télécom, Airtel Gabon, Moov Gabon, Azur, Boutique Satellite (Canal+), SAT-CON et TNT Gabon

Parallèlement, le nombre d'abonnés à la télévision satellitaire a suivi la même tendance pour se situer à 46 663 clients en 2011, en raison, entre autres, de la baisse des tarifs, de l'extension du réseau vers l'intérieur du pays et de l'arrivée d'un nouvel opérateur (TNT Gabon).

En conséquence, le chiffre d'affaires du secteur des télécommunications s'est établi à 372,3 milliards de FCFA, soit une légère hausse de 0,9%. De même, les investissements réalisés en 2011 ont presque atteint 203,2 milliards de FCFA, et ont été consacrés essentiellement à l'acquisition de nouveaux équipements de pointe.

En dépit de la bonne orientation de l'activité, les effectifs ont reculé de 4,7% pour une masse salariale de 69 milliards de FCFA.

### Evolution des performances du secteur des télécommunications

(en milliards de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	364,6	369,0	372,3	0,9%
Valeur ajoutée	95,9	119,4	120,0	0,5%
Masse salariale	60,0	68,8	69,0	0,2%
Investissements	195,0	199,0	203,2	2,1%
Effectifs (nombre d'agents)	3 175	3 150	3 001	-4,7%

Sources: Gabon-Télécom, Airtel, Moov, Azur, Aninf, Ems Delta+, DHL, TNT, Boutique Satellite (Canal+) et SAT-CON

## II.7 Le commerce

Le secteur commerce est subdivisé en cinq sous groupes:

- le commerce général structuré;
- le commerce des véhicules;
- le commerce des produits pétroliers;
- le commerce des produits pharmaceutiques;
- le commerce des ouvrages.

### Évolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	703 439	863 676	1 031,568	19,4%
Investissements	20 740	34 557	41 014	18,7%
Masse salariale	26 643	34 625	34 065	-1,6%
Effectifs (nombre d'agents)	3 933	3 182	3 233	1,6%

Source: l'échantillon d'entreprises du secteur commerce

Dans un contexte national favorable marqué par le regain d'activité dans la plupart des secteurs de l'économie, l'activité du commerce s'est affermie de 19,4%. Les investissements ont suivi la même tendance (+18,7%) pour atteindre 41 milliards de FCFA. Toutefois, le départ de certains expatriés a occasionné une légère baisse de la masse salariale (-1,6%).

### II.7.1 Le commerce général structuré

Le commerce général structuré regroupe les activités de distribution de produits divers (habillement, alimentation, cosmétique, quincaillerie, etc.).

#### Évolution du commerce général structuré

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	354 337	373 042	435 594	16,8%
Investissements	8 234	16 908	16 313	-3,5%
Masse salariale	15 078	17 261	15 780	-8,6%
Effectifs (nombre d'agents)	2670	2002	2043	2,0%

Sources: Ceca-Gadis, Centre affaires, Sodigab Mbolu, Gabon meca, Prix import, SAN, Bernabe Gabon, Cedicom, APC, Bati plus, Diesel Gabon, Sipagel, Centre affaires, Gabonaise chimie, Davum, CGE, Sipagel.

La fermeté de la demande du marché local, l'élargissement de la gamme des produits proposés et le relèvement des prix des produits alimentaires sur le marché ont favorisé une consolidation des résultats de la branche. Ainsi, le chiffre d'affaires généré s'est accru de 16,8% pour s'établir à 435,6 milliards de FCFA.

### II.7.2 Le commerce des véhicules

Les ventes de véhicules utilitaires neufs ont fortement progressé en 2011(+34%), à la faveur des fortes commandes de l'Etat et des entreprises privées (notamment Comilog et les sociétés de BTP) en relation avec les travaux d'infrastructures (aménagement de la zone économique spéciale de Nkok, routes, barrages, organisation de la CAN 2012, etc.). De fait, le chiffre d'affaires de la branche a évolué de 12,5% à 180,5 milliards de FCFA.

#### Évolution du commerce des véhicules

(en millions de FCFA)	2009	2010	2011	11/10
Ventes de véhicules neufs (nombre)	4 638	4 247	5 693	34,0%
Chiffre d'affaires	144 901	160 460	180 502	12,5%
Investissements	1 540	2 594	2 000	-22,9%
Masse salariale	7 500	8 918	9 613	7,8%
Effectifs (nombre d'agents)	836	631	606	-4,0%

Sources : URAI, Toyota, Cfao Gabon, Sodim TP, SHO Tractafic, Géant 241

### II.7.3 Le commerce des produits pétroliers

La forte demande des produits pétroliers par les clients industriels (mines, BTP, énergie et transport) s'est soldée par une hausse de 11% des volumes vendus, portant le chiffre d'affaires à 365,2 milliards de FCFA. Parallèlement, les investissements ont enregistré une augmentation considérable (+51,5%), du fait de la création de nouvelles stations services à travers le territoire.

#### Évolution du commerce des produits pétroliers

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Ventes en volumes (unité de TM)	576 224	590 958	656 611	11,1%
Chiffre d'affaires	162 317	284 955	365 200	28,2%
Investissements	10 784	14 786	22 402	51,5%
Masse salariale	3 282	7 587	7 850	3,5%
Effectifs (nombre d'agents)	299	401	427	6,5%

Sources: Total marketing, Petro Gabon, Oil lybia, Engen

### II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

La vente des produits pharmaceutiques s'est raffermie de 11,2%, consécutivement au renforcement des approvisionnements dans les structures hospitalières et à la demande sans cesse croissante en médicaments des populations.

#### Évolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en millions de FCFA)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	36 186	39 500	43 933	11,2%
Investissements	159	218	231	6,0%
Masse salariale	556	651	603	-7,4%
Effectifs (nombre d'agents)	96	118	127	7,6%

Sources: Pharmagabon, Ubipharma Gabon

### II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques

L'augmentation des ventes de la presse locale a contribué à l'amélioration (+10,8%) du chiffre d'affaires généré par la distribution des ouvrages et des périodiques. Par ailleurs, les investissements, d'une valeur de 68 millions de FCFA, ont concerné l'achat des équipements et du matériel roulant.

**Evolution du commerce des ouvrages**

(en millions de FCFA)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	5 698	5 719	6 339	10,8%
Investissements	23	51	68	33,3%
Masse salariale	227	208	219	5,3%
Effectifs (nombre d'agents)	32	30	30	0,0%

Source: *Sogapresse***II.8 L'hôtellerie, la restauration et le tourisme**

Le secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme et des loisirs est en pleine mutation. A cet effet, dans le cadre de l'organisation de la CAN 2012, des investissements d'envergure ont été réalisés dans les provinces de l'Estuaire et du Haut-Ogooué.

Les activités de ce secteur portent sur:

- l'hébergement (hôtels, motels, résidences, auberges);
- la restauration (restaurants, snack-bars, cafétérias);
- le tourisme et loisirs (agences de voyage, sites, parcs nationaux, réserves, centres de loisirs).

**II.8.1 L'hôtellerie**

L'ouverture et la réhabilitation des structures hôtelières, toutes catégories confondues, ont contribué au renforcement de la capacité d'accueil.

Cette branche comprend:

- les hôtels de classe internationale;
- les structures publiques ou privées de moyenne capacité.

**II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale**

Les performances de la branche hôtellerie se sont consolidées en 2011, sous l'effet du tourisme d'affaires et de l'affluence occasionnée par la préparation de la CAN.

**Evolution de l'activité des hôtels de classe internationale**

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	14 863	16 027	19 034	18,8%
Nombre de clients	123 369	131 431	159 733	21,5%
Taux d'occupation (%)	45,50%	61,1%	73,1%	12 pts
Prix moyen/chambre	70 420	81 874	86 186	5,3%
Masse salariale	4 578	3 432	3 105	-9,5%
Effectifs (nombre d'agents)	583	511	505	-1,2%

Sources: Okoumé Palace, Méridien Rê-Ndama, Méridien Mandji

Ainsi, le nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels de classe internationale s'est améliorée de 21,5%, pour un taux d'occupation des chambres évalué à 73,1%. Cette activité a généré un chiffre d'affaires de 19 milliards de FCFA, en augmentation de 18,8% par rapport à 2010.

**II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité**

Cette catégorie a renforcé sa capacité d'accueil sur l'ensemble du territoire. En prévision de l'afflux de touristes, de nouvelles structures ont été érigées, notamment les résidences et les motels.

**II.8.2 La restauration**

On distingue trois sous groupes dans la branche de la restauration:

- les restaurants haut de gamme (hôtels internationaux ou autres privés);
- les restaurants de classe moyenne (appartenant à l'état ou aux privés);
- les unités de petite taille (cafétérias et autres).

Dans un contexte de hausse de la fréquentation des hôtels, le chiffre d'affaires de la restauration haut de gamme est passé de 4,5 milliards de FCFA à 4,9 milliards de FCFA, soit une évolution de 10,4%. En dépit d'une préférence marquée des clients pour la restauration de classe moyenne, le chiffre d'affaires réalisé par ces structures a stagné au profit des prestataires de proximité.

**II.8.3 Le tourisme et les loisirs**

Dans le cadre de la matérialisation du pilier « Gabon vert » du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), les autorités ont œuvré au développement de plusieurs sites des parcs nationaux, afin de soutenir la croissance économique. Par ailleurs, de nombreux accords ont été conclus en 2011 avec certains grands groupes internationaux, notamment « Aman Resort » nouveau gestionnaire de l'hôtel Okoumé Palace.

Afin de réglementer l'activité du secteur et de veiller à la qualité de l'offre touristique, les autorités gouvernementales ont adopté, en décembre 2011, un système de classification des hôtels (étoiles) et restaurants (fourchettes).

## II.9 Les autres services

Ce secteur regroupe les services immobiliers, les services de mécanique générale, les services rendus aux particuliers, les services rendus aux entreprises et les services parapétroliers.

### Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	133 511	148 342	159 116	7,3%
Valeur ajoutée	52 265	53 955	58 610	8,6%
Investissements	7 873	13 104	9 477	-27,7%
Effectifs (nombre d'agents)	6 861	8 063	8 701	7,9%

Source: Echantillon des entreprises des autres services.

L'activité des autres services a été globalement satisfaisante en lien avec la vigueur de la demande domestique. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 7,3% à 159,1 milliards de FCFA.

### II.9.1 Les services rendus aux particuliers

Les services rendus aux particuliers sont composés de la photographie, des jeux et loisirs, des services médicaux, des auto-écoles, des prestations mortuaires, des organes de presse, des relations publiques, des œuvres sociales, de l'éducation, des services de collecte des ordures, etc.

L'observation de cette branche met en exergue un affermissement des performances qui se sont traduites par une hausse de 18,2% de son chiffre d'affaires. Cette embellie est justifiée par une politique de fidélisation de la clientèle et la bonne orientation des activités des maisons de jeux, de cabinets médicaux et des sépultures.

### Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	34 449	36 552	43 205	18,2%
Valeur ajoutée	16 264	13 934	15 022	7,8%
Investissements	5 342	7 927	5 900	-25,6%
Effectifs (nombre d'agents)	1 365	1 226	1 228	0,2%

Sources: PMUG, Gabon Contacts, FranStel Services Plus, Cabinet de groupe de Médecins, El Rapha, CasepGa, GaboSep, Staff Gabon, Médical Optique, Gesparc Gie, Labo Color, SGJL

### II.9.2 Les services immobiliers

Le secteur immobilier a enregistré des contre performances en 2011 avec un chiffre d'affaires qui s'est replié de 18,3% en un an. Cette évolution est induite par la faiblesse de l'offre en logement et le relèvement des honoraires de gestion des agences immobilières.

#### Evolution de l'activité des services Immobiliers

(en millions de FCFA)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	5 047	6 501	5 312	-18,3%
Valeur ajoutée	1 886	2 378	2 357	-0,9%
Investissements	815	1 357	1 119	-17,5%
Effectifs (nombre d'agents)	131	130	122	-6,2%

Sources : AICI, Agences N°1, Agence Immobilière de Libreville, Alliance, Société Nationale Immobilière.

### II.9.3 Les services rendus aux entreprises

Le secteur regroupe les services comptables, juridiques et fiscaux, les services informatiques, les bureaux d'études, contrôles et expertises techniques, la location de matériels et la mise à disposition de personnels. Son chiffre d'affaires a progressé de 4%, soit environ 86,7 milliards de FCFA. La demande soutenue en conseil juridique, l'introduction de nouveaux produits et la qualité des prestations offertes expliquent ce résultat.

#### Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

(en millions de FCFA)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'affaires	73 159	83 328	86 661	4,0%
Valeur ajoutée	28715	31 789	34 968	10,0%
Investissements	1 173	2 234	1 340	-40,0%
Effectifs (nombre d'agents)	5 130	6 414	7 044	9,8%

Sources: Deloitte Touche Tohmatsu, F.E.A.G, G.B.M., Pricewaterhouse Coopers, Tax & Legal, Bureau VERITAS Gabon, SO.V.O.G, S.G.S, G.P.S., CFAO Technologies Gabon.

### II.9.4 Les services de réparation automobile

Cette branche renferme les entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et d'autres moteurs (mécanique générale). Elle a affiché une hausse de 9% du chiffre d'affaires à 23,9 milliards de FCFA. Cette évolution est due à l'accroissement des commandes de pièces détachées, en liaison avec l'intensification des travaux des BTP et du nombre élevé des véhicules d'occasion.

**Evolution de l'activité des services de mécanique générale**

(en millions de Fcfa)	2009	2010	2011	11/10
Chiffre d'Affaires	20 856	21 961	23 938	9,0%
Valeur ajoutée	5 400	5 854	6 263	7,0%
Investissements	543	1 586	1 118	-29,5%
Effectifs (nombre d'agents)	235	293	307	4,8%

Sources: Gabon Sprint Auto, Pièces . Equip'Auto, ECIG, Bobinage Industriel Gabonais.

**II.9.5 Les services parapétroliers**

Les prestations offertes par les sous-traitants pétroliers concernent la maintenance, l'assistance technique en forage, l'exploration sismique, les ventes, les locations, les installations et réparations.

L'activité parapétrolière a été bien orientée en 2011, avec un chiffre d'affaires en progression de 17% à 108,7 milliards de FCFA contre 92,9 milliards de FCFA en 2010. Cette tendance a été induite par la fermeté des prix du baril de pétrole sur le marché international.

## II.10 Les institutions financières

Selon la nomenclature officielle, sont considérées comme institutions financières :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBNE): Caisses Nationales d'Epargne;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL);
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB): Etablissements Financiers, compagnies d'Assurance et de Réassurance, le Marché financier (Bourse des valeurs).

### II.10.1 Les banques commerciales et de développement

Le système bancaire gabonais compte 9 banques en activité au 31 décembre 2011. Il s'agit de :

- Banque de l'Habitat du Gabon (BHG) ;
- Banque Gabonaise de Développement (BGD) ;
- Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) ;
- BGFIBANK (BGFI-Gabon) ;
- Citibank, N.A(CITI-G) ;
- Ecobank Gabon (Ecobank-Gab);
- ORABANK;
- Union Gabonaise de Banque (UGB);
- United Bank for Africa- Gabon (UBA- Gabon).

Parmi ces institutions, on compte deux (2)banques de développement (BGD et BHG), six (6) banques commerciales (BICIG, UGB, BGFI, UBA, ORABANK et ECOBANK) et une banque d'affaires (Citibank, N.A (Citi-G).

#### II.10.1.1 Situation du bilan

Le total agrégé des bilans s'est établi à 1895 milliards de FCFA. Il a progressé de 23,2% par rapport à 2010. Cette situation rend compte de la performance de l'activité bancaire qui a bénéficié d'une conjoncture économique favorable de l'économie nationale.

**Evolution des indicateurs du bilan**

(en millions de FCFA)	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	%
Dépôts de la clientèle	1 033 987	1 258 405	1 645 323	30,7%
Crédits bruts	681 385	818 414	1 161 108	41,9%
Créances en souffrance	49 037	51 445	47 418	<b>-7,8%</b>
Provisions pour dépréciation des comptes à la clientèle	34 804	31 389	43 926	39,9%
Crédits Nets	646 581	787 025	1 117 182	42,0%
Capitaux Permanents	305 442	240 703	229 963	<b>-4,5%</b>
Valeurs Immobilisées	156 049	89 035	87 806	<b>-1,4%</b>
Autres Postes Nets	4 324	39 210	20 157	<b>-48,6%</b>
Excédent/Déficit De Trésorerie	541 123	662 258	690 455	4,26%
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>1 343 753</b>	<b>1 538 318</b>	<b>1 895 443</b>	<b>23,2%</b>

Sources: COBAC, Banques

**II.10.1.2 Situation des opérations avec la clientèle**➤ **Les ressources collectées**

Les ressources à vue (comptes à vue et comptes d'épargne sur livrets) ont connu une forte hausse de l'ordre de 37,5% pour se chiffrer à 1132 milliards de FCFA. Elles ont constitué 68,8% des dépôts collectés à fin décembre 2011 contre 54% un an auparavant. Cette donnée indique à la fois une progression des dépôts et du taux de bancarisation.

Les ressources à terme (comptes à terme et comptes de dépôts à régime spécial) collectées auprès de la clientèle se sont élevées à 459 milliards de FCFA, soit une hausse de 15,5% par rapport à 2010. Ce résultat confirme la tendance à épargner des agents économiques depuis près de 3 ans.

**Evolution des dépôts de la clientèle par type de comptes**

Types de comptes	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	%
Comptes à vue	672 798	823 137	1 131 855	37,5%
Compte à terme	303 587	373 502	439 371	17,6%
Comptes de dépôts à régime spécial	22 763	24 007	19 850	<b>-17,31%</b>
Autres comptes	32 422	34 194	49 866	45,8%
Dettes rattachées	2 417	3 565	4 381	22,9%
<b>TOTAL DES DEPOTS</b>	<b>1 525 733</b>	<b>1 577 506</b>	<b>1 645 323</b>	<b>4,3%</b>

Sources : COBAC, Banques

### ➤ Les dépôts

Les dépôts des administrations publiques ont progressé de 46,3% pour représenter 5,9% du total des dépôts. Par contre, les dépôts des entreprises publiques ont fortement baissé de 24,2% pour se chiffrer à 31 milliards de FCFA contre 41 milliards de FCFA en 2010. Leur part reste toutefois marginale et ne représente qu'environ 2% du total des dépôts.

Les dépôts du secteur privé se sont raffermis de 30% et ont constitué l'essentiel des dépôts (84,7%).

#### Evolution des dépôts par type de clients

Dépôts de la clientèle	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	%
Dépôts publics	97 287	66 842	97 787	46,3%
Dépôts des entreprises publiques	21 865	41 175	31 212	<b>-24,2%</b>
Dépôts privés	838 984	1 071 969	1 394 105	30,0%
Dépôts des non résidents	41 012	40 661	67 975	67,2%
Dépôts non ventilés	34 839	37 759	54 247	43,7%
<b>TOTAL DES DEPOTS</b>	<b>1 033 987</b>	<b>1 258 405</b>	<b>1 645 326</b>	<b>30,7%</b>

Sources : COBAC, Banques

### ➤ Les crédits distribués

Les crédits accordés aux administrations publiques ont augmenté de 37,9% pour s'élever à 271 milliards de FCFA, soit 23,3% du total des crédits bruts contre 24% en 2010. Par contre, les crédits aux entreprises publiques ont régressé de 19,5% à 10 milliards de FCFA, représentant 0,9% des crédits distribués. Enfin, les crédits au secteur privé se sont affermis de 42,5%, pour constituer 69,8% du total des crédits distribués.

#### Evolution des crédits distribués

Crédits distribués	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	%
Crédits à l'Etat	67 484	196 525	271 017	37,9%
Crédits aux entreprises publiques	1 107	12 652	10 187	<b>-19,5%</b>
Crédits au secteur privé	575 428	568 771	810 703	42,5%
Crédits au non résidents	30 391	28 529	52 101	82,6%
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	0	0	0
Autres créances	6 974	11 934	17 099	43,3%
<b>TOTAL CREDITS BRUTS</b>	<b>681 385</b>	<b>818 414</b>	<b>1 161 108</b>	<b>41,9%</b>

Sources : COBAC, Banques

### II.10.1.3 Profit et Rentabilité

La dynamique de l'économie nationale actuelle, axée sur le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE), offre au système bancaire gabonais l'opportunité de rentabiliser les ressources dont il dispose. Dans ce contexte, les créances en souffrance se sont repliées de 7,8% pour s'établir à 47 milliards de FCFA, soit 4,1% du total des crédits bruts contre 6,3% en 2010. A l'opposé, le taux de couverture des créances par les provisions a gagné 17,4 points à 92,6% par rapport à 2010.

Les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications font ressortir un besoin de provisions complémentaires de 5 milliards de FCFA contre 1 milliard de FCFA en 2010.

Par ailleurs, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est replié à 147,3% contre 159,9% un an auparavant. En somme, les opérations avec la clientèle ont dégagé un excédent de ressources de 528 milliards de FCFA contre 471 milliards de FCFA en décembre 2010.

#### Indicateurs d'activité des banques

	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011
Taux de couverture des créances en souffrance par les provisions	49,2%	75,2%	92,6%
Besoins de provisions complémentaires	4 milliards	1 milliards	5 milliards
couverture des crédits par les dépôts	153,10%	159,9%	147,3%
Excédent de ressources	512 milliards	471 milliards	528 milliards
Produit net bancaire	118,7 milliards	92,1 milliards	101 milliards

Sources : COBAC, Banques

### II.10.1.4 Répartition par secteurs des crédits bancaires douteux

Le tableau ci-après nous permet d'avoir une appréciation du volume des créances douteuses par secteur.

SECTEURS ECONOMIQUES		MONTANT (en millions de FCFA)				
		ANNEES				
		2007	2008	2009	2010	2011
A	Agriculture, chasse, sylviculture et pêche	116	2581	1647,92	2804	1850,19
B	Industries extractives	9806	11514	136,69	13660	306,07
C	Industries manufacturières	13055	3891	1051,54	2087	948,46
D	Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	9	18	0	3	72,07
E	Bâtiments et travaux publics	1844	4472	3152,56	3493	1556,85
F	Commerce gros et détail	6481	8339	5000,79	4659	7929,77
G	Transports, et télécommunications	4922	3629	10 566,63	7932	1211,68
H	Production des services	1581	5176	1762,87	2603	5525 ,63
I	Restauration et Hôtellerie	276	738	142,79	365	73,30
J	Autres	7227	3833	1832,87	18968	385,39
	<b>Total des Crédits recensés</b>	<b>45 317</b>	<b>44 191</b>	<b>25 293,78</b>	<b>54 722</b>	<b>19 859,41</b>

Sources : BEAC, COBAC

Il ressort que sur un volume de 1 161 milliards de FCFA distribués par les banques à l'économie en 2011, les créances douteuses ont représenté 20 milliards de FCFA, soit 1,7%.

### II.10.2 Respect des normes prudentielles

La majorité des banques se sont conformées aux normes prudentielles imposées par la COBAC comme le montre le tableau ci-après :

#### Tableau récapitulatif

Normes prudentielles	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011
Capital minimum	8	9	9
Couverture des risques	8	9	9
Plafond global des risques	8	9	9
Plafond individuel des risques	8	8	5
Couverture des immobilisations	6	9	9
Rapport de liquidité	7	8	7
Coefficient de transformation	7	9	9
Engagements sur les apparentés	8	9	6
Adéquation des fonds propres	8	8	5
<b>Nombre Total des Banques</b>	<b>9</b>	<b>9</b>	<b>9</b>

Source : COBAC

La solidité du système bancaire gabonais depuis un certain nombre d'années a eu pour conséquence la forte expansion des crédits distribués.

### II.10.3 Les établissements de microfinance

Un établissement de microfinance (EMF) est une entité qui offre des services financiers de proximité à des personnes à faible revenus évoluant pour la majorité en marge du circuit bancaire traditionnel. Les EMF sont structurées en trois (3) catégories:

- les associations, coopératives ou mutuelles qui collectent l'épargne de leurs membres pour l'affecter à des opérations de crédits à leur profit;
- les sociétés anonymes qui collectent l'épargne du public et lui octroient des micro-crédits ;
- les entreprises de micro-crédit et les projets qui accordent uniquement des crédits directs à des tiers sans collecter l'épargne.

Le secteur de la microfinance compte dix (10) EMF en activité, au 31 décembre 2011. Il s'agit de:

- deux EMF (2) de première catégorie : Caisse Epargne et Crédit AGASS (CECAG), Caisse Fémo d'Epargne et Crédit (CFEC);
- huit (8) de deuxième catégorie: Financière de microprojets (FINAM), Société d'Epargne et Crédit (SODEC), Général d'Epargne et Crédit (GEC), Excillis Finance, Express-Union Gabon, Gabonaise de Microfinance (GAMIFI), Epargne et Développement du Gabon (EDG) et Loxia.

L'activité des établissements de microfinance a enregistré des performances spectaculaires tant au niveau des ressources que des emplois.

#### Les ressources

Les ressources du secteur se sont renforcées de 58,3%, sous l'effet de ses deux composantes (fonds propres et dépôts). En effet, malgré les déficits dégagés par la quasi-totalité des EMF, les fonds propres nets ont progressé à 3,6 milliards de FCFA, suite à des opérations de recapitalisation. L'épargne mobilisée a quasiment doublé en 2011 consécutivement aux campagnes d'incitation à l'épargne.

#### Évolution des ressources du secteur

En millions de FCFA	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Fonds Propres	649,8	1603,7	1686,3	2089,9	3492,9	3623,6	3,7%
Dépôts collectés	591,5	1198,4	3167,2	5050	8214,1	14903	81,4%
<b>Total</b>	<b>1241,3</b>	<b>2802,1</b>	<b>4853,5</b>	<b>7139,9</b>	<b>11707</b>	<b>18526,6</b>	<b>58,3%</b>

Sources :EMF, CNPM

## Les emplois

Il s'agit pour l'essentiel, de concours par caisse octroyés à court terme pour la mise en place ou le renforcement des activités relevant du commerce général et des services.

Les établissements de microfinance ont accordé un volume de crédit de 8,3 milliards de FCFA, soit un relèvement de 99,2%. La prise en compte du volet social de la microfinance (lutter contre la pauvreté), avec le financement des activités des personnes économiquement faibles, des PME-PMI et des associations, explique cette évolution.

En millions de FCFA	2007	2008	2009	2010	2011	Var 11/10
Encours de crédit	1348	2000	3813,5	4178,1	8321,3	99,2%
Dont crédit EMF 2eme catégorie					8289,6	

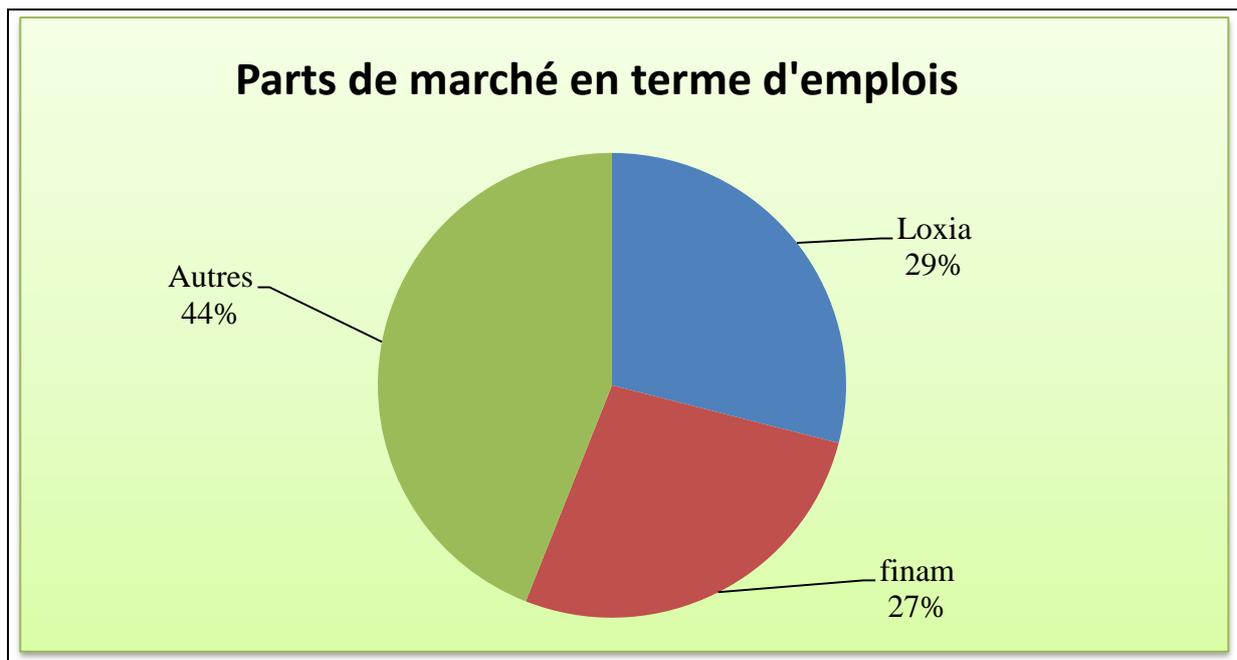
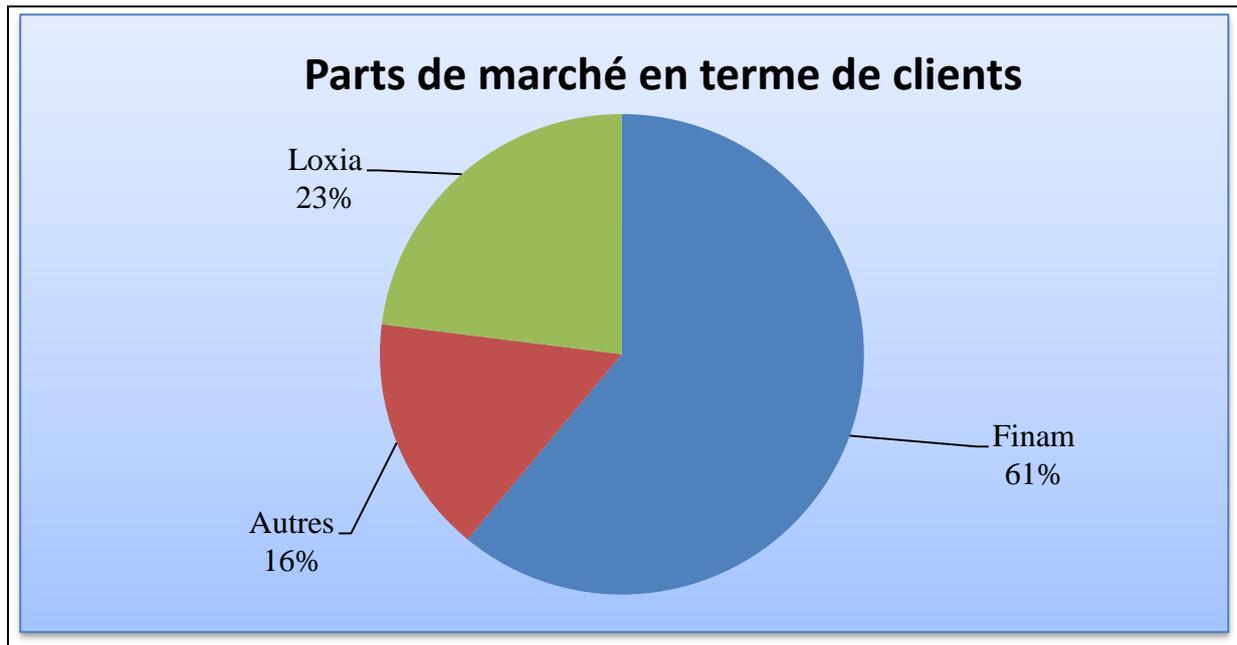
Sources: EMF, CNPM

Les taux sont restés constants sur la période de référence. Ils ont oscillé entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts débiteurs (14% l'an pour les fonctionnaires) et entre 4 et 7% par an pour les intérêts créditeurs.

Dans la plupart des EMF, le taux de recouvrement a été d'environ 80%, en raison de la flexibilité des modes de remboursement et de la proximité avec la clientèle. Les EMF déploient leurs activités à travers 30 agences dont 19 sont installées à Libreville.

## La clientèle et les effectifs des EMF

La clientèle du secteur a évolué de 92,3%, pour s'établir à 42767 clients contre 25000 l'année précédente. Celle-ci est essentiellement affiliée aux EMF de 2e catégorie et majoritairement à la FINAM. Le secteur a employé 342 salariés en 2011 contre 250 salariés l'année précédente.



#### II.10.4 Les compagnies d'assurance

Le marché gabonais des assurances compte huit (8) compagnies, dont cinq (5) dans la branche TIARD: Ogar, Axa Assurance Gabon, Assinco, Nsia Gabon et Colina Gabon et trois (3) dans la branche Vie et Capitalisation.

En 2011, le marché des assurances a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires, passant à 90 milliards de FCFA contre 83,2 milliards de FCFA en 2010, soit une augmentation de 8,1%. Cette

performance résulte des améliorations enregistrées dans l'ensemble des composantes de cette activité.

### Évolution du marché de l'assurance

CA (Mds de FCFA)	2010	2011	Var10/11
Tiard	70,8	74,7	5,4%
Vie et Capitalisation	12,4	15,3	23,5%
<b>Total</b>	<b>83,2</b>	<b>90</b>	<b>8,1%</b>

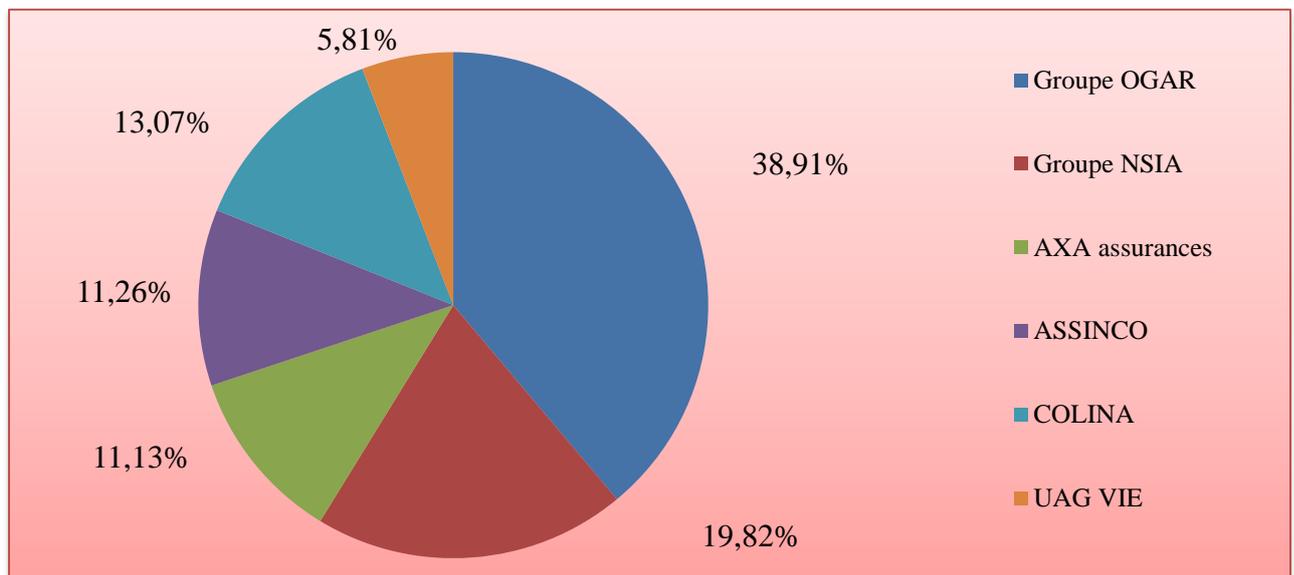
Source: fegasa

### Transport-Incendie-Accident-Risques Divers (TIARD)

L'activité de la branche s'est renforcée sur la période sous-revue, avec un chiffre d'affaires en hausse de 5,4%. Cette évolution est corrélée aux progrès enregistrés dans les sous branches automobile, maladie, incendie et transport qui ont représenté 72,5% du chiffre d'affaires.

### Vie et Capitalisation

Le chiffre d'affaires de la branche « Vie et Capitalisation » a évolué positivement, passant de 12,4 milliards de FCFA en 2010 à 15,3 milliards de FCFA en 2011. Cette amélioration traduit l'effet des campagnes de communication initiées à l'endroit des ménages, en vue de les sensibiliser à la prévention.



Source :DNA

**Prestations et frais accessoires non vie et vie**

	<b>2010</b>	<b>Poids</b>	<b>2011</b>	<b>Poids</b>
Automobile	5868	28,7 %	7422	23,40 %
Incendie	6805	33,27 %	13212	42,71 %
RC générale	1314	6,42 %	1444	4,67 %
Transport	1371	6,70 %	1242	4,01 %
Autres risques	176	0,86 %	410	1,33 %
Accidents corporels & maladies	4770	23,32 %	6,963 %	22,51 %
Acceptations	150	0,73 %	242	0,78 %
<b>Total</b>	<b>20454</b>	<b>100 %</b>	<b>30,935</b>	<b>100 %</b>

En 2011, le montant des sinistres payés dans la catégorie «Incendie et autres dommages aux biens» s'est élevé à 13,2 milliards de FCFA, soit 42,7% des montants des sinistres payés dans la branche non vie. De même, la catégorie «Automobile» a enregistré un montant de 7,4 milliards de FCFA, soit 23,4% du total des prestations (30,9 milliards de FCFA).

TROISIEME PARTIE

LES GRANDEURS  
MACROECONOMIQUES

## TROISIEME PARTIE :GRANDEURS MACRO-ECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

Grandeurs	Unités	2010	2011	11/10
PIB en volume (aux prix de 2001)	Mds de FCFA	4263,4	4563,5	7,0
PIB en valeur	Mds de FCFA	7370,5	8866,3	20,3
PIB hors pétrole	% du PIB	55,2	49,7	
PIB pétrole	% du PIB	44,8	50,3	
Importations en valeur	Mds de FCFA	1968,9	2273,9	15,5
Importations/PIB	%	26,8	25,8	
Total Ressources	Mds de FCFA	9304,6	11101,8	19,3
Consommation totale en valeur	Mds de FCFA	3329,9	3627,8	8,9
Publique	Mds de FCFA	1023,0	1161,0	13,5
Privée	Mds de FCFA	2307,0	2466,9	6,9
Consommation/PIB	%	45,4	41,1	
Investissement total en valeur	Mds de FCFA	1585,4	1891,1	19,3
Public	Mds de FCFA	648,9	732,6	12,9
Public/Investissement total	%	40,9	38,7	
Privé	Mds de FCFA	895,5	1153,5	28,8
Dont Pétrole	Mds de FCFA	460,9	520,6	13,0
Investissement total/PIB	%	21,6	21,4	
Dont Pétrole	%	6,3	5,9	
Exportations en valeur	Mds de FCFA	4389,3	5582,9	27,2
Exportations/PIB	%	59,8	63,2	
Absorption	Mds de FCFA	4915,3	5518,9	12,3
Solde biens et services non-facteurs/PIB	%	33	37,5	
Taux de couverture (Export./Import.)	%	222,9	245,5	
Emploi	Effectif	132 423	149 099	12,6
Public	Effectif	77 576	89 867	15,8
Dont MONP	Effectif	9 682	13 063	34,9
Public/Emploi Total	%	58,6	60,3	
Privé	Effectif	54 847	59 232	8,0
Masse salariale	Mds de FCFA	1248,4	1368,2	9,6
Public	Mds de FCFA	422,8	452,6	7,7
Privé et parapublic	Mds de FCFA	825,6	912,9	10,6
Masse monétaire (M2)	Mds de FCFA	1402,8	1788,2	30,3
Vitesse de circulation de la monnaie	Mds de FCFA	5,2	4,8	
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indices	116,9	118,3	1,3

Source : DGELF, DGB, BEAC, Comité des Statistiques

## III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

A l'instar de nombreux pays exportateurs nets de ressources naturelles (pétrole et mines, notamment), le Gabon a enregistré de bons résultats, suite à la bonne tenue des cours des matières premières, à l'exception de ceux du manganèse. En effet, le prix du baril de pétrole a franchi la barre de 110 dollars US et le taux de change du dollar s'est apprécié de 0,2% pour s'établir à 472,4 USD en 2011.

De même, le contexte national a été favorisé par la poursuite des réformes structurelles, des travaux relatifs au Programme National des Infrastructures (PNI) contenus dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE) et la finalisation des travaux liés à la CAN 2012.

En termes réels, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut s'est consolidé sur la période, pour s'établir à 7% en 2011 contre 6,9% en 2010. Cette variation s'explique essentiellement par le dynamisme du secteur non pétrolier (+11,7%), malgré le recul de l'activité pétrolière (-2,4%).

### Évolution du taux de croissance du PIB

En %	2009	2010	2011
<b>PIB total</b>	<b>-2,7</b>	<b>6,9</b>	<b>7,0</b>
PIB pétrole	-2,5	5,1	-2,4
PIB hors pétrole	-2,8	7,8	11,7

Source: Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale (DGEPEF)

#### III.1.1 Le PIB par secteur d'activité

Hormis le secteur primaire qui a marqué un repli de 1,7%, les secteurs secondaire et tertiaire ont respectivement progressé de 29,6% et de 8,1%.

La contreperformance du secteur primaire s'explique principalement par deux facteurs:

- le repli de la production pétrolière, du fait essentiellement de la non-réalisation des travaux sur certains champs et de la grève des employés du secteur en début d'année ;
- le déclin de l'exploitation forestière (-15,8%), suite à la mesure d'interdiction d'exportation des grumes renforcée par la faiblesse de la demande locale.

Le raffermissement du secteur secondaire, en revanche, découle de la bonne tenue de l'ensemble de ses activités. Toutefois, les branches BTP (+70,4%), agro-industries (+11,5%) et autres industries (+11,5%) ont affiché les meilleures performances.

La progression exponentielle des activités du BTP est tributaire de l'accélération des travaux liés à l'organisation de la CAN 2012 (construction et réhabilitation des routes, des structures hôtelières et des stades, etc.).

Dans les agro-industries, les performances proviennent, d'une part, de la vigueur de la demande intérieure en eau minérale (+19,2%), en boissons gazeuses et alcoolisées (+10,8%), d'autre part, de la demande extérieure de caoutchouc usiné (+4,8%).

L'amélioration de l'activité du secteur tertiaire (+8,1%) résulte principalement des résultats enregistrés dans les branches services et commerce.

### Évolution du PIB par secteur d'activité de 2009 à 2011

(En milliards de FCFA)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB réel (au prix de 2001)				
	2009	2010	2011	10/09	11/10	2009	2010	2011	10/09	11/10
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>5 484,8</b>	<b>7 335,7</b>	<b>8 827,9</b>	<b>33,7%</b>	<b>20,3%</b>	<b>3989,7</b>	<b>4263,4</b>	<b>4563,6</b>	<b>6,9%</b>	<b>7,0%</b>
PIB marchand	4 740,6	6 518,5	7 966,6	37,5%	22,2%	3348,5	3596,2	3803,0	7,4%	5,8%
<b>Secteur primaire</b>	<b>2 381,6</b>	<b>3 838,5</b>	<b>4 898,0</b>	<b>61,2%</b>	<b>27,6%</b>	<b>1633,2</b>	<b>1718,8</b>	<b>1689,8</b>	<b>5,2%</b>	<b>-1,7%</b>
Agriculture, élevage, pêche	221,1	247,1	207,3	11,8%	-16,1%	178,4	184,8	191,5	3,6%	3,6%
Exploitation forestière	63,2	51,7	43,8	-18,2%	-15,4%	67,4	55,7	46,9	-17,4%	-15,8%
Pétrole brut	2 010,1	3 298,8	4 458,0	64,1%	35,1%	1346,8	1415,8	1381,8	5,1%	-2,4%
Mines	87,2	241,0	188,9	176,4%	-21,6%	40,6	62,6	69,6	54,2%	11,3%
<b>Secteur secondaire</b>	<b>556,2</b>	<b>664,9</b>	<b>887,6</b>	<b>19,5%</b>	<b>33,5%</b>	<b>348,0</b>	<b>403,2</b>	<b>522,7</b>	<b>15,9%</b>	<b>29,6%</b>
Industries agro-al, boissons	99,8	115,2	132,8	15,4%	15,2%	82,9	85,2	95,0	2,8%	11,5%
Industries du bois	37,7	50,9	60,5	35,0%	18,7%	17,6	37,8	44,6	114,8%	18,1%
Autres industries	151,1	174,5	194,5	15,5%	11,4%	94,4	98,9	110,3	4,8%	11,5%
Raffinage	34,3	51,3	75,4	49,6%	47,1%	8,2	11,0	11,6	34,1%	6,0%
Electricité, Eau	56,4	61,5	64,2	9,0%	4,5%	41,7	43,8	45,7	5,0%	4,3%
BTP	176,9	211,5	360,2	19,6%	70,3%	103,2	126,5	215,5	22,6%	70,3%
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 380,3</b>	<b>1 550,9</b>	<b>1 682,3</b>	<b>12,4%</b>	<b>8,5%</b>	<b>1033,4</b>	<b>1112,7</b>	<b>1202,9</b>	<b>7,7%</b>	<b>8,1%</b>
Transports & Communication	344,3	385,5	399,1	12,0%	3,5%	251,8	276,2	293,2	9,7%	6,2%
Services	692,9	773,8	861,4	11,7%	11,3%	544,4	577,0	626,6	6,0%	8,6%
Commerce	299,5	329,3	356,2	9,9%	8,2%	216,3	232,9	252,0	7,7%	8,2%
Banques et assurances	43,6	62,3	65,6	42,9%	5,4%	20,9	26,6	31,1	27,3%	17,0%
<b>DTI et TVA</b>	<b>422,5</b>	<b>464,1</b>	<b>498,8</b>	<b>9,8%</b>	<b>7,5%</b>	<b>333,9</b>	<b>361,5</b>	<b>387,6</b>	<b>8,3%</b>	<b>7,2%</b>
<b>Services non marchands</b>	<b>744,2</b>	<b>817,2</b>	<b>861,3</b>	<b>9,8%</b>	<b>5,4%</b>	<b>641,2</b>	<b>667,1</b>	<b>760,5</b>	<b>4,0%</b>	<b>14,0%</b>

Source : DGEPP

### III.1.2 Le PIB par la demande

Du point de vue de la demande, la hausse du PIB s'explique par la demande intérieure. Le taux de croissance de l'investissement a été de 14,4% en 2011 et celle de la consommation totale à 10%. Ainsi, la consommation finale des ménages et des administrations s'est améliorée, dopée par les mesures de soutien aux prix des produits de première nécessité, les embauches enregistrées dans la fonction publique (Forces de Sécurité, Education, Santé...) et les emplois générés par la mise en œuvre des grands chantiers d'infrastructures.

#### Evolution de la demande intérieure de 2009 à 2011

(en milliards de FCFA)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2009	2010	2011	10/09	11/10	2009	2010	2011	10/09	11/10
<b>Demande intérieure</b>	<b>4296,8</b>	<b>4874,3</b>	<b>5351,3</b>	<b>13,4%</b>	<b>9,8%</b>	<b>3628,1</b>	<b>3953,1</b>	<b>4403,6</b>	<b>9,0%</b>	<b>11,4%</b>
<b>Consommation totale</b>	<b>2988,8</b>	<b>3329,9</b>	<b>3627,8</b>	<b>11,4%</b>	<b>8,9%</b>	<b>2454,8</b>	<b>2661,3</b>	<b>2926,4</b>	<b>8,4%</b>	<b>10,0%</b>
Publique	946,7	1023	1161	8,1%	13,5%	819	848,2	1012,7	3,6%	19,4%
Privée	2042,1	2307	2466,9	13,0%	6,9%	1635,8	1813,2	1913,7	10,8%	5,5%
<b>Investissement total</b>	<b>1308</b>	<b>1544,4</b>	<b>1723,5</b>	<b>18,1%</b>	<b>11,6%</b>	<b>1173,3</b>	<b>1291,8</b>	<b>1477,2</b>	<b>10,1%</b>	<b>14,4%</b>
dont: Pétrole	393,6	460,9	520,6	17,1%	13,0%	454,8	473	480,6	4,0%	1,6%
Hors pétrole	390	434,6	632,9	11,4%	45,6%	388,2	296	358,3	-23,8%	21,0%
Administration	536,7	648,86	732,59	20,9%	12,9%	296,2	522,7	642,9	76,5%	23,0%

Source: DGEPE

L'organisation de la CAN, l'aménagement du réseau routier et la mise en œuvre d'autres projets structurants (construction de barrage hydroélectrique, extension de la fibre optique, aménagement des zones économiques spéciales de Nkok et de Mandji) ont contribué à l'accroissement de l'investissement privé.

## III.2 LE BUDGET DE L'ÉTAT

Le budget de l'État a été révisé en 2011 pour redéployer une partie des crédits affectés initialement au Fonds souverain en vue de:

- accroître les ressources liées à l'organisation de la CAN;
- assurer le financement des différentes mesures à caractère sociale prises par le gouvernement;
- poursuivre les réformes institutionnelles;
- prévoir des moyens conséquents pour l'organisation des élections législatives.

### III.2.1 L'équilibre budgétaire

Comme initialement prévu, le budget révisé de l'année 2011 a été arrêté à 2370,8 milliards de FCFA en ressources et en emplois.

#### Budget prévisionnel de l'État

(En milliards de Fcfa)	LFI 2011	LFR 2011	LFR / LFI en %
<b>Nature des ressources</b>			
Recettes propres	2220,9	2220,9	0,0
Pétrole	1305,4	1305,4	0,0
Hors pétrole	915,5	915,5	0,0
Ressources d'emprunt	149,9	149,9	0,0
<b>Total des ressources</b>	<b>2370,8</b>	<b>2370,8</b>	<b>0,0</b>
<b>Nature des charges</b>			
Service de la dette	396,3	396,3	0,0
Fonctionnement	962,9	1043,9	8,4
Investissement	687,0	857,0	24,7
Prêts, avances et dépôts	324,6	73,6	-77,3
<b>Total des charges</b>	<b>2370,8</b>	<b>2370,8</b>	<b>0,0</b>

Source : Comité des statistiques

#### III.2.1.1 Les ressources

Les ressources de l'État n'ont pas fait l'objet d'une modification en 2011. Elles ont été confirmées à 2370,8 milliards de FCFA.

#### III.2.1.2 Les emplois

La révision du budget de l'État s'est caractérisée essentiellement par le redéploiement d'une partie des crédits affectés initialement au Fonds souverain dans les ressources consacrées au fonctionnement et à l'investissement. En effet, la révision à la baisse de 77,3% des prêts, avances et dépôts s'est accompagnée d'un accroissement de 8,4% des dépenses de fonctionnement et de 24,7% des dépenses d'investissement.

### III.2.2 L'exécution du budget

En 2011, l'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire de 209,9 milliards, en hausse de 126,4 milliards de FCFA comparativement à 2010. Cet excédent a représenté 1,3% du PIB nominal. L'analyse des soldes fait ressortir un solde base engagement (incluant la charge de la dette publique) de 130,8 milliards de FCFA et un solde base caisse de 14,7 milliards de FCFA contre un déficit de 120,5 milliards en 2010.

#### Évolution des soldes

(en milliards de FCFA)	2008	2009	2010	2011	11/10 en %
Recettes pétrolières	1361,4	836,8	990,4	1385,7	39,9
Recettes hors pétrole	716,6	848,5	848,3	1110,1	30,9
<b>Recettes totales</b>	<b>2078</b>	<b>1685,3</b>	<b>1838,7</b>	<b>2495,8</b>	35,7
Dépenses de fonctionnement	791,6	832,1	886,8	1189,1	34,1
Dépenses d'investissement	298,5	309,4	732,2	999,7	36,5
Prêts nets	21,2	51	64,5	19,2	-70,2
Fonds spéciaux (y. c. FER)	70,6	62,6	57,7	77,9	35,0
Autres (dons et transferts en capital)		10,4			
<b>Dépenses primaires totales</b>	<b>1181,9</b>	<b>1265,5</b>	<b>1741,2</b>	<b>2285,9</b>	31,3
<b>Solde primaire</b>	<b>896,1</b>	<b>419,8</b>	<b>97,5</b>	<b>209,9</b>	
<b>Solde base engagement</b>	<b>781,8</b>	<b>337,5</b>	<b>0,7</b>	<b>130,8</b>	
<b>Solde base caisse</b>	<b>714,5</b>	<b>286,8</b>	<b>-120,5</b>	<b>14,7</b>	

Source : Comité des statistiques

#### III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En 2011, les recettes budgétaires ont été exécutées à hauteur de 2495,8 milliards, en augmentation de 657,1 milliards de FCFA par rapport à 2010. Cette variation est consécutive à la fois à l'accroissement des recettes pétrolières en relation avec la bonne tenue des cours et au dynamisme du secteur hors pétrole.

##### III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières ont représenté 39,9% du PIB pétrolier pour une valeur de 1385,7 milliards contre 990,3 milliards de FCFA en 2010. Elles ont augmenté du fait essentiellement de la bonne tenue des impôts sur les sociétés (+62%) et de la redevance minière proportionnelle (+46,1%).

### Évolution des recettes pétrolières

(En milliards de Fcfa)	2008	2009	2010	2011	11/10 en %
Impôts sur les sociétés	349,9	272,5	164,9	267,2	62,0
Redevance Minière Proportionnelle	396,9	225,2	325,5	475,7	46,1
Autres	507,8	274	367	488,0	33,0
Transferts SOGARA	106,8	65,1	132,9	154,8	16,5
<b>Total des recettes pétrolières</b>	<b>1361,4</b>	<b>836,8</b>	<b>990,3</b>	<b>1385,7</b>	<b>39,9</b>
En % du PIB pétrolier	43,4%	41,6%	31,8%	31,1%	
PIB pétrolier (pour mémoire)*	3138,8	2010,1	3110,8	4458,0	

Source : Comité des statistiques, \*Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale (DGEPPF)

#### III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

En hausse de 30,9%, les recettes hors pétrole se sont établies à 1110,1 milliards contre 848,3 milliards de FCFA en 2010. Cette évolution découle à la fois de l'optimisation du recouvrement fiscal et à la poursuite de l'effort de diversification de l'activité économique. Ainsi, les droits de douane ont progressé de 4,6% pour s'établir à 377,8 milliards de FCFA en 2011. Parallèlement, les impôts directs au titre de l'IRPP et de l'impôt sur les sociétés ont augmenté de 44,1%. Les taxes sur les biens et services ont également connu une croissance de 21,1%, notamment celle relative à la TVA (+54,7%).

### Évolution des recettes hors pétrole

(En milliards de FCFA)	2008	2009	2010	2011	11/10 en %
Droits de douane	276,2	277,4	361,3	377,8	4,6
dont DTI	247,9	250,1	355,7	-	
Taxes sur les biens et services	130,7	141,8	163,2	197,7	21,1
dont TVA	85,2	81,5	93	143,9	54,7
Impôts directs	234	325,1	234,9	338,5	44,1
Autres recettes	75,5	103,7	89	196,1	-
Dons	0,2	0,5		-	
<b>Total des recettes hors pétrole</b>	<b>716,6</b>	<b>848,5</b>	<b>848,3</b>	<b>1110,1</b>	<b>30,9</b>

Source : Comité des statistiques

#### III.2.2.2 Les dépenses publiques

En 2011, les dépenses exécutées de l'État, hors paiement des intérêts de la dette publique, ont augmenté de 31,3% à 2285,9 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique notamment par l'évolution des dépenses en capital et des transferts et subventions.

### III.2.2.2.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement, représentant 13,4% du PIB Nominal, ont progressé de 34,1% pour se situer à 1189,1 milliards de FCFA en décembre 2011, contre 886,8 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution est le résultat de l'accroissement des dépenses relatives aux transferts et subventions (+87%), suite à la revalorisation du taux de bourses, du doublement du nombre de bacheliers (de 5000 à 9000) et la création des établissements publics personnalisés et assimilés (agences).

### III.2.2.2.2 Les dépenses d'investissement

En vue de combler le déficit en infrastructures de base, préalable au développement du secteur privé, le Gouvernement a décidé depuis 2009 de consacrer 40% du budget de l'Etat aux dépenses en capital. Dans ce contexte, les dépenses en investissement se sont élevées à 999,7 milliards de FCFA en 2011, dont 749,9 milliards financées sur ressources propres et 249,8 milliards sur financements extérieurs. Ces dépenses ont concerné notamment les travaux de la CAN, la poursuite de l'aménagement du réseau routier et le renforcement des infrastructures énergétiques et de télécommunication.

### Évolution des dépenses publiques primaires

(En milliards de FCFA)	2009	2010	2011	11/10 en %
<b>Fonctionnement</b>	<b>832,1</b>	<b>886,8</b>	<b>1189,1</b>	<b>34,1</b>
Salaires et traitements	379,7	412,4	450,1	9,1
Biens et services	215,7	239	298,8	25,0
Transferts et subventions	236,7	235,4	440,2	87,0
<b>Investissements</b>	<b>309,4</b>	<b>732,2</b>	<b>999,7</b>	<b>36,5</b>
Ressources propres	209,8	508,6	750,0	47,5
Finex	99,6	223,6	249,7	11,7
Prêts nets (y. c prise de participation et FER)	76,5	84	59,2	-29,5
Fonds spéciaux (y. c engagement EPP)	46,8	38,1	37,9	-0,5
Transfert en capital	0,7	0	-	-
<b>Total dépenses hors paiement d'intérêts</b>	<b>1265,5</b>	<b>1741,2</b>	<b>2285,9</b>	<b>31,3</b>
PIB nominal	5515,9	7370,5	8866,3	20,3
Fonctionnement en % du PIB nominal	15,2	12,1	13,4	
Investissements en % du PIB nominal	5,6	9,9	11,3	

Source : Comité des statistiques

### III.2.3 La dette publique

L'exécution de la dette fait ressortir un total de règlements de 265,3 milliards de FCFA, dont 209,3 milliards au titre de la dette extérieure et 56 milliards pour la dette intérieure. Au total, le règlement de la dette a représenté 10,4% des recettes budgétaires contre 24,9% l'année précédente.

#### Evolution des règlements

(en milliards de Fcfa)	2010	2011	11/10 en %
<b>Dette extérieure</b>	<b>249,5</b>	<b>209,3</b>	<b>-16,1</b>
Multilatérale	32,2	36,1	12,1
Bilatérale	168,4	136,7	-18,8
Marchés financiers	48,9	36,5	-25,4
<b>Dette intérieure</b>	<b>251,3</b>	<b>56,0</b>	<b>-77,7</b>
<b>Total</b>	<b>500,8</b>	<b>265,3</b>	<b>-47,0</b>

Source : Direction Générale de la Dette

Parallèlement, l'encours de la dette publique a augmenté de 12,4% en 2011, atteignant 1450,9 milliards contre 1291,2 milliards de FCFA en 2010. Cette évolution est imputable à l'accélération des décaissements sur financements extérieurs liés aux travaux des infrastructures pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2012) et au développement de la production et de la distribution d'eau. Elle s'explique également par la hausse de 2,6% du taux de change du dollar américain. Toutefois, le taux d'endettement (16,4 en pourcentage du PIB) est resté très en deçà de la norme communautaire (70%).

#### Evolution du stock de la dette

(en milliards de FCFA)	2010	2011	11/10 en %
<b>Dette extérieure</b>	<b>1201,8</b>	<b>1394,3</b>	<b>16,0</b>
Multilatérale	189,2	222,6	17,7
Bilatérale*	577,7	727,7	26,0
Marchés financiers	434,9	444,0	2,1
<b>Dette intérieure</b>	<b>89,4</b>	<b>56,6</b>	<b>-36,7</b>
<b>Total</b>	<b>1291,2</b>	<b>1450,9</b>	<b>12,4</b>

Source : Direction Générale de la Dette, (\*) y compris la dette commerciale

### III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

A fin décembre 2011, en rapport avec l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, la situation monétaire large reste particulièrement marquée par la consolidation des principaux agrégats monétaires, une dégradation de la position nette du gouvernement et une stabilité de la politique monétaire.

#### Situation monétaire large

(en milliards de FCFA)	déc-09	déc-10	déc-11	déc-11/déc-10
<b>Ressources</b>				
Disponibilités monétaires	768,3	927,8	1264,9	36,3%
- Monnaie fiduciaire	247,5	221,2	291,3	31,7%
- Monnaie scripturale	520,8	706,6	973,6	37,8%
Quasi-monnaie	402,7	475,0	563,4	18,6%
Masse monétaire	1171	1402,8	1828,3	30,3%
Ressources extra-monétaires	345,1	201,6	176,6	-12,4%
<b>Total ressources</b>	<b>1516,1</b>	<b>1604,4</b>	<b>2004,9</b>	<b>25,0%</b>
<b>Contreparties</b>				
Avoirs extérieurs nets	1077,7	896,3	1006,9	12,3%
Crédit intérieur	438,4	708,1	998,0	40,9%
- Créances sur l'économie	630,4	647,4	921,9	42,4%
- Créances nettes sur l'Etat	-191,1	60,7	76,1	25,4%
<b>Total contreparties</b>	<b>1516,1</b>	<b>1604,4</b>	<b>2004,9</b>	<b>25,0%</b>

Source : Beac

#### III.3.1. Les ressources du système monétaire

Elles se sont raffermies de 25% à 2004,9 milliards de FCFA en décembre 2011, consécutivement à la consolidation de la masse monétaire (+30,3%).

##### III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a progressé de 30,3% à 1828,3 milliards de FCFA, corrélativement à la forte hausse du crédit intérieur (+40,9%).

#### Les disponibilités monétaires

Elles ont augmenté de 36,3% à 1264,9 milliards de FCFA en décembre 2011, suite à l'accroissement simultané de la monnaie scripturale (37,8%) et de la monnaie fiduciaire (31,7%). L'accroissement de la monnaie scripturale est lié à l'amélioration du taux de bancarisation sous l'effet de l'ouverture des agences bancaires. La hausse de la monnaie fiduciaire est corrélée au comportement des ménages pour leur préférence pour la liquidité.

## La quasi-monnaie

Elle a cru de 18,6% à 563,4 milliards de FCFA en décembre 2011 ; en liaison avec le dynamisme du secteur privé. Le taux de couverture du crédit intérieur par la quasi-monnaie gagne 28,1 points et se situe à 177,1% en décembre 2011.

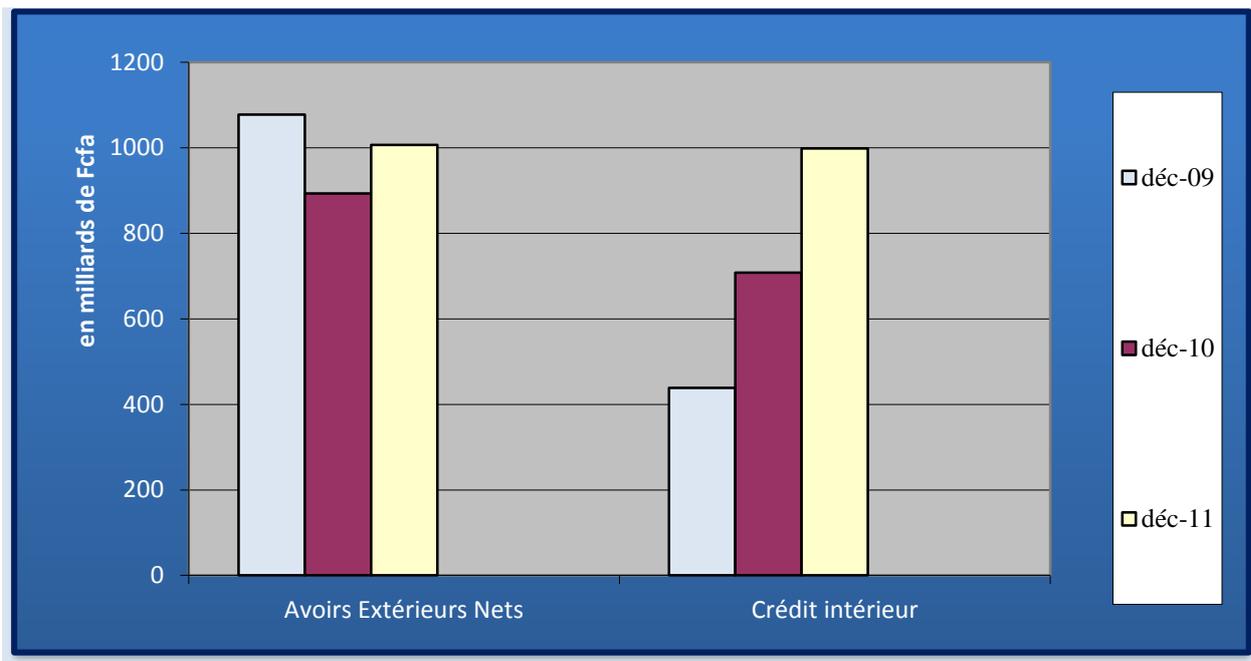
### III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires comprennent les emprunts extérieurs à moyen et long terme, les Fonds Propres du système bancaire, les allocations de DTS et les Autres Postes Nets<sup>1</sup>. Elles ont fléchi de 12,4% à 208,7 milliards de FCFA, suite au repli du déficit des fonds propres (218,3 milliards en décembre 2011 contre 219,8 milliards un an plus tôt).

### III.3.2. Les contreparties de la masse monétaire

Sur la période de référence, les contreparties de la masse monétaire (avoirs extérieurs nets et crédit intérieur) ont progressé de 25%.

#### Evolution des contreparties de la masse monétaire



#### III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets (A.E.N.)

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont renforcés de 12,3% à 1006,9 milliards de FCFA en décembre 2011. Cette évolution est consécutive à l'accroissement des avoirs extérieurs nets de la BEAC (32,4% à 983,9 milliards de FCFA en décembre 2011) et à l'amélioration du solde du compte d'opérations (43,2% à 790,4 milliards de FCFA).

<sup>1</sup> **Autres postes nets** : comptes exigibles après encaissement, valeurs immobilisées nettes, comptes de résultats, titres et opérations inter-bancaire.

En revanche, les avoirs extérieurs nets des banques primaires ont chuté de 85,1% à 22,9 milliards de FCFA en décembre 2011. Cette régression est liée à l'accroissement des engagements extérieurs plus important que celui des avoirs extérieurs. En effet, les engagements extérieurs sont passés de 77,1 milliards de FCFA à 197 milliards de FCFA en décembre 2011, soit 39,1%. Parallèlement, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 12%, à 259,5 milliards de FCFA en décembre 2011 après 230,3 milliards de FCFA.

### **III.3.2.2 Le crédit intérieur**

Le crédit intérieur a augmenté de 40,9% à 998 milliards de FCFA en décembre 2011, traduisant la forte hausse des créances sur l'économie (42,4%).

#### **III.3.2.2.1 Les créances nettes sur l'État**

La situation nette débitrice de l'Etat envers le système bancaire est passée de 60,7 milliards à 76,1 milliards en décembre 2011. En effet, la dette de l'Etat auprès des banques primaires s'est alourdie de 28,9% à 178,6 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 138,6 milliards de FCFA en décembre 2010. Elle a permis la finalisation des chantiers publics programmés dans le cadre de la CAN. En revanche, on note un allègement de 25,8%, à -103,6 milliards de FCFA de sa dette auprès de la Banque Centrale. En conséquence, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée pour s'établir à 103,3 milliards de FCFA à fin décembre 2011 contre 81,8 milliards de FCFA l'année précédente.

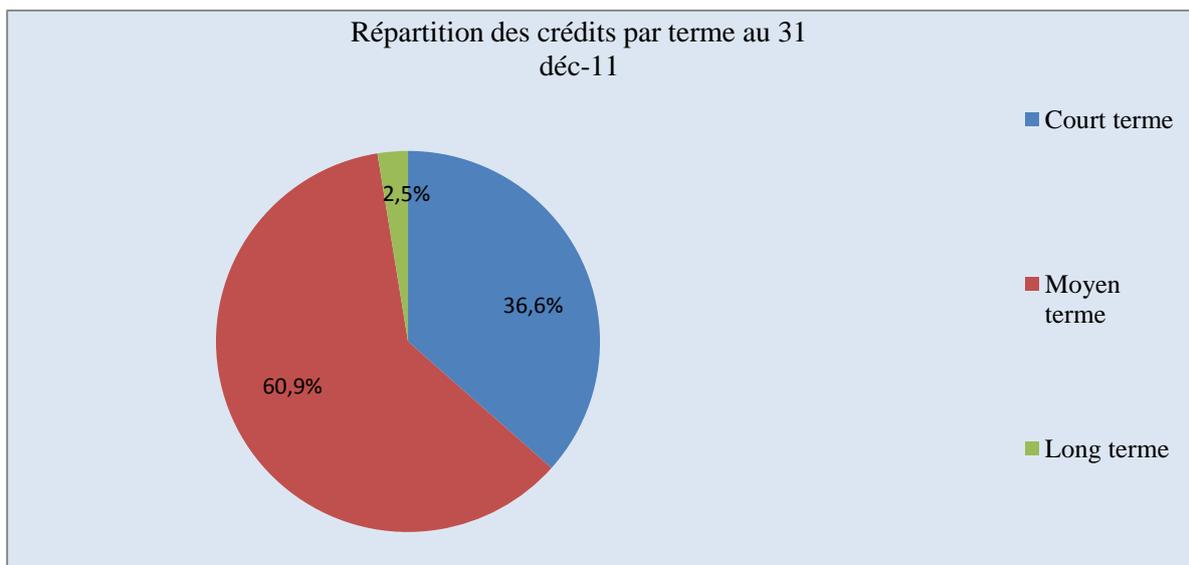
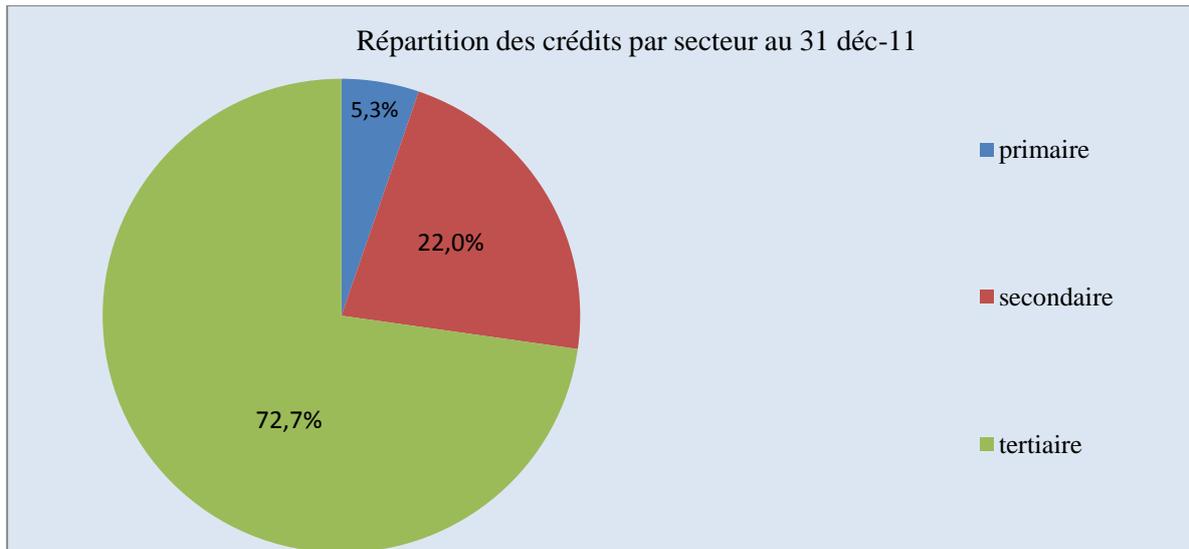
#### **III.3.2.2.2 Les créances sur l'économie**

Les crédits accordés par les banques à l'économie ont progressé de 42,4% à 921,9 milliards de FCFA en décembre 2011. Cette évolution a résulté de la hausse concomitante des financements destinés au secteur privé non financier (38,8% à 798,6 milliards de FCFA en décembre 2011) et aux institutions financières non bancaires (60,5% à 95,2 milliards de FCFA en décembre 2011).

### **III.3.2.3 Le financement de l'économie**

Au 31 décembre 2011, le montant global des crédits à l'économie recensé par la Centrale des risques s'élève à 964,4 milliards après 647,4 milliards en 2010, niveau de l'encours des crédits jamais atteint depuis plus de cinq ans. Les financements à court, moyen et long terme ont représenté respectivement 36,6%, 60,9% et 2,5% du total des crédits.

### Répartition des crédits bancaires



#### III.3.2.3.1 Le secteur primaire

Il a bénéficié de 5,3% de l'ensemble des concours bancaires. Les crédits octroyés à ce secteur ont plus que doublé, passant de 19,8 milliards de FCFA à 50,6 milliards de FCFA entre 2010 et 2011. Ceux-ci ont financé majoritairement la sylviculture, l'exploitation forestière et les activités annexes qui absorbent 90,3% du financement sectoriel.

Les crédits à court et à moyen terme se sont situés respectivement à 20,7 milliards de FCFA et 22,6 milliards de FCFA, soit 40,9% et 44,7% de l'ensemble des crédits recensés. Sur le long terme, le secteur a reçu 7,3 milliards de FCFA et bénéficié de 14,4% de l'encours des crédits.

### III.3.2.3.2 Le secteur secondaire

Ce secteur a absorbé 22% du financement total. Les concours se sont élevés à 212,2 milliards de FCFA en décembre 2011 après 62,9 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement due aux crédits alloués à la construction, financée à hauteur de 40,7%. Les prêts à court et à moyen terme se sont chiffrés respectivement à 91 milliards de FCFA et 116,4 milliards de FCFA; soit 42,9% et 54,8% de l'encours sectoriel. Sur le long terme, les crédits consentis se sont établis à 4,8 milliards, soit 2,3% de l'ensemble des prêts.

### III.3.2.3.3 Le secteur tertiaire

Il reste le principal bénéficiaire des crédits distribués (72,7%). Les prêts qui lui ont été accordés ont augmenté de 61,6% à 701,6 milliards en décembre 2011, en rapport avec les prêts destinés à la branche services, représentant 76,6% du financement sectoriel. Les concours à court et à moyen terme se sont élevés respectivement à 240,9 milliards et 448,2 milliards, soit 34,3% et 63,9% de l'ensemble des concours. Sur le long terme, les prêts octroyés se sont chiffrés à 12,5 milliards, soit 1,8% du financement.

## III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2011, le Gabon a bénéficié d'une balance des paiements excédentaire, imputable à l'amélioration du solde de la balance des capitaux.

### III. 4. 1 La balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes, regroupant celles des biens, des services, des revenus et des transferts courants, s'est légèrement détériorée (-10,5%) par rapport à 2010, passant de 541,2 milliards de FCFA à 484,4 milliards de FCFA, du fait de l'amélioration de la balance commerciale.

#### III. 4. 1.1 La balance commerciale

La balance commerciale a dégagé un excédent important, en hausse de 29,4% par rapport à 2010, et un taux de couverture de 342,1%. Cette performance s'explique par l'évolution des ventes des produits pétroliers et miniers (+26,6% et +46,2%), en dépit du relèvement de la valeur des importations (+29,4%).

#### Evolution de la balance commerciale

(en milliards de FCFA)	2009*	2010*	2011*	Var11/10
Exportations (fob)	2750,7	3687,2	4669,8	+26,6%
Importations (fob)	786,1	1176,7	1420,7	+20,7%
Balance commerciale	1964,6	2510,5	3249,1	+29,4%
Taux de couverture (en %)	349,9	313,4	342,1	

Source : BEAC, \* Estimations

#### III.4.1.2 La balance des services

Le déficit de ce compte s'est davantage creusé pour atteindre 1125 milliards (contre -883,3 milliards de FCFA en 2010). Cette évolution défavorable, concernant toutes les rubriques, s'explique en grande partie par la dégradation de la quasi-totalité des postes de cette composante (Fret et assurances, voyages, autres services aux entreprises,...).

#### III.4.1.3 La balance des revenus

La balance des revenus a enregistré un solde qui, tout en demeurant déficitaire, s'est détériorée significativement, passant de - 987,2 milliards de FCFA en 2010 à -1521 milliards de FCFA en 2011, du fait essentiellement du paiement des dividendes aux investisseurs privés étrangers (+ 53,7 %).

### III.4.2 La balance des capitaux

La balance des capitaux a affiché un solde déficitaire de 38,3 milliards de FCFA en 2011; mais celui-ci s'est amélioré de 407 milliards de FCFA par rapport à 2010, dans un contexte favorable aux sorties des capitaux privés.

### III.4.3 La balance globale

En définitive, la balance des paiements consolidée s'est soldée par un compte excédentaire de 240,9 milliards de FCFA en 2011, contre un déficit de 54,4 milliard de FCFA précédemment. Son financement a été assuré par une augmentation des réserves officielles de l'autorité monétaire d'un montant équivalent.

#### Evolution de la balance globale

En milliards de FCFA	2009*	2010*	2011*	Var11/10
<b>1- Transactions courantes</b>	<b>652,9</b>	<b>541,2</b>	<b>484,4</b>	<b>-10,5%</b>
A- Biens et Services		640,1	603,1	-5,8%
a-biens	1964,5	2510,6	3249,1	29,4%
b-services	-522,7	-883,3	-1125	-27,4%
c-revenus	-697,2	-987,2	-1521	-54,1%
B- Transferts	-91,7	-98,8	-118,7	-20,1%
<b>2- Mouvements de Capitaux</b>	<b>-563,3</b>	<b>-445,3</b>	<b>-38,3</b>	<b>91,4%</b>
3- Erreurs et Omissions	-184,5	-150,3	-205,3	-36,6%
<b>Balance globale</b>	<b>-94,9</b>	<b>-54,4</b>	<b>240,9</b>	<b>-</b>

Source : BEAC, \*Estimation

## III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

L'analyse de l'emploi révèle que les effectifs des secteurs public et privé se sont accrus respectivement de 15,8% et de 9,4% entre 2010 et 2011. Parallèlement, la masse salariale du secteur moderne a enregistré une hausse de 8,1%.

### III.5.1 L'emploi

L'emploi global a cru de 13,2% à 149 869 agents en 2011, après s'être établi à 132 423 en 2010. Cette variation s'explique par l'augmentation de 15,8% des effectifs du secteur public, essentiellement tirés par de nouveaux recrutements.

#### Évolution des effectifs du secteur moderne

DESIGNATION	2009	2010	2011	var10/09	Var 11/10	Poids en 2010	Poids en 2011
<b>Sociétés</b>	<b>52 377</b>	<b>54 847</b>	<b>60 002</b>	<b>4,7%</b>	<b>9,4%</b>	<b>41,4%</b>	<b>40,0%</b>
<i>Parapublique</i>	9 047	9 485	9 610	4,8%	1,3%	7,2%	6,4%
<i>Privées</i>	43 330	45 362	50 392	4,7%	11,1%	34,3%	33,6%
<b>Secteur public</b>	<b>72 913</b>	<b>77 576</b>	<b>89 867</b>	<b>6,4%</b>	<b>15,8%</b>	<b>58,6%</b>	<b>60,0%</b>
Fonction publique	57 402	62 594	71 361	9,0%	14,0%	47,3%	47,6%
MONP	9 643	9 682	13 063	0,4%	34,9%	7,3%	8,7%
<i>Libreville</i>	4 079	4 093	4 458	0,3%	8,9%	3,1%	3,0%
<i>Intérieur</i>	5 564	5 589	8 605	0,4%	54,0%	4,2%	5,7%
Collectivités locales	5 868	5 300	5 443	-9,7%	2,7%	4,0%	3,6%
<b>Total général</b>	<b>125 290</b>	<b>132 423</b>	<b>149 869</b>	<b>5,7%</b>	<b>13,2%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Sources : DGEPP, DGB

#### III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

En 2011, la fonction publique a employé 89 867 agents contre 77 576 en 2010, soit une progression de 15,8%. Cette variation procède de la poursuite des recrutements triennaux initiés depuis 2009. Ainsi, il a été recruté deux mille (2000) agents pour le Ministère de la défense et cinq cents (500) pour le Ministère de l'Intérieur. A cela s'ajoutent les recrutements effectués notamment dans les administrations du développement, générale, économiques et les transports.

Les effectifs de la main d'œuvre non permanente et des collectivités locales recensés ont progressé respectivement de 34,9% et de 2,7% en 2011.

**Variation des effectifs de la fonction publique par département**

Désignation	2009	2010	2011	var 10/09	var 11/10
<b>Fonction publique</b>	<b>57 402</b>	<b>62 594</b>	<b>71 361</b>	<b>9,0%</b>	<b>14,0%</b>
Pouvoirs publics	16 102	17 845	20 053	10,8%	12,4%
Adm. Générale	7 253	8 335	9 521	14,9%	14,2%
Adm. Economiques	5 275	5 226	6 528	-0,9%	24,9%
Adm. du Développement	2 761	2 741	3 403	-0,7%	24,2%
Adm. des Transports	739	733	1 117	-0,8%	52,4%
Adm de l'Education	16 640	18 337	20 574	10,2%	12,2%
Adm. Sociales	8 576	9 335	10 030	8,9%	7,4%
Autres	56	42	135	-25,0%	221,4%
<b>MONP</b>	<b>9 643</b>	<b>9 682</b>	<b>13 063</b>	<b>0,4%</b>	<b>34,9%</b>
Libreville	4 079	4 093	4 458	0,3%	8,9%
Intérieur	5 564	5 589	8 605	0,4%	54,0%
<b>Collectivités locales</b>	<b>5 868</b>	<b>5 300</b>	<b>5 443</b>	<b>-9,7%</b>	<b>2,7%</b>
<b>Total</b>	<b>72 913</b>	<b>77 576</b>	<b>89 867</b>	<b>6,4%</b>	<b>15,8%</b>

Source :DGB

**III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés**

L'emploi dans les sociétés a augmenté de 9,4% en 2011. Cette variation s'explique principalement par l'accroissement des effectifs dans le secteur bois, en liaison avec la création des nouvelles unités de transformation du bois ; la réalisation des travaux des infrastructures de base et de celles de la CAN 2012, ayant nécessité des besoins de main d'œuvre dans le secteur des BTP (+12%).

**Evolution des effectifs du privé par secteurs d'activités**

Désignation	2009	2010	2011	var 10/09	var 11/10	Poids en 2010	Poids en 2011
Agriculture	2084	2233	2 312	7,1%	3,5%	4,1%	3,9%
Pétrole	2337	2447	2 450	4,7%	0,1%	4,5%	4,1%
Mines	1477	1492	1 509	1,0%	1,1%	2,7%	2,5%
Bois	5188	4095	6 985	-21,1%	70,6%	7,5%	11,6%
Industries Agro-alimentaires	3084	3420	3 557	10,9%	4,0%	6,2%	5,9%
Autres industries	1817	2820	2 964	55,2%	5,1%	5,1%	4,9%
Eau, électricité et raffinage	1963	3013	3 103	53,5%	3,0%	5,5%	5,2%
Bâtiment et travaux publics	3256	6857	7 680	110,6%	12,0%	12,5%	12,8%
Transports et Télécom	7240	8302	8 551	14,7%	3,0%	15,1%	14,3%
Services	8091	9908	10 304	22,5%	4,0%	18,1%	17,2%
Commerce	4741	7965	8 244	68,0%	3,5%	14,5%	13,7%
Banques et Assurances	2052	2295	2 343	11,8%	2,1%	4,2%	3,9%
<b>Total</b>	<b>43 330</b>	<b>54 847</b>	<b>60 002</b>	<b>26,6%</b>	<b>9,4%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

Source : Estimation DGEPP

### III.5.2 Le chômage

Les résultats de l'Enquête Nationale sur l'Emploi et le Chômage (ENEC) réalisée en 2010, puis publiée en avril 2012, ont établi un taux de chômage à 20,4% au sens du BIT, avec une tendance plus prononcée pour les jeunes. Sur cette base, la structure et la dynamique de l'emploi montrent une tendance généralisée de prédominance des emplois des entreprises privées informelles (47%) par rapport aux emplois des entreprises formelles (15,7%).

### III.5.3 Les salaires

La masse salariale du secteur moderne a progressé de 8,1% à 1349,2 milliards de FCFA. Cette évolution est liée à l'augmentation du niveau des salaires aussi bien dans les sociétés que dans les administrations publiques.

#### Evolution de la masse salariale du secteur public

<i>En milliards de FCFA</i>	<b>2009</b>	<b>2010</b>	<b>2011</b>	<b>Var10/09</b>	<b>Var11/10</b>
<b>Sociétés</b>	<b>759,5</b>	<b>825,6</b>	<b>912,9</b>	<b>8,7%</b>	<b>10,6%</b>
Privés	642,4	703,4	784,3	9,5%	11,5%
Parapubliques	117,1	122,2	128,6	4,4%	5,2%
<b>Administrations</b>	<b>402,1</b>	<b>422,8</b>	<b>436,3</b>	<b>5,1%</b>	<b>3,2%</b>
Fonction Publique	345,8	367,5	387,3	6,3%	5,4%
MONP	33,9	29,8	25,8	-12,1%	-13,4%
Collectivités locales	22,4	25,5	23,2	13,8%	-9,0%
<b>Total général</b>	<b>1161,6</b>	<b>1248,4</b>	<b>1349,2</b>	<b>7,5%</b>	<b>8,1%</b>

Source : DGELF, DGB

#### III.5.3.1 La masse salariale du secteur public

Dans l'administration, 436,3 milliards de FCFA ont été mobilisés et orientés vers les traitements et salaires en 2011. Cette progression de 3,2% a résulté, d'une part, de la prise en compte des recrutements triennaux initiés dans les forces de défense et de sécurité principalement, d'autre part, de la régularisation des situations administratives des agents (glissements catégoriels, avancements automatiques, etc.).

La masse salariale de la Main-d'œuvre Non Permanente (MONP) a baissé de 13,4%, à 25,8 milliards de FCFA en 2011. Cette tendance s'explique par le non remplacement des agents exerçant à l'intérieur du pays. Parallèlement, la masse salariale des collectivités locales a fléchi de 9%, pour s'établir à 23,2 milliards de FCFA. Cette diminution découle du non remplacement systématique des agents.

### III.5.3.1 La masse salariale des sociétés

La masse salariale des sociétés a progressé de 10,6% à 912,9 milliards de FCFA en glissement annuel. Cette augmentation s'explique par la bonne tenue de l'activité dans la quasi-totalité des branches de l'économie, notamment les BTP, les banques, le commerce général structuré, les transports et télécommunications.

### III.5.4 Les prix

L'inflation au Gabon, mesurée par l'Indice Harmonisée des Prix à la Consommation (IHPC), a été de 1,3% en moyenne annuelle en 2011. Ce taux a perdu 0,2 point par rapport à celui observé en 2010. En glissement, les prix à la consommation ont augmenté de 2,2% sur un an.

La maîtrise de l'inflation s'explique principalement par la baisse des prix des communications (13,4%), des « meubles, articles de ménages et entretien courant de la maison (5,5%) ainsi que ceux de l'enseignement (4,2%).

Cependant, les prix de certains produits ont connu une inflation persistante depuis 2008. C'est le cas des prix des produits alimentaires (pains et céréales, viandes, poissons et fruits de mer, lait-fromages et œufs), lesquels ont augmenté de 4% en moyenne annuelle.

En définitive, les prix à la consommation au Gabon ont été contenus dans la norme communautaire de la CEMAC (<3%) pour la troisième année consécutive.

#### Evolution des prix à la consommation 2009-2011

Regroupements	Pond.	Moyenne annuelle					Glissement (%)
		2009	2010	2011	var10/09	var11/10	
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>10000</b>	<b>115,2</b>	<b>116,9</b>	<b>118,3</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,3</b>
Produits alimentaires et boissons non alcool...	3291	115,6	120,6	125,5	4,3%	4,1%	4,9
Pains et céréales	673	114,3	116,6	124,5	2,0%	6,8%	8,6
Viandes	720	115,4	116,9	121,8	1,3%	4,2%	7,9
Poissons et fruits de mer	446	127,6	138,9	148,9	8,9%	7,2%	4,6
Lait, fromage et œufs	243	111,5	111	116,2	-0,4%	4,7%	4,8
Huiles et graisses	183	119,2	113,3	111,9	-4,9%	-1,2%	1,8
Légumes et tubercules	534	117	126,3	130,3	7,9%	3,2%	5,2
Boissons alcoolisées et tabac	185	102,7	114,1	116	11,1%	1,7%	0,2
Articles d'habillement et chaussures	794	101,7	99,7	101,1	-2,0%	1,4%	5
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	126,3	126,8	127,5	0,4%	0,6%	1
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	110,5	106,9	101	-3,3%	-5,5%	-6,5
Santé	357	115,9	116,7	121,1	0,7%	3,8%	-1,9
Transports	990	111,7	113	117	1,2%	3,5%	3,5
Communications	355	147,8	135	116,9	-8,7%	-13,4%	-8,5
Loisirs et cultures	503	98,6	100,3	99,5	1,7%	-0,8%	4,7
Enseignement	170	100,8	107,3	102,8	6,4%	-4,2%	-10,6
Restaurants et hôtels	466	107,7	112,7	115,8	4,6%	2,8%	8,1
Biens et services divers	275	105,9	102,8	102,3	-2,9%	-0,5%	0,5

Source: DGSEE, DGEPE

QUATRIEME PARTIE

LA POLITIQUE ECONOMIQUE  
DU GOUVERNEMENT EN 2011

## QUATRIEME PARTIE : LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2011

L'objectif de faire du Gabon une économie émergente s'est matérialisé par l'adoption du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE). Ainsi, les principales orientations de la politique économique du gouvernement ont visé prioritairement le développement du secteur productif, le développement des infrastructures de base et une meilleure prise en compte du volet social. La mise en œuvre de ce programme a nécessité certains préalables notamment, l'amélioration du climat des affaires, une meilleure gestion des finances publiques et le renforcement du système éducatif et sanitaire.

### IV.1 La politique budgétaire

Les ressources budgétaires de l'État ont financé les différents projets contenus dans le PSGE. A cet effet, des mesures ont été prises en adéquation avec les recettes, les sources de financement et les dépenses.

#### IV.1.1 Recettes

En matière des recettes hors pétrole, le gouvernement a opté pour l'élargissement de l'assiette fiscale par:

- l'élaboration des codes (pétrolier et minier) et la formation des personnels de ces secteurs afin de mieux contrôler et sécuriser les revenus escomptés;
- l'identification de nouvelles niches fiscales concrétisée par la réduction du nombre de mesures fiscales dérogatoires.

Les nouvelles sources de financement se sont fondées sur les prises de participation dans les grandes compagnies internationales, les contrats de partage et les partenariats Public-Privé dans le financement des grands ouvrages publics.

#### IV.1.2 Dépenses

L'objectif du Gouvernement a été d'assurer la maîtrise de la dépense publique à travers la rationalisation des dépenses hors dette et la mise en œuvre d'une stratégie d'endettement prudente.

Pour les dépenses hors dette, il s'est agi de:

- l'amélioration de la préparation du budget grâce au Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), outil de programmation budgétaire pluriannuel permettant une gestion budgétaire en cohérence avec le cadre macro économique et la vision stratégique du PSGE;
- l'optimisation de l'exécution de la dépense avec la formalisation des plans d'engagement et des plans de passation des marchés, le principe des avances de démarrage et de liquidation partielle;
- la mise en place de la comptabilité spéciale des matières ainsi que l'informatisation complète des actes de gestion de la solde;
- le programme de départ volontaire et de mise en retraite anticipée;
- la réduction de la consommation d'eau et d'électricité des administrations.

La stratégie d'endettement vise l'amélioration du profil de la dette. Ainsi, les emprunts contractés par l'Etat doivent avoir une maturité moyenne de dix ans, un délai de grâce d'au moins deux ans, un taux d'intérêt n'excédant pas 5% et un plafond fixé désormais à 100 milliards de FCFA par an.

### IV.1.3 Gestion de la dette

Le gouvernement a poursuivi sa politique d'endettement prudente, non onéreuse et axée sur un plus grand recours au marché de valeurs mobilières amorcée depuis 2009.

## IV.2 La politique sociale

Au plan social, des actions ont été menées en faveur des systèmes éducatif et sanitaire afin d'améliorer l'offre des services et la qualité des prestations rendues aux populations.

### Éducation

On a principalement enregistré :

- la Création de l'Agence Nationale des Bourses du Gabon (ANBG);
- la Rétrocession de la gestion des bourses de coopération et de celles financées par les entreprises privées à l'ANBG;
- le transfert de la gestion des bourses du pétrole à l'ANBG;
- la construction de 400 salles de classe supplémentaires et d'aménagements divers dans les différents établissements scolaires du pays;
- la création d'une École des Métiers du Bois, dans la perspective de la future Université de la Cité Verte et de l'Éducation.

Dans le même temps, l'adoption des mesures visant l'amélioration des conditions d'études des élèves et des étudiants s'est poursuivie avec, d'une part, le maintien de la politique de gratuité

des manuels scolaires au primaire et au secondaire, d'autre part, l'augmentation de 25% du montant de la bourse d'études des étudiants au Gabon et de 10% pour ceux de l'étranger.

### **Santé et Affaires Sociales**

Concernant la santé publique, l'accent a été mis sur:

- l'intensification des actions de prévention et des actions curatives contre les pandémies, les maladies transmissibles et non transmissibles;
- la poursuite du programme de construction et de réhabilitation des centres médicaux, des centres de santé et des dispensaires sur toute l'étendue du territoire;
- l'augmentation significative de 150% du Fonds d'Appui à la Lutte contre le VIH-SIDA (de 1 milliard de FCFA à 2,5 milliards de FCFA);
- la gratuité totale du traitement antirétroviral pour toutes personnes infectées par le VIH-SIDA vivant au Gabon;
- la gratuité des soins prénataux et d'accouchement pour toutes les femmes enceintes infectées par le VIH-SIDA;
- l'intégration de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH-SIDA autrefois réservée aux CTA dans les services de médecine des Centres Hospitaliers, des Centres Médicaux et des Centres de Santé;
- l'intensification des campagnes de sensibilisation sur le VIH-SIDA dans la population et auprès des groupes cibles;
- la mise en œuvre d'une véritable stratégie de marketing social du préservatif;
- l'implication des responsables politiques, administratifs publics et privés, ainsi que des leaders confessionnels et associatifs dans la sensibilisation des populations contre le VIH-SIDA;
- la mise en place d'un plan d'urgence pour l'accueil et l'hospitalisation des malades dans les différents hôpitaux notamment au Centre Hospitalier de Libreville (CHL).

Au niveau des Affaires Sociales, l'accent a été mis sur l'accélération de la mise en place des prestations de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS).

### **Eau et Électricité**

Le problème de l'alimentation en eau et en électricité se pose aussi bien en milieu urbain que rural en raison de l'insuffisance des capacités de production et de distribution de la SEEG. Afin d'y pallier à court terme, le gouvernement a décidé de:

- doter les quartiers enclavés de pompes hydrauliques;
- corriger la faiblesse des capacités de production et de distribution en eau et en électricité;
- mettre en place une Agence de Régulation du secteur de l'eau et de l'électricité;
- poursuivre l'opération de gratuité d'eau et d'électricité au profit des familles économiquement faibles.

## IV.3 Les politiques sectorielles

### Développement du secteur productif

Dans l'optique d'impulser le développement des secteurs à haute potentialité, des efforts particuliers ont été consentis dans les domaines de l'agriculture, de la forêt, des mines, du pétrole et du tourisme.

#### Agriculture

Les mesures mises en œuvre par le Gouvernement ont principalement concerné:

- le renouvellement de l'accord de Partenariat Pêche Gabon-Union Européenne (UE);
- la mise en place d'une cellule interministérielle de coordination des interventions des acteurs de la surveillance des activités de mer;
- la mise en place effective de six (6) fermes agropastorales sur l'ensemble du territoire.

#### Forêt

L'accent a été mis sur les projets suivants :

- la reprise en main de l'Organisation Africaine du Bois (OAB) par la mise en place d'une équipe composée de cadres gabonais;
- le projet d'aménagement de la forêt classée de la Mondah;
- la délocalisation de l'École Nationale des Eaux et Forêts(ENEF) à Makokou.

#### Mines et Pétrole

Les actions suivantes ont été menées:

- création de la Compagnie Nationale des Mines;
- audit des pratiques opérationnelles en matière technique, économique, juridique et fiscale de la Direction Générale des Mines et de la Direction Générale des Impôts;
- audit des opérations d'exploration, de production, d'exportation et de commercialisation des opérateurs du secteur pétrolier;
- étude comparative des contrats de concession et de partage des profits signés par chaque société pétrolière avec le Gouvernement, sous des normes internationales établies et autres contrats similaires dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe ainsi que sur les continents américains;
- développement d'une filière aurifère par la Compagnie Equatoriale des Mines(CEM).

## **Tourisme**

Le Gouvernement, dans son ambition de faire du Gabon une destination de référence mondiale dans l'écotourisme et le tourisme d'affaires a produit en 2011 trois documents d'importance, à savoir:

- le Plan Directeur du Développement du Tourisme (PDDT);
- le Plan Directeur de Développement de l'Écotourisme (PDDE);
- le Compte Satellite du Tourisme (CST) qui est un outil recommandé par l'Organisation Mondiale du Tourisme permettant aux décideurs de la filière touristique de disposer d'une base de données statistique pertinente.

## **Zones Économiques Spéciales**

On note l'inauguration en 2011, de la Zone Économique Spéciale de NKOK dans la province de l'Estuaire en attendant la mise en place de celles de Port-Gentil et de Lastourville.

## **Développement du secteur privé**

Le développement du secteur privé exige l'amélioration du climat des affaires. Celui-ci se fonde sur la mise en place d'un dispositif institutionnel et réglementaire à même d'impulser un accroissement de la contribution du secteur privé hors pétrole dans la formation du PIB. On retient à cet effet:

- la poursuite du processus de réorganisation de la Chambre de Commerce en vue de mettre le secteur privé au centre de l'organisation et du fonctionnement de cette institution;
- l'opérationnalisation du Centre de Développement des Entreprises (CDE) chargée de la facilitation des formalités administratives nécessaires à la création des entreprises et de l'appui aux promoteurs dans la réalisation de leurs projets.

## **Développement des infrastructures**

Le développement des infrastructures s'est matérialisé par le lancement de la première phase du Plan Directeur National d'Infrastructures. Celle-ci a concerné les secteurs transport, énergie, communication et habitat.

## **Transport**

En matière de transport, l'action du Gouvernement a porté sur :

- le démarrage des travaux des voiries des capitales départementales du Haut-Ogooué;
- la construction d'une route en béton bitumineux avec ouvrage d'art Koulamoutou-Pana sur un linéaire de 91 km;
- le suivi des études de la route Pana-Dienga-Lemanassa-Bakoumba;

- le lancement des études pour la construction en béton bitumineux de la route Koulamoutou-Popa-Mbigou;
- la construction d'une route en béton bitumineux Lastourville-Gare SETRAG sur un linéaire de 6km;
- la poursuite du renforcement du réseau routier de la province de la Ngounié;
- le lancement des travaux d'aménagement de l'axe Angondje-Okala Carrière-Camp de Gaulle;
- le projet de construction du Port de Mayumba;
- la restructuration de la SOGATRA.

## Énergie

La valorisation du potentiel énergétique s'est concrétisée par la mise en œuvre d'importants projets, à savoir:

- le programme de renforcement de l'hydraulique villageoise dans la province de la Nyanga;
- la construction du château d'eau et adduction d'eau à Moulengui-Bindza;
- la saisine immédiate de l'Agence de Régulation de l'Eau Potable et de l'Energie;
- la présentation par la SEEG d'un plan de rattrapage pour le renouvellement des équipements sur une période de cinq (5)ans;
- le respect strict des délais contractuels de réalisation de branchements en eau et électricité et de traitement des réclamations;
- l'électrification des lignes Koula-Moutou-Popa et Lastourville-Okondja;
- l'extension de l'éclairage public à Koula-Moutou ;
- l'adduction en eau potable du district de Popa ;
- la construction d'un château et d'une usine de traitement d'eau à Lastourville ;
- l'adduction en eau potable des districts de Matsatsa et Ndangui ;
- la construction d'une station de traitement d'eau, d'un château d'eau et d'un réseau de distribution à Pana;
- l'aménagement du réseau d'eau et électricité à Dienga;
- le lancement d'un programme d'hydraulique villageoise dans tous les départements;
- la construction d'une micro centrale hydroélectrique de 400 kw à Malinga et Iboundji;
- la poursuite d'installation de panneaux solaires dans les zones dépourvues de réseau interconnecté;
- l'électrification des axes Kango-Bifoun-Lambaréné et Bifoun-Ebel-Abanga- Ndjolé;

- le démarrage des travaux de réhabilitation de l'éclairage public des villes de Franceville, Moanda et Mounana;
- les travaux d'adduction d'eau potable à Ngouassa (Fougamou) et Massika;
- la construction d'une microcentrale de 8 Mw à Dibwangui;
- la construction d'une microcentrale hydroélectrique de 450 Kw sur la rivière de Bibaka à Malinga et de la ligne de transport d'énergie électrique associée.

### **Télécommunications**

Dans le domaine des infrastructures de télécommunication, le Gouvernement s'est consacré à:

- la mise en place du câble ACE (atlantic connexion to Europe) pour l'extension de l'accès au haut débit en vue de la CAN 2012;
- l'élaboration du plan géomatique pour constituer le système d'information géospatial du Gabon;
- la couverture radio -télévision sur toute l'étendue du territoire national.

## **IV.4 La politique monétaire**

La stratégie de politique monétaire de la BEAC a reposé sur la reconduction de l'objectif de refinancement des banques, la stabilité des taux directeurs et des coefficients applicables sur les dépôts à vue et à terme.

### **Refinancement bancaire**

A fin décembre 2011, la politique de refinancement de la BEAC est demeurée sans effet sur les banques créatrices de monnaie, en raison de leur excédent de liquidité. Par conséquent, l'objectif de refinancement est resté inchangé à 2 milliards de FCFA.

### **Politique des taux d'intérêt**

Le Comité de Politique Monétaire a laissé inchangé les principaux taux d'intervention (TIAO, TIPP, TISP), en liaison avec un taux de croissance du PIB réel projeté.

**Taux d'intervention et de conditions bancaires de la BEAC**

	<b>TIAO</b>	<b>TIPP</b>	<b>TPB</b>	<b>TDM</b>	<b>TCM</b>
mars-11	4,00%	5,75%	10,00%	supprimé	3,25%
juin-11	4,00%	5,75%	10,00%	supprimé	3,25%
sept-11	4,00%	5,75%	10,00%	supprimé	3,25%
déc-11	4,00%	5,75%	10,00%	supprimé	3,25%
mars-12	4,00%	5,75%	10,00%	supprimé	3,25%

	<b>TISP à 7j</b>	<b>TISP à 28j</b>	<b>TISP à 84j</b>
mars-11	0,60%	0,60%+1/16 de point	0,60+2/16 de point
juin-11	0,60%	0,60%+1/16 de point	0,60+2/16 de point
sept-11	0,60%	0,60%+1/16 de point	0,60+2/16 de point
déc-11	0,60%	0,60%+1/16 de point	0,60+2/16 de point
mars-12	0,60%	0,60%+1/16 de point	0,60+2/16 de point

Les taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC ont été également maintenus :

- taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPP0) : 1% ;
- taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1): 0,80% ;
- taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts Spéciaux (TISPP2) est fixé à 0,60%.

**Réserves obligatoires**

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires sont restés identiques.

	<b>DAV</b>	<b>DAT</b>	<b>Taux de rémunération</b>
mars-11	11,75%	9,25%	0,05%
juin-11	11,75%	9,25%	0,05%
sept-11	11,75%	9,25%	0,05%
déc-11	11,75%	9,25%	0,05%
mars-12	11,75%	9,25%	0,05%

CINQUIEME PARTIE

LES ESTIMATIONS 2012 – 2013

## CINQUIEME PARTIE : LES ESTIMATIONS 2012-2013

### V.1 L'activité internationale

Marquée par la morosité économique observée dans les pays avancés, la fragilité des places boursières, les catastrophes naturelles survenues au Japon et les tensions géopolitiques découlant du printemps arabe, l'économie mondiale a amorcé une décélération en 2012. Celle-ci s'est distinguée par une forte hausse du taux de chômage, une importante contraction des flux commerciaux et une baisse des investissements directs étrangers.

De même, la hausse des cours des matières premières sur le marché international a eu des répercussions sur l'inflation globale dans de nombreux pays. Celle-ci a résulté essentiellement de la hausse marquée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

Enfin, en matière de politique monétaire, de nombreuses banques centrales ont adopté une politique expansionniste, à travers le maintien des principaux taux directeurs à des niveaux relativement bas.

Dans ce contexte, l'expansion mondiale est revenue à 3,2% en 2012 contre 3,9% en 2011.

#### V.1.1 La conjoncture dans les principaux pays industrialisés

L'ensemble des **pays avancés** a enregistré en 2012 une croissance estimée à 1,2% en liaison avec les difficultés structurelles de plusieurs économies de la zone, combinées à une crise de la dette dans certains pays de l'Europe du Sud et une atonie de la demande.

Au sein de ce groupe, l'économie **américaine** a progressé à 2,2% en 2012, du fait de la faiblesse du marché immobilier et de la morosité de la demande.

Au **Japon**, le PIB a augmenté de 2% en 2012 contre -0,6% après les cataclysmes naturels qui ont touché le pays en 2011. La hausse des exportations vers ses principaux partenaires (Etats-Unis et Chine) explique cette évolution.

A l'instar des autres économies, les pays de la **zone euro** ont été touchés par l'incertitude politique et financière en Grèce, les problèmes du secteur bancaire en Espagne, le soutien limité du commerce extérieur et le recul de la consommation. Ainsi, la croissance de la zone a été de -0,6% après 1,4% un an plus tôt.

Au sein de ce bloc économique, l'économie **allemande** a fortement décéléré à 0,9% contre 3,1% en 2011, en raison d'une chute des exportations et des investissements. Parallèlement, la **France**

a enregistré une croissance nulle sur la période. L'**Italie** et l'**Espagne** ont enregistré des croissances négatives respectives de -2,1% et -1,4%.

Hors de la zone euro, l'activité au **Royaume-Uni** a régressé de 0,2% contre une croissance de 0,9% un an auparavant.

### V.1.2 La conjoncture dans les pays en transition

Les pays en transition d'Europe de l'Est ont également pâti du ralentissement de l'économie mondiale. Toutefois, on peut noter qu'au sein de ce groupe, ceux exportateurs de pétrole ont bénéficié de la hausse des cours de cette matière. Ainsi, le PIB russe a augmenté de 3,4% contre 4,3% en 2011. Dans le même sillage, les pays de la Communauté des Etats Indépendants ont enregistré une croissance de 3,4% après 4,8% en 2011.

### V.1.3 La conjoncture dans les pays émergents et en développement

En 2012, les pays émergents et en développement ont enregistré une croissance de 5,1% contre 6,4% en 2011. Même si au sein de cet ensemble, les évolutions ont été diverses.

Les pays émergents d'Asie ont maintenu un taux de croissance à 6,6% sous l'impulsion des économies chinoise et indienne. Le PIB de la **Chine**, tiré par la concrétisation de nombreux projets dans le domaine des infrastructures, s'est accru de 7,8% (après 9,3%) et celui de l'**Inde** de 4% (après 7,7%).

En liaison avec la contraction des échanges mondiaux, l'activité en **Amérique latine** a chuté à 3% en 2012 contre 4,6% un an plus tôt. Le PIB du **Mexique** s'est stabilisé à 3,9%. Celui du **Brésil** a reculé à 0,9% contre 2,7% en 2011.

Après plusieurs années de forte croissance, l'économie de l'**Afrique subsaharienne** a ralenti à 4,8%, sous l'effet de la chute brutale des exportations en volume constatée en début d'année, suite à l'effondrement de la demande mondiale.

Les économies des Etats membres de l'**Union Economique et Monétaire Ouest-africaine (UEMOA)**, dopées par le redressement de la production agricole, la forte reprise de l'activité économique en Côte-d'Ivoire et le dynamisme de la production minière, ont enregistré un taux de croissance estimé à 5,8% en 2012 contre 0,6% en 2011. Les résultats économiques par pays se présentent ainsi: **Côte-d'Ivoire** (8,6%), **Mali** (-1,5%), **Sénégal** (3,7%), **Burkina Faso** (8%) et **Niger** (11,6%).

### V.1.4 La conjoncture dans les pays de la CEMAC

Les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), portés par un programme de réformes régionales et l'évolution positive des cours des produits de base, ont enregistré des performances économiques satisfaisantes. Les résultats économiques des pays de la zone sont les suivants: **Cameroun** (5,1%), **Gabon** (5,3%), **Guinée-Équatoriale** (5,3%), **Tchad** (7,6%), **Centrafrique** (3,6%) et **Congo** (4,2%).

### V.1.5 L'inflation

L'inflation tendrait à baisser dans l'ensemble des pôles économiques en 2012. Dans les pays avancés, le repli des cours des produits de base occasionnerait un repli des prix à la consommation. Les économies émergentes et en développement quant à elles enregistreraient une inflation en baisse mais élevée. Ainsi, pour ces deux pôles, l'inflation tendrait à fléchir respectivement de 1,9% et 6,1%.

### V.1.6 Le Chômage

En liaison avec les difficultés de la sphère économique, le taux de chômage mondial resterait à un seuil élevé. Toutefois la situation serait plus préoccupante dans les pays avancés avec un taux de 8%, du fait de la perte de milliers d'emplois.

Aux États-Unis en dépit d'une légère baisse de ce taux à 8,2% le nombre de demandeurs d'emplois de longue durée serait en hausse. Le chômage des jeunes affecterait les pays de la zone euro qui connaîtrait un taux de 11,2% en hausse par rapport à 2011.

Dans les pays émergents et en développement, le taux serait variable selon les pays.

### V.1.7 L'évolution des produits de base

En 2012, les cours des matières premières sont restés volatiles, et cette tendance devrait se poursuivre en 2013, non seulement du fait de l'environnement économique instable, mais aussi des tensions politiques persistantes dans certaines régions du monde. Cependant, l'activité des pays émergents, en particulier la Chine et l'Inde, soutiendrait les marchés des matières premières au cours de cette période.

#### ➤ Le Pétrole

En 2012, le marché a été marqué par la stabilité des prix en dépit des tensions latentes sur l'offre mondiale dans les principales régions productrices. Ainsi, les prix du Brent se sont établis en moyenne à 111,8 dollars le baril.

Pour 2013, il est prévu un fléchissement des cours du pétrole brut, en raison principalement des effets conjugués d'une faiblesse de la demande mondiale, d'une diminution escomptée des tensions géopolitiques pesant sur l'offre de pétrole et de la persistance d'une production supérieure aux quotas de la part des pays membres de l'OPEP. Ainsi, le prix moyen du Brent régresserait pour s'établir autour de 100 dollars le baril.

#### ➤ Le manganèse

Les cours du minerai de manganèse se sont repliés de 14% au cours de l'année 2012, sous l'effet d'un marché excédentaire et de l'existence de stocks importants dans les ports chinois. La tonne

de minerai de manganèse s'est négociée à 4,86 US dollars/dmtu en 2012 sur le marché mondial contre environ 5,65 US dollars/dmtu<sup>2</sup> en 2011.

➤ **Le fer**

Affaiblis par la crise de la sidérurgie chinoise, les prix du minerai de fer ont baissé de 12,4% en 2012. Ce recul a également été provoqué par l'important reflux de l'activité dans l'acier européen, se traduisant par la contraction de la demande du minerai.

Pour 2013, le prix du minerai de fer devrait continuer à se déprécier (-7%), malgré la stabilisation de la production sidérurgique mondiale.

➤ **L'huile de palme**

La hausse de la production mondiale d'huile de palme (50,7 millions de tonnes pour la campagne 2011/2012) et les stocks ont lourdement pesé sur les cours. Ainsi, la tonne d'huile de palme s'est échangée à 999,25 dollars en moyenne annuelle, soit une chute de 11,2% par rapport à 2011.

La production mondiale d'huile de palme est estimée à 51,9 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013. Face à une consommation qui devrait progresser de 5,6%, les cours resteraient élevés.

➤ **Le caoutchouc**

Le ralentissement de la demande dans les principaux pays consommateurs, les niveaux élevés des stocks en Chine, ainsi qu'une abondance de disponibilités ont pesé sur les cours du caoutchouc naturel. De fait, ceux-ci ont chuté de 31% pour se situer à 310,55 USD cents/kg.

➤ **Le café**

En 2012, les cours du café ont accusé une baisse, en liaison avec la situation économique mondiale. Ainsi, l'arabica a vu ses cours s'effondrer de 32,6% pour se situer à 178,62 cts/lb, pendant que ceux du robusta diminuaient de 4,3% à 110,69 cts/lb.

Pour la campagne caféière 2012/2013, la production mondiale connaîtrait une hausse de 1,5%. Cependant, la progression de la consommation mondiale de café des pays exportateurs et des marchés émergents, associée à la pénurie de la variété des Arabicas lavés d'Amérique centrale, soutiendraient les cours de l'ensemble des variétés de café.

➤ **Le cacao**

La production mondiale de cacao pour 2011/2012 s'est située autour de 3,9 millions de tonnes, soit un repli de 7,5%, imputable aux contre-performances de la Côte-d'Ivoire et du Ghana. Par ailleurs, en raison de la mauvaise qualité de la fève, les cours du cacao ont connu une baisse de 19,1% à 2 400 dollars la tonne.

---

<sup>2</sup> Dmtu = Dry metric tonne unit ou unité de tonne métrique sèche

Compte tenu des problèmes d'infrastructures et du vieillissement des plants en Afrique de l'Ouest, l'offre mondiale de cacao pour 2012/2013 devrait décroître. Dans ces conditions, il est prévu une amélioration de 5,6% des cours du cacao, dont la tonne s'établirait à 2 490 dollars en 2013.

➤ **Le sucre**

Les cours du sucre ont baissé de 17,7% en 2012 pour se situer à 21,51 cents/livre, plombés par l'augmentation de 5,2% de la production mondiale à 177,73 millions de tonnes pour la saison 2011/2012, principalement tirée par la production asiatique et européenne.

En 2013, les cours mondiaux de sucre devraient se stabiliser. En effet, il est prévu un relèvement de 3,6% de la production mondiale de sucre en raison d'une hausse attendue des productions indienne, russe et ukrainienne. Par ailleurs, la consommation mondiale progresserait d'au moins 2,3%, confortée par la demande soutenue de canne à sucre par les industries de fabrication d'éthanol.

➤ **L'or**

La demande d'or a continué de progresser en 2012 du fait de la situation géopolitique et économique mondiale toujours instable, marquée par une croissance asiatique soutenue. L'once d'or s'est échangée à un prix moyen de 1668 dollars US, soit une évolution de 6,3% par rapport à 2011.

En 2013, la demande d'or se stabiliserait en raison de la reprise économique mondiale. Dans ces conditions, l'once d'or fléchirait pour s'établir sous la barre des 1500 dollars US.

## V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

### V.2.1 L'activité sectorielle

#### V.2.1.1 Le pétrole

En 2012, la production nationale de pétrole brut est estimée à 11,628 millions de tonnes contre 12,143 millions de tonnes en 2011, soit une baisse de 4,2%. Celle-ci est imputable au déclin naturel des champs matures et des difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs en début d'année.

Cependant, suite à l'embargo sur les exportations iraniennes de pétrole par l'Europe et aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, le prix moyen du baril de Brent se stabiliserait à 111 dollars US en 2012. De même, le prix moyen du brut gabonais augmenterait de 1,2% à 109,68 dollars US.

En revanche, le taux de change moyen du dollar par rapport au FCFA s'apprécierait de 8% à 510 FCFA en 2012.

#### V.2.1.2 Les mines

##### ➤ Le manganèse

Suite aux difficultés techniques sur les installations portuaires d'Owendo et à l'environnement économique défavorable (ralentissement de la production mondiale d'acier et baisse des prix de minerai de manganèse), l'activité de la Comilog serait morose. Ainsi, la production de minerai et d'aggloméré de manganèse pourrait s'établir à 3 millions de tonnes, soit un fléchissement de 14% par rapport à 2011.

##### ➤ L'or

L'exploitation industrielle de la mine d'or de Bakoudou par la société Managem a démarré fin 2011. A cet effet, il est prévu une production annuelle de 600 tonnes.

#### V.2.1.3 Les Agro-industries

Les agro-industries affichent de bonnes perspectives pour l'année 2012, en raison de la demande domestique soutenue liée à l'organisation de la CAN. Il en serait ainsi de l'activité de fabrication des boissons gazeuses et alcoolisées dont les capacités de production ont été augmentées suite à l'acquisition de deux nouvelles lignes de production à Libreville. De même, les filières farine et tabac tireraient profit de la demande ferme du marché local et des exportations vers les pays de la sous-région.

#### V.2.1.4 Le raffinage

La raffinerie marquerait un grand arrêt de deux (2) mois dans le but d'effectuer une maintenance industrielle et remettre à neuf l'outil de production. A cet effet, la société envisage investir 10 milliards de FCFA dont 5 seraient affectés à l'achat d'équipements neufs.

Dans ce contexte, la société compte traiter 760 000 tonnes métriques de brut, soit une chute de plus de 20% par rapport à 2011. De même, elle importerait 120 000 tonnes métriques de produits finis pour satisfaire la demande domestique durant l'arrêt de production.

#### V.2.1.5 L'énergie

En 2012, la société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) réaliserait des ouvrages de production d'électricité à l'intérieur du pays et poursuivrait les travaux de renouvellement et de renforcement sur les postes sources des réseaux de Libreville. Dans ce contexte, la production nette d'électricité progresserait de 6%, soit 1 941 millions de Kwh contre 1837 millions de Kwh en 2011.

De même, sous l'effet du lancement des travaux de la construction de la 7<sup>ème</sup> tranche de Ntoum, la société améliorerait la desserte en eau. La production s'établirait ainsi à 85,5 millions de m<sup>3</sup>, en hausse d'environ 4% par rapport à 2011, eu égard à la fermeté de la demande.

#### V.2.1.6 La seconde transformation des métaux

Dans le cadre de la modernisation de l'usine, pour une meilleure productivité, il est prévu l'installation d'un broyeur. Cependant, en raison des problèmes techniques rencontrés par l'opérateur du fait de l'obsolescence de son outil de production et de la forte concurrence des ciments importés d'Asie, la production de ciment chuterait de 26% pour s'établir à 190 139 tonnes.

#### V.2.1.7 Les BTP

Le secteur du BTP connaîtrait des contre-performances en 2012, en raison du faible niveau des commandes publiques d'envergure, en liaison avec la finalisation des chantiers de la CAN 2012. Cette atonie se retrouverait principalement dans le segment eau-électricité-téléphone. A cet effet, le chiffre d'affaires consolidé régresserait de 2,4% pour un montant de 300 milliards de FCFA en 2012.

#### V.2.1.8 Les transports et les auxiliaires de transport

Une morosité de l'activité serait observée dans le secteur des transports et auxiliaires de transport, en liaison avec la baisse du trafic des produits minéraliers (pétrole et manganèse) et des autres marchandises, notamment les produits pétroliers raffinés. Pour le transport des passagers, l'organisation de la CAN 2012 devrait permettre l'augmentation du nombre de personnes acheminées par rail et par voie aérienne.

### V.2.1.9 Les télécommunications

Le raffermissement de l'activité des télécommunications se poursuivrait en 2012, avec l'utilisation de la fibre optique lors de la CAN. Ainsi, le nombre d'abonnés au mobile serait de 2,8 millions de clients, soit une appréciation de 5% par rapport à 2011. Parallèlement, le nombre d'abonnés au téléphone fixe baisserait à 22 499 clients. Le chiffre d'affaires sectoriel s'élèverait à 379,5 milliards de FCFA.

### V.2.1.10 Le commerce

Globalement, il est attendu une activité soutenue dans le secteur commerce, en liaison avec la conjoncture favorable dans les autres secteurs. C'est ainsi que le commerce général structuré serait marqué par un relèvement du chiffre d'affaires de 9% à 325 milliards de FCFA, sous l'effet de la fermeté de la consommation des ménages.

Par ailleurs, les autres branches du commerce (vente de produits pétroliers et pharmaceutiques) tireraient profit des commandes soutenues des industries du bois, de l'État et des ménages.

### V.2.1.11 L'hôtellerie

Il est prévu une embellie de l'activité de ce secteur au regard des retombées de l'organisation de la CAN (flux touristique, exploitation des nouveaux hôtels et réhabilitation de certaines structures). Ainsi, le chiffre d'affaires progresserait fortement pour s'établir à 26,8 milliards de FCFA, conforté par la hausse des tarifs de la nuitée.

### V.2.1.12 Les autres services

Une embellie de 3,2% est attendue en 2012, à la faveur du regain d'activité dans les autres secteurs.

## V2.2 La Microfinance

La politique du Gouvernement pour la période 2012-2013 devrait favoriser le renforcement d'un secteur de microfinance viable, afin de permettre aux personnes économiquement faibles d'être actifs en accédant aux financements adaptés et contribuer au développement économique du pays.

Partant de cette vision, la Cellule envisage:

- l'adoption de la loi relative à la fiscalité des EMF pour une réduction du coût du crédit;
- l'organisation d'un atelier de validation de la stratégie nationale de développement de la microfinance et son adoption en Conseil de Ministres;
- la poursuite du projet de loi-cadre relative au fonctionnement des mutuelles d'épargne et de crédit, en vue de réglementer les initiatives informelles;
- la publication du numéro 2 de la revue microfinance;

- la réalisation de l'étude sur la création des sociétés de cautionnement des services financiers, notamment de microfinance;
- la réalisation de l'étude sur la prévention des risques dans les établissements de microfinance;
- la mise en réseau du progiciel de gestion et de surveillance des activités des établissements de microfinance.

### V.2.3 Les estimations macroéconomiques en 2012 et 2013

La période 2012-2013 serait caractérisée au plan international par un maintien à un niveau relativement élevé des cours des matières premières. Dans ce contexte, l'activité économique nationale devrait s'améliorer grâce notamment à la finalisation des travaux liés à la CAN 2012, la poursuite des réformes structurelles, la réalisation en 2013 des travaux liés à l'organisation du sommet de l'Union Africaine et l'accélération des travaux du Schéma Directeur National des Infrastructures du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

#### V.2.3.1 Les principales hypothèses

En l'absence de découvertes majeures, la production pétrolière baisserait de 4,2% en 2012 pour s'établir à 12,069 millions de tonnes. Dans le même temps, le prix du baril de pétrole et le taux de change du dollar s'amélioreraient, respectivement de 1,2% et 8%. Le secteur minier, quant à lui, régresserait de 11% suite au ralentissement de la production mondiale d'acier. Toutefois, le prix de la tonne de manganèse connaîtrait une baisse de 7,9% pour se situer à 276,1 dollars américains.

En 2013, la production pétrolière connaîtrait un regain pour se situer à 12,09 millions de tonnes, soit un accroissement de 3,9%. Dans le même temps, les exportations minières se renforceraient de 27,6% à 4,083 millions de tonnes.

Le baril de pétrole gabonais se vendrait à 96 dollars américains, soit une baisse de 12,5%, tandis que la tonne de manganèse se négocierait à 307,1 dollars américains, en hausse de 11,2% en 2013.

#### Tableau des principales hypothèses

	2011	2012	2013	var 12/11	var 13/12
Production pétrolière	12,14	11,63	12,09	-4,2%	3,9%
Exportation de manganèse	3594	3200	4083	-11,0%	27,6%
Prix du brut gabonais	108,4	109,68	96,0	1,2%	-12,5%
Prix du manganèse	299,6	276,1	307,1	-7,9%	+11,2%
Taux de change	472,4	510,2	510,7	8,0%	+0,1%

Source : DGEPP

#### V.2.3.2 La formation du PIB prévisionnel en 2012 et 2013

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) s'établirait à 5,3% en 2012 et 7,3% en 2013. En 2012, l'activité économique serait tirée exclusivement par le secteur hors pétrole. Cependant, en 2013, l'évolution du PIB résulterait du regain d'activité du secteur pétrole et du dynamisme du secteur hors pétrole.

**Évolution du taux de croissance du PIB**

(en %)	2011	2012	2013
<b>PIB total</b>	<b>7,0</b>	<b>5,3</b>	<b>7,3</b>
Pétrole	-2,4	-4,2	3,9
Hors pétrole	11,7	9,4	8,5

Source : *DGEPF*

**V.2.3.2.1 Les ressources du PIB prévisionnel en 2012 et 2013**

En 2012, il est prévu un repli du secteur primaire de 3,1%. Les secteurs secondaire et tertiaire, quant à eux, progresseraient respectivement de 4,8% et 9,8%.

La contreperformance du secteur primaire résulterait principalement du recul de la production pétrolière suite à la poursuite du déclin naturel des champs matures et à l'arrêt de la production sur certains puits, d'une part, et du déclin de l'activité minière suite au ralentissement de la production mondiale d'acier et à la baisse des prix de minerais de manganèse, d'autre part.

Bien qu'en hausse, le secteur secondaire amorcerait une phase de ralentissement de ses activités suite au recul des activités de raffinage et du BTP. L'activité de raffinage serait pénalisée par la remise à neuf de l'outil de production, tandis que celle des BTP fléchirait du fait de la fin des travaux liés à l'organisation de la CAN 2012.

En revanche, le secteur tertiaire serait le moteur de la croissance en 2012. Il gagnerait 1,7 point comparativement à son accroissement en 2011. Cette situation résulterait des performances attendues dans la quasi-totalité des branches.

En 2013, les secteurs primaire et secondaire progresseraient respectivement de 5,3% et 9,2%, tandis que le secteur tertiaire ralentirait en 2013 pour s'établir à 7,3%.

## Prévisions du PIB par secteur

(En milliards de FCFA)	PIB nominal au prix du marché					PIB réel (au prix de 2001)				
	2011	2012	2013	12/11	13/12	2011	2012	2013	12/11	13/12
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>8866,3</b>	<b>9064,4</b>	<b>9156,4</b>	<b>2,2</b>	<b>1,0</b>	<b>4563,6</b>	<b>4804,0</b>	<b>5152,9</b>	<b>5,3</b>	<b>7,3</b>
<b>PIB marchand</b>	<b>8005</b>	<b>8079,3</b>	<b>8038,8</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,5</b>	<b>3803</b>	<b>3951,8</b>	<b>4214,3</b>	<b>3,9</b>	<b>6,6</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>4898</b>	<b>4737,9</b>	<b>4368,9</b>	<b>-3,3</b>	<b>-7,8</b>	<b>1689,8</b>	<b>1638,1</b>	<b>1725,8</b>	<b>-3,1</b>	<b>5,4</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	207,3	222,6	245,1	7,4	10,1	191,5	199,1	209,7	4,0	5,3
Agriculture	131,1	134,2	147,9	2,4	10,2	132,8	136,7	144,4	2,9	5,6
Vivrière	107,3	115,3	126,0	7,5	9,3	92,3	97,6	103,6	5,7	6,1
Rente	23,9	18,9	21,9	-20,9	15,8	40,6	39,1	40,8	-3,7	4,3
Chasse et Elevage	17,4	18,1	19,3	4,0	6,9	41,9	44,3	46,0	5,7	3,7
Pêche	58,8	70,3	77,8	19,6	10,7	16,7	18	19,4	7,8	7,8
Exploitation forestière	43,8	46,9	54,2	7,1	15,5	46,9	53,9	62,2	14,9	15,3
Pétrole brut	4458	4315,3	3892,7	-3,2	-9,8	1381,8	1323,2	1374,8	-4,2	3,9
Mines	188,9	153	177,0	-19,0	15,7	69,6	62	79,1	-10,9	27,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>925,9</b>	<b>995,9</b>	<b>1106,8</b>	<b>7,6</b>	<b>11,1</b>	<b>557,4</b>	<b>584,0</b>	<b>637,8</b>	<b>4,8</b>	<b>9,2</b>
Industries agro-alimentaires, boissons	132,8	144,1	159,4	8,5	10,6	95	101,5	108,7	6,8	7,1
Industrie du bois	60,5	64,5	75,3	6,6	16,7	44,6	51,7	60,3	15,9	16,6
Autres industries	194,5	228,9	256,5	17,7	12,1	110,3	126,3	137,0	14,5	8,5
Raffinage	75,4	59,5	62,4	-21,1	4,8	11,6	9,1	10,9	-21,6	20,1
Electricité, Eau	64,2	70,3	77,6	9,5	10,4	45,7	48,7	52,1	6,6	7,1
BTP	360,2	387,9	438,7	7,7	13,1	215,5	210,3	230,7	-2,4	9,7
Recherche, services pétroliers	38,4	40,8	36,9	6,3	-9,6	34,6	36,4	37,9	5,2	4,2
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1682,3</b>	<b>1822,8</b>	<b>2014,8</b>	<b>8,4</b>	<b>10,5</b>	<b>1202,9</b>	<b>1320,7</b>	<b>1417,7</b>	<b>9,8</b>	<b>7,3</b>
Transports & Communications	399,1	436,7	477,8	9,4	9,4	293,2	325,7	347,1	11,1	6,6
Transport	274,9	303,5	330,0	10,4	8,7	143,1	147	154,9	2,7	5,4
Communications	124,2	133,3	147,8	7,3	10,9	150,1	178,8	192,2	19,1	7,5
Services	861,4	912,2	1005,4	5,9	10,2	626,6	687,4	735,5	9,7	7,0
Commerce	356,2	402,6	454,8	13,0	13,0	252	273,9	300,0	8,7	9,5
Services bancaires, assurances	65,6	71,3	76,7	8,7	7,6	31,1	33,7	35,2	8,4	4,3
<b>DTI et TVA</b>	<b>498,8</b>	<b>522,7</b>	<b>548,3</b>	<b>4,8</b>	<b>4,9</b>	<b>387,6</b>	<b>408,9</b>	<b>433,0</b>	<b>5,5</b>	<b>5,9</b>
<b>Services non marchands</b>	<b>861,3</b>	<b>985,2</b>	<b>1117,6</b>	<b>14,4</b>	<b>13,4</b>	<b>760,5</b>	<b>852,2</b>	<b>938,6</b>	<b>12,1</b>	<b>10,1</b>

Source: Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

### V.2.3.2.2 Les emplois du PIB prévisionnel en 2012 et 2013

En 2012, la croissance serait essentiellement tirée par la demande intérieure impulsée par le dynamisme de la consommation finale et de l'investissement total. Les mesures de soutien aux prix des produits de première nécessité, les embauches enregistrées dans la fonction publique (Forces de Sécurité, Education, Santé) et les emplois générés par la mise en œuvre des grands chantiers d'infrastructures devraient soutenir la consommation finale des ménages et des administrations.

En 2013, la dynamique de 2012 se consoliderait à travers la demande intérieure (+8,9%), soutenue par la consommation privée (+9,8%) et publique (+9,5%), ainsi que l'investissement privé hors pétrole (+13,9%) et publique (+6,4%).

#### Prévisions des emplois du PIB

(en milliards de FCFA)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 2001)				
	2011	2012	2013	12/11	13/12	2011	2012	2013	12/11	13/12
<b>Demande intérieure</b>	5553,3	6052,1	6749,0	9,0	11,5	4410,8	4787,9	5214,4	8,5	8,9
<b>Consommation totale</b>	3819,8	4274,2	4806,5	11,9	12,5	2951,6	3215,5	3527,7	8,9	9,7
Publique	1161	1308	1468,1	12,7	12,2	917,7	1006,7	1102,4	9,7	9,5
Privée	2658,8	2966,2	3338,4	11,6	12,5	2033,9	2208,8	2425,4	8,6	9,8
<b>Investissement total</b>	1733,5	1777,8	1942,5	2,6	9,3	1459,2	1572,4	1686,7	7,8	7,3
Dont: Pétrole	488,6	523,5	548,9	7,1	4,8	510,9	542	562,6	6,1	3,8
Hors pétrole	502,4	475,6	544,4	-5,3	14,5	328,6	370,3	421,8	12,7	13,9
Administration	732,6	778,7	849,2	6,3	9,1	637,7	660	702,3	3,5	6,4

Source : DGEPE

### V.2.3.4 Les prévisions du budget

En 2012, l'économie gabonaise poursuivrait son expansion. Les recettes budgétaires s'évalueraient à 2511,1 milliards contre 2495,8 milliards de FCFA en 2011. Nonobstant la baisse prévisible des recettes non pétrolières (-5,3%), les recettes budgétaires seraient en hausse de 0,6% suite à la bonne tenue des cours du pétrole sur le marché international et de l'appréciation du taux de change de l'euro par rapport au dollar.

**Prévisions des recettes budgétaires**

(En Milliards de FCFA)	2011	2012*	11/10 en %
Recettes pétrolières	1385,7	1460,1	5,4
Recettes non pétrolières	1110,1	1051	-5,3
<b>Total des recettes budgétaires</b>	<b>2495,8</b>	<b>2511,1</b>	<b>0,6</b>

Source : Comité des statistiques Estimation DGB\*.

Les dépenses publiques hors dette progresseraient de 2%. Cette évolution proviendrait du relèvement des dépenses de fonctionnement (+7%) et des dépenses en capital (+4,5%).

**Prévisions des dépenses publiques (hors dette)**

(En milliards de FCFA)	2010	2011	2012*	12/11 en %
Fonctionnement	874,3	<b>1189,1</b>	1272,9	7
Salaires et Traitements	414,9	450,1	529,4	17,6
Biens et Services	229,8	298,8	332,6	11,3
Transferts et Subventions	229,6	440,2	410,9	- 6,7
Prêts nets	66	19,2	14,3	-25,5
Investissement	847,4	<b>999,7</b>	1044,6	4,5
Fonds spéciaux (y. c. FER)	77,9	77,9	-	-
<b>Total des dépenses</b>	<b>1865,6</b>	<b>2285,9</b>	<b>2331,8</b>	<b>2</b>

Sources: Comité statistique, Budget\*

**Les dépenses de fonctionnement**

Les dépenses de fonctionnement se décomposent en salaires et traitements, biens et services et dépenses liées aux transferts et subventions. Elles progresseraient de 7%, suite à l'augmentation des dépenses au titre des transferts et subventions. Celle-ci résulte de la prise en compte du coût réel du soutien aux prix des carburants et au raffinage.

L'accroissement des dépenses en biens et services (+11,3%) s'expliquerait par la budgétisation de nouvelles unités administratives et activités (New York Forum Africa, participation aux compétitions sportives internationales).

## Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement enregistreraient une expansion de 4,5%, pour se situer à 1044,6 milliards de FCFA en décembre 2012 contre 999,7 milliards de FCFA en 2011, dont plus de 100 milliards de FCFA au titre des projets financés sur les ressources extérieures.

## La dette publique

En 2012, le service prévisionnel de la dette publique connaîtrait une augmentation de 61,3% à 427,8 milliards de FCFA contre 265,3 milliards l'année précédente. Cette évolution s'expliquerait par la hausse conjointe des paiements prévus sur la dette extérieure et intérieure. En effet, le service projeté de la dette extérieure serait en hausse de 35,5%, suite à l'accroissement simultané des intérêts (48%) et du principal (29,8%). Le service de la dette intérieure a presque triplé, en raison également de la hausse des intérêts et du principal.

### Evolution du service prévisionnel de la dette publique

(en milliards de FCFA)	2010	2011	2012	12/11 en %
<b>Dette extérieure</b>	<b>254,1</b>	<b>209,3</b>	<b>283,6</b>	<b>35,5</b>
Intérêts	69,3	65,9	97,5	48,0
Principal	184,8	143,4	186,1	29,8
<b>Dette intérieure</b>	<b>251,3</b>	<b>56</b>	<b>144,2</b>	<b>-</b>
Intérêts	4,3	2,3	21,9	-
Principal	247	53,7	122,3	127,7
<b>Total</b>	<b>505,4</b>	<b>265,3</b>	<b>427,8</b>	<b>61,3</b>

Source: Direction Générale de la Dette

### V.2.3.5 La balance des paiements prévisionnelle

Selon les projections, la balance des paiements se caractériserait par une amélioration de l'excédent du solde global de 19,8% en 2012, consécutive à une forte progression du solde du compte des opérations courantes, nonobstant une détérioration du solde du compte des capitaux.

#### V. 2.2.5.1 La balance des transactions courantes

La balance des transactions courantes enregistrerait un solde excédentaire en hausse de 21,8%, du fait de l'amélioration du solde de la balance commerciale.

### V.2.2.5.1.1. La balance commerciale

En 2012, le solde de la balance commerciale croîtrait de 14,1% pour atteindre 3707,3 milliards de FCFA contre 3249,1 milliards de FCFA en 2011. Cette évolution résulterait, d'une part, de l'augmentation de la valeur des exportations de 16,2% (+15,2% pour le pétrole et deux fois plus pour le manganèse), et d'autre part, de l'appréciation du taux de change du dollar américain par rapport au FCFA et ce, en dépit d'un accroissement de 20,9% des importations au cours de la même période.

#### Evolution de la balance commerciale

En milliards de FCFA	2010*	2011*	2012**	Var12/11
Exportations (fob)	3687,2	4669,8	5424,5	+16,2%
Importations (fob)	1176,7	1420,7	1717,2	+20,9%
Balance commerciale	2510,5	3249,1	3707,3	+14,1%
Taux de couverture (en %)	313,4	328,7	394,6	

Notes : \*Estimation ; \*\* Projection

Source : BEAC

### V.2.2.5.1.2. La balance des services

Le déficit de la balance des services devrait s'alourdir en 2012 (-11,2%), en raison de la détérioration de la quasi-totalité des postes de cette composante (Fret et assurances, voyages, autres services aux entreprises, ...).

### V.2.2.5.1.3. La balance des revenus

Le solde de la balance des revenus se caractériserait par un léger renforcement de son déficit en 2012, de l'ordre de 14,8% par rapport à 2011. Cette dégradation serait imputable, en grande partie, à la rubrique « revenus des investissements », dont le solde se détériorerait de 14,2% par rapport à l'exercice précédent.

### V.2.2.5.2 La balance des capitaux

En 2012, la balance des capitaux resterait structurellement déficitaire. Son solde se creuserait davantage passant de -38,3 milliards de FCFA en 2011 à -301,3 milliards de FCFA, en rapport avec la forte détérioration du solde du compte financier (Investissements Directs Etrangers et autres investissements).

### V.2.2.5.3. La balance globale

En définitive, la balance des paiements consolidée de l'exercice 2012 connaîtrait une amélioration de 19,8% de l'excédent de son solde (soit +47,6 milliards de FCFA), à 288,5 milliards de FCFA. Son financement serait assuré principalement par la reconstitution de réserves officielles d'un montant équivalent.

#### La balance globale

En milliards de FCFA	2010*	2011*	2012**	Var11/10	var 12/11
<b>1- Transactions courantes</b>	<b>541,2</b>	<b>484,4</b>	<b>589,8</b>	<b>-10,5%</b>	<b>+21,8%</b>
A- Biens et Services	640,1	603,1	710,5	-5,8%	+17,8%
a-biens	2510,6	3249,1	3707,3	+29,4%	+14,1%
b-services	-883,3	-1125,0	-1251,3	-27,4%	-11,2%
c-revenus	-987,2	-1521,0	-1745,5	-54,1%	-14,8%
B- Transferts	-98,8	-118,7	-120,8	-20,1%	-1,8%
<b>2- Mouvements de Capitaux</b>	<b>-445,3</b>	<b>-38,3</b>	<b>-301,3</b>	<b>+91,4%</b>	<b>--</b>
3- Erreurs et Omissions	-150,3	-205,3	--	--	--
<b>Balance globale</b>	<b>-54,4</b>	<b>240,9</b>	<b>288,5</b>	<b>--</b>	<b>19,8%</b>

Notes : \*Estimation ; \*\* Projection

Source : BEAC

### V. 2.3.6 L'emploi, les salaires et les prix

L'emploi dans le secteur moderne se consoliderait, sous l'effet des recrutements dans la fonction publique et dans le secteur privé (BTP, industries agro-alimentaire, industries du bois, énergie, transports, télécommunications...), en liaison avec une conjoncture économique favorable. En conséquence, la masse salariale poursuivrait une tendance haussière.

S'agissant des prix, les tensions inflationnistes resteraient perceptibles en 2012, notamment au niveau des postes « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « transports », en dépit des initiatives du gouvernement tendant à améliorer le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, l'inflation progresserait de 2,8% en 2012 contre 1,3% en 2011. Ce relèvement persistant des prix serait particulièrement expliqué par le déséquilibre entre l'offre et la demande intérieure.

## V.3 LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2012

La politique économique du gouvernement en 2012 aura pour fondement le « vaste chantier » engagé pour accélérer la transformation de l'économie aux fins de relever la croissance, renforcer le secteur social et faire du Gabon une économie émergente. Ainsi, le budget s'alignera sur cette vision afin de devenir l'instrument véritable de mise en œuvre de la politique économique et sociale du gouvernement.

### V.3.1 La politique budgétaire

La politique budgétaire s'inscrirait sur une trajectoire pluriannuelle soutenable. L'atteinte d'un tel objectif requiert un effort accru dans la mobilisation des recettes et la recherche de financements adaptés, combiné à la poursuite des réformes.

#### Recettes

Le financement du PSGE va nécessiter d'importants moyens financiers. A cet effet, le gouvernement s'attèlera à élargir l'assiette fiscale des recettes hors pétrole. A ce titre, des travaux en cours, au sein de la Direction Générale des Impôts ont permis de répertorier 222 dispositions fiscales à caractère dérogatoire contenus dans la charte des investissements, les codes minier et pétrolier. Ainsi, quatre-vingt et une (81) de ces mesures dérogatoires seront évaluées en termes de bénéfice tiré par l'État, en vue d'en diminuer le nombre.

#### Nouvelles sources de financement

Le Gouvernement envisage de recourir au marché financier pour mobiliser des ressources nécessaires à la réalisation des projets de développement. De même, il prévoit de nouer des partenariats publics-privés sur certains secteurs.

#### Dépenses

La mise en œuvre du PSGE et la prise en compte d'un certain nombre de préoccupations sociales devraient se traduire par un accroissement des dépenses d'investissement. Le gouvernement ambitionne alors de maîtriser les dépenses courantes à travers les réformes budgétaires.

### V.3.2 Les politiques sectorielles

Le gouvernement mettra l'accent sur la promotion du secteur productif, le développement du secteur privé et l'amélioration du climat des affaires, la mise en place des infrastructures et le renforcement du secteur social.

#### Secteur productif

En 2012, le gouvernement devrait réaffirmer ses orientations impulsées depuis 2009, en matière de développement des secteurs à haute potentialité et pour lesquels le pays dispose des atouts. A cet effet, les actions porteraient sur l'agriculture et la pêche, la forêt, les mines, le pétrole et le tourisme.

#### Agriculture et Pêche

Les mesures concernant ce secteur porteraient sur:

- le développement des palmeraies dans les provinces de l'Estuaire, du Moyen-Ogooué et de la Nyanga;
- la réhabilitation et l'extension de la plantation industrielle de cacao de Koula-Moutou ;
- la mise en œuvre d'une trentaine de nouveaux microprojets agricoles dans le Woleu-Ntem, financés dans le cadre du Projet de Développement Agricole;
- la construction et l'extension des ports de Libreville, Port-Gentil, Mayumba et Lambaréné, et des centres de pêche de Libreville, Owendo, Port-Gentil, Lambaréné et Omboué.

#### Forêt

Pour ce qui est de la forêt, le gouvernement entend prendre les décisions suivantes:

- l'accompagnement de la mise en œuvre du programme de développement des ressources forestières dans la région de Mayumba ;
- l'implantation par la SNBG de deux usines de transformation de bois à Owendo et à Lastourville.

#### Mines et Pétrole

En ce qui concerne les mines et le pétrole, les actions suivantes sont envisagées:

- la réforme du code minier et l'élaboration du code pétrolier;
- l'opérationnalisation des deux compagnies créées dans les domaines des mines (Compagnie Equatoriale des Mines) et du pétrole (Gabon Oil Company) et la création de Gabon Steel dans le domaine de la métallurgie ;
- la poursuite de la renégociation du contrat d'exploitation du gisement de fer de Bélinga.

## **Tourisme**

Le gouvernement ambitionne de faire du Gabon une destination touristique de référence mondiale dans l'écotourisme et le tourisme d'affaires. A cet effet, l'objectif est d'atteindre 10 000 visiteurs par an à l'horizon 2016. Ainsi, le gouvernement organisera des Zones d'Intérêt Touristique et mettra en place une politique de marketing et de communication.

## **Développement du secteur privé et amélioration du climat des affaires**

A ce propos, le gouvernement est déterminé à relancer et à améliorer le climat des affaires par la mise en place d'un cadre institutionnel et règlementaire qui comprendra:

- la poursuite du processus de réorganisation de la Chambre de Commerce ;
- l'opérationnalisation du Centre de Développement des Entreprises;
- la création des tribunaux de commerce dans le cadre de la mise en conformité du droit gabonais avec les dispositions de l'OHADA;
- la création de la nouvelle Agence Gabonaise pour la Promotion des Investissements et des Exportations;
- la création d'un Conseil Présidentiel de l'Investissement.

## CONCLUSION

L'économie gabonaise a enregistré des résultats appréciables en 2011 avec un taux de croissance de 7%, soutenu par le dynamisme de l'activité non pétrolière qui a réalisé une performance exceptionnelle (11,7%). Ce résultat est intervenu dans un contexte national de mise en œuvre d'une politique de grands travaux, en vue de combler le déficit du pays en infrastructures. Ainsi, de nombreux projets (hôtels, routes, centrales hydroélectriques, écoles, stades ...) ont été réalisés.

En 2012, le gouvernement pourrait amplifier les efforts en faveur du développement des infrastructures. Ainsi, les principales actions concerneraient entre autres, la finalisation des travaux liés à la CAN 2012, la poursuite de la modernisation des hôpitaux et des universités, le bitumage des principaux axes routiers....

Ces actions devraient s'opérer sur le plan économique dans un contexte de regain d'inflation, dont le taux serait toutefois contenu dans la norme communautaire ( $\leq 3\%$ ).

Le gouvernement s'attellera par ailleurs à promouvoir l'emploi, en vue de lutter contre le chômage en général, et celui des jeunes en particulier. Ainsi, la mise en œuvre des recommandations des états généraux de l'éducation en vue d'améliorer la formation et de la mettre en adéquation avec l'offre d'emploi constituerait un axe important.

Enfin, le processus de diversification en cours devrait se traduire par une augmentation de l'offre d'emplois. C'est pourquoi en vue de maintenir cette tendance, le gouvernement devrait amplifier des efforts visant à améliorer l'environnement des affaires.

SIXIEME PARTIE

LES ANNEXES

## ANNEXES

Tableau des indicateurs clés de l'Economie Gabonaise, 2011-2013	HISTORIQUE		
	2011	2012	2013
<b>I. Principales sources de la croissance (Croissance annuelle, %)</b>			
Agriculture, Elevage, Pêche	3,6%	4,0%	5,4%
Sylviculture et Exploitation forestière	-15,8%	15,0%	15,3%
Pétrole brut	-2,4%	-4,2%	3,9%
Mines	11,3%	-11,0%	27,6%
Industries du bois	18,1%	15,9%	16,5%
Electricité, gaz et eau	4,3%	6,4%	7,2%
Batiments et Travaux publics	70,3%	-2,4%	9,7%
Transports et télécommunications	6,2%	11,1%	6,6%
Commerce	8,2%	8,7%	9,5%
Services bancaires et assurances	17,0%	8,2%	4,5%
Autres services (y.c Restauration et Hôtels)	8,6%	9,7%	7,0%
<b>II. Profil de la croissance (taux de croissance annuel, %)</b>			
<b>PIB global</b>	7,0%	5,3%	7,3%
Pétrole	-2,4%	-4,2%	3,9%
Hors pétrole	11,7%	9,4%	8,5%
<b>III. Prix (taux de croissance annuel, %)</b>			
<b>Déflateur du PIB</b>	12,4%	-2,9%	-5,8%
Pétrole	38,5%	1,1%	-13,2%
Hors pétrole	-3,1%	-1,5%	2,1%
<b>Prix à la consommation</b>	1,2%	2,7%	2,5%
<b>IV. Transformation de l'économie (ratio au PIB, %)</b>			
Secteur primaire	37,0%	34,1%	33,5%
Secteur secondaire	12,2%	12,2%	12,4%
Secteur tertiaire	26,4%	27,5%	27,5%
<b>V. Prélèvements fiscaux (ratio au PIB, %)</b>			
<b>Recettes totales</b>	<b>29,8%</b>	<b>28,9%</b>	<b>30,2%</b>
Recettes pétrolières	18,9%	16,1%	16,4%
Recettes non pétrolières	10,9%	12,8%	13,8%
<b>VI. Dépenses (ratio au PIB, %)</b>			
<b>Dépenses courantes</b>	<b>12,4%</b>	<b>14,6%</b>	<b>17,0%</b>
Salaires et traitements	5,1%	5,7%	6,3%
Biens et services	3,0%	3,7%	4,0%
Transferts	3,3%	4,2%	5,1%
Interêts sur la dette	1,1%	1,0%	1,6%
<b>Dépenses en capital</b>	<b>10,4%</b>	<b>10,7%</b>	<b>13,3%</b>
Financées sur ressources intérieures	7,6%	8,7%	10,4%
Financées sur ressources extérieures	2,8%	2,0%	2,9%
<b>VII. Soldes (ratio au PIB, %)</b>			
Solde primaire hors recettes pétrolières	-12,5%	-12,9%	-15,9%
Solde global (hors dons)	5,2%	2,1%	-1,0%
<b>VIII. Consommation et Investissement</b>			
Taux d'investissement global (ratio au PIB, %)	32,0%	32,7%	32,7%
Taux d'invest. hors pétrole (ratio au PIB hors pétrole, %)	30,4%	29,6%	29,8%
Taux de consommation privée (ratio au PIB, %)	44,6%	46,0%	47,1%

### Tableau des principaux indicateurs macroéconomiques (suite)

Activité (en milliards de Fcfa)	1998*	1999*	2000*	2001*	2002*	2003*	2004*	2005*	2006*	2007*	2008*	2009*	2010	2011
<b>PIB aux prix de 2001 * 1991</b>	<b>1 895</b>	<b>1 726</b>	<b>1 693</b>	<b>1 730</b>	<b>1 725</b>	<b>1 768</b>	<b>1 791,6</b>	<b>1845,7</b>	<b>1867,4</b>	<b>1971,2</b>	<b>2016,9</b>	<b>1988,3</b>	<b>4263,4</b>	<b>4563,5</b>
Pétrole	547	483	421	398	388	415	416,3	410,9	368,4	374,6	364,9	365,2	1415,8	1381,8
Hors Pétrole	1348	1243	1272	1332	1337	1353	1375,3	1434,8	1499	1596,6	1652	1623,1	2847,6	3181,7
<b>PIB aux prix courants</b>	<b>2645</b>	<b>2 871</b>	<b>3 608</b>	<b>3 455</b>	<b>3 437</b>	<b>3 519</b>	<b>3792,1</b>	<b>4570,9</b>	<b>4991,5</b>	<b>5478,2</b>	<b>6454,2</b>	<b>5484,8</b>	<b>7370,5</b>	<b>8866,3</b>
Pétrole	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1656,3	2316,4	2519,0	2643,2	3233,1	2145,1	3298,8	4458,0
Hors Pétrole	1 931	1 822	1 906	2 064	2 075	2 091	2135,8	2254,6	2472,5	2835	3221,1	2985,6	4071,7	4408,3
Déflateur du PIB	1,4	1,7	2,1	2	2	2	2,1	2,5	2,7	2,8	3,2	2,6	1,7	1,9
Indices des prix à la consommation	466	465	467	477	478	488	490	490	510	107,3*	113	115,2	116,9	118,3
Variation annuelle (en %)	2,6	-0,3	0,5	2,1	0,2	2,1	0,4	-0,2	4,0	5,0	5,3	1,9	1,5	1,3
<b>Secteur extérieur (en milliards de Fcfa)</b>														
Exportations fob	1 125	1 539	2 364	1 916	1 781,2	1 847,1	2208,9	2 988,6	3165,6	3023,6	4352,3	2796,5	3687,2	4669,8
Pétrole	845	1 124	1506,2	1509,1	1372,2	1418,7	1567,3	2192,6	2595,8	2801,1	2801,1	3379,2	3715,8	4020,5
Importations fob	686	561	568	621	651,7	605,9	649,3	716,0	938,5	940,2	1002,8	1086,5	1176,7	1420,7
<b>Budget (en milliards de Fcfa)</b>														
Recettes totales	912	814	1 208	1 174	1 089	1 050	1113,6	1434,1	1582,5	1636,2	2078,1	1685,2	1838,7	2495,8
Recettes pétrolières	498	369	814	753	609	570	600	907,1	1012,8	958,5	1361,5	836,7	990,4	1385,7
Recettes non pétrolières	414	445	393	421	480	479	513,6	527	569,7	677,8	716,6	848,5	848,3	1110,1
Dépenses totales	1281,6	779,5	786	1062,9	969,1	789,9	827,1	911,9	1005,5	1165,6	1181,9	1265,5	1741,2	2285,9
Dépenses courantes	918,8	660,6	674,7	860,4	687,4	613,1	627,9	660,1	719,0	837,8	791,6	832,1	886,8	1189,1
Dépenses d'équipement	363	119	105	164	137	131	160	193,4	238,8	246,8	298,5	309,4	732,2	999,7
<b>Monnaie et crédit</b>														
Avoirs intérieurs nets	496	660	507	723	695	665	636	nd	nd	nd	nd	nd	615	935,6

## Tableau de Bord de l'Economie



Crédits intérieurs	668	647	495	715	707	674	541,7	482	465,6	115,8	436,4	438,5	708,1	998,0
Créances nettes sur l'Etat	303	290	94	243	199	208	119,1	17,3	89,9	-519,8	-236,7	-191,1	60,7	76,1
Créances au secteur privé	365	357	401	472	508	466	422,7	464,7	555,5	635,6	673,1	630,4	647,4	921,9
Avoirs extérieurs nets	-49	-47	174	-12	32	76	286	536,5	709,2	1108,9	981,1	1077,7	896,3	1006,9
Vitesse de circulation de la monnaie	5,6	6,4	6,9	6,1	5,7	5,9	5,7	5,3	5,1	5,2	5,7	4,4	5,2	4,8
Taux de pression fiscale	34,5	28,4	33,5	34,0	31,7	29,8	29,4	31,4	31,7	29,9	30,1	31,9	27,3	28,9

*\*Passage de l'IPC à l'IHPC avec changement d'année de base*

## EVOLUTION DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(En milliards de Fcfa)	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>2 645</b>	<b>2 871</b>	<b>3 606</b>	<b>3 454</b>	<b>3 437</b>	<b>3 519</b>	<b>3 792,1</b>	<b>4 570,9</b>	<b>4991,5</b>	<b>5478,2</b>	<b>3989,7</b>	<b>5130,7</b>	<b>4263,4</b>	<b>4563,6</b>
PIB marchand	2 367	2 583	3 316	3 161	3 144	3 217	3 493,9	4 270,5	4655,4	5076,4	6022,4	3348,5	3596,2	3803,0
<b>Secteur primaire</b>	<b>962</b>	<b>1 311</b>	<b>1 973</b>	<b>1 660</b>	<b>1 627</b>	<b>1 700</b>	<b>1 963,4</b>	<b>2 653,9</b>	<b>2890,5</b>	<b>3088,0</b>	<b>3908,1</b>	<b>1633,2</b>	<b>1718,8</b>	<b>1689,8</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	134	135	138	144	148	153	156,4	162,7	175,3	186,3	209,4	178,4	184,8	191,5
Exploitation forestière	52	75	86	76	61	61	57,3	60,7	71,3	82,5	54,8	67,4	55,7	46,9
Pétrole brut	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,2	2 316,4	2519,0	2643,2	3233,1	1346,8	1415,8	1381,8
Mines	62	52	47	49	55	58	93,5	114,1	125,0	160,0	410,9	40,6	62,6	69,6
<b>Secteur secondaire</b>	<b>365</b>	<b>300</b>	<b>281</b>	<b>334</b>	<b>359</b>	<b>344</b>	<b>347,3</b>	<b>374,0</b>	<b>409,5</b>	<b>454,8</b>	<b>485,4</b>	<b>348,0</b>	<b>403,2</b>	<b>522,7</b>
Industries agro-al, boissons	45	40	40	45	47	48	49,3	53,3	58,5	64,8	73,2	82,9	85,2	95,0
Industries du bois	16	22	16	21	26	31	35,6	40,4	51,7	59,8	40,1	17,6	37,8	44,6
Autres industries	87	74	79	91	94	87	87,8	94,4	94,4	100,6	112,1	94,4	98,9	110,3
Raffinage	16	13	15	15	16	17	16,9	21,1	20,4	24,8	26,1	8,2	11,0	11,6
Electricité, Eau	29	33	34	37	46	48	53,9	56,7	61,6	69,7	81,3	41,7	43,8	45,7
BTP	159	77	54	80	85	72	75,6	78,6	91,9	100,6	112,7	103,2	126,5	215,5
Recherche, services pétroliers	12	42	44	44	46	41	28,2	29,5	31,0	33,5	39,9	30,9	34,8	
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 040</b>	<b>972</b>	<b>1 062</b>	<b>1 167</b>	<b>1 158</b>	<b>1 173</b>	<b>1 183,2</b>	<b>1 242,6</b>	<b>1355,3</b>	<b>1533,5</b>	<b>1628,9</b>	<b>1033,4</b>	<b>1112,7</b>	<b>1202,9</b>
Transports et communications	172	161	166	186	191	197	204,1	211,4	227,5	281,0	294,9	251,8	276,2	293,2
Services	362	380	392	450	466	457	461,7	494,0	539,5	587,8	642,7	544,4	577,0	626,6
Commerce	251	232	239	257	242	247	240,0	256,3	279,1	303,5	332,8	216,3	232,9	252,0
DTI et TVA	236	181	247	255	239	251	257,2	260,1	287,8	338,3	333,1	333,9	361,5	387,6
Services bancaires, assurances	19	18	19	19	20	21	20,2	20,8	21,4	22,9	25,5	20,9	26,6	31,1
<b>Services non marchands</b>	<b>278</b>	<b>288</b>	<b>291</b>	<b>293</b>	<b>293</b>	<b>302</b>	<b>298,2</b>	<b>300,4</b>	<b>336,1</b>	<b>336,1</b>	<b>431,7</b>	<b>641,2</b>	<b>667,1</b>	<b>760,5</b>

## TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(En pourcentage)	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>3,5</b>	<b>-8,9</b>	<b>-1,9</b>	<b>2,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>2,5</b>	<b>1,4</b>	<b>3,0</b>	<b>1,2</b>	<b>5,6</b>	<b>2,3</b>	<b>-1,4</b>	<b>6,9</b>	<b>7,0</b>
PIB marchand	3,1	-10,6	-2,2	2,5	-0,2	2,5	1,3	3,1	0,7	5,5	1,7	-2,3	7,4	5,8
<b>Secteur primaire</b>	<b>-2,1</b>	<b>-11,3</b>	<b>-8,9</b>	<b>-3,0</b>	<b>-2,8</b>	<b>5,4</b>	<b>1,6</b>	<b>0,5</b>	<b>-5,8</b>	<b>3,4</b>	<b>-1,9</b>	<b>-2,0</b>	<b>5,2</b>	<b>-1,7</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	4,4	-5,8	2,1	3,5	2,2	2,4	2,2	3,2	3,6	4,0	4,2	4,2	3,6	3,6
Exploitation forestière	-8,6	18,5	13,0	2,0	-20,6	-1,0	-1,9	3,8	2,3	9,9	-14,0	-1,8	-17,4	-15,8
Pétrole brut	-4,5	-11,7	-12,9	-5,4	-2,5	6,9	0,4	-1,3	-10,4	1,7	-2,6	0,1	5,1	-2,4
Mines	25,6	-42,3	-10,0	5,1	3,9	4,8	23	11,9	8,3	11,9	-2,6	-38,7	54,2	11,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>9,8</b>	<b>-12,8</b>	<b>-3,2</b>	<b>10,3</b>	<b>6,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>4,6</b>	<b>1,0</b>	<b>6,1</b>	<b>3,8</b>	<b>-7,5</b>	<b>15,9</b>	<b>29,6</b>
Industries agro-alimentaires, boissons	15,3	-7,0	-2,8	11,4	3,4	-0,1	2,5	6,0	5,4	8,4	4,8	7,6	2,8	11,5
Industries du bois	86,2	0,2	-29,2	33,9	19,0	19,7	4,1	9,7	9,5	9,7	-13,2	-41,9	114,8	18,1
Autres industries	7,0	-13,0	5,3	13,5	1,8	-3,2	0,1	6,7	-9,1	1,5	5,8	-4,0	4,8	11,5
Raffinage	3,1	45,8	8,9	-10,6	4,6	-4,9	4,0	5,6	-6,5	14,9	1,8	-30,5	34,1	6,0
Electricité, Eau	2,3	3,9	1,3	6,8	21,2	3,8	10,2	2,5	6,0	3,7	7,0	1,4	5,0	4,3
BTP	7,1	-52,8	-24,4	37,4	3,3	-6,2	4,2	2,0	6,4	3,3	3,5	-3,3	22,6	70,3
Recherche, services pétroliers	37,2	110,3	3,1	0,0	3,0	22,3	-22,4	2,5	6,1	6,2	7,3	-10,0	2,4	
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>6,3</b>	<b>-8,6</b>	<b>5,8</b>	<b>4,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,7</b>	<b>1,2</b>	<b>4,7</b>	<b>6,5</b>	<b>6,8</b>	<b>3,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>7,7</b>	<b>8,1</b>
Transports et télécommunications	5,8	-5,8	3,2	3,1	2,4	3,0	3,2	4,5	4,8	7,2	2,0	-6,2	9,7	6,2
Services	11,5	5,3	2,8	4,4	3,3	0,2	1,5	5,8	5,4	6,0	5,8	1,1	6,0	8,6
Commerce	5,0	-24,9	2,7	2,2	-7,3	1,3	-0,7	4,1	5,3	7,0	5,0	2,3	7,7	8,2
DTI et TVA	0,8	-27,2	28,6	8,2	-11,1	-2,8	1,4	2,4	15,3	9,1	-4,2	0,3	8,3	7,2
Services bancaires, assurances	-12,3	10,6	2,0	2,6	5,7	2,7	-5,4	2,9	5,6	6,3	5,0	3,5	5,0	16,9
<b>Services non marchands</b>	<b>6,3</b>	<b>3,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>	<b>2,5</b>	<b>2,0</b>	<b>2,5</b>	<b>4,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>4,2</b>	<b>4,0</b>	<b>14,0</b>

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PETROLE (en milliers de tonnes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Production	18 462	17 570	15 586	13 500	12 890	12 563	13 432	13 483	13 300	11 930	12 130	11.810	11,82	12,44	12,14
Exportations	17 539	16 722	14 500	12 400	12 650	11 640	12 680	12 732	12 490	11 010	11 310	10.890	11,12	11,22	10,87
Prix moyen du Brent (dollar US/baril)	19,7	12,74	17,87	28,46	24,72	24,98	28,84	38,22	54,38	65,13	72,52	96,99	61,51	79,47	111,27
Prix moyen du brut gabonais (dollar US/baril)	ND	ND	17,1	27,16	22,77	24,05	27,86	35,75	50,49	61,83	68,87	92,33	58,76	77,32	110,82
Taux de change moyen (Fcfa/dollar US)	583,7	589,8	615,5	711,5	733,11	696,5	581,18	528,18	527,84	522,89	479,42	448,41	472,13	495,42	471,71

**EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE BOIS EN GRUMES (en milliers de mètres cubes)**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUCTION</b>															
Okoumé/ Ozigo	1 993	1 393	1 650	2 675	2 013	1 181	1 812	1 077	1511	1560	1650	nd	nd	nd	nd
Bois divers	782	771	752	1 040	1 518	1 644	1 208	1 486	1632	1660	1700	nd	nd	nd	nd
<b>TOTAL</b>	<b>2 775</b>	<b>2 184</b>	<b>2 402</b>	<b>3 715</b>	<b>3 531</b>	<b>2 825</b>	<b>3 020</b>	<b>2 563</b>	<b>3143</b>	<b>3220</b>	<b>3350</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>	<b>nd</b>
<b>EXPORTATIONS</b>															
Okoumé/ Ozigo	1 990	1 074	1 611	1 723	1 520	1 243	1 110	848	814	862	1065	837	691	290	nd
Bois divers	681	690	718	856	790	684	607	674	772	906	873	813	940	310	nd
<b>TOTAL</b>	<b>2 671</b>	<b>1 764</b>	<b>2 329</b>	<b>2 579</b>	<b>2 310</b>	<b>1 927</b>	<b>1 717</b>	<b>1 522</b>	<b>1586</b>	<b>1768</b>	<b>1938</b>	<b>1650</b>	<b>1631</b>	<b>600</b>	<b>nd</b>

**EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE MINERAIS DE MANGANESE (en milliers de tonnes)**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>PRODUCTION</b>	2 093	1 908	1 743	1 791	1 856	1 972	2 000	2 459	2 753	2979	3334	3248	1992,06	3201	3562
<b>EXPORTATIONS</b>	1 995	2 064	1 944	1 939	1 659	1 932	1 943	2 491	2 887	2896	3293	3199	2146,94	3204	3381
<b>VENTES</b>	2 036	2 050	2 018	2 003	1 664	1 924	1 942	2 493	2 885	2900	3301	3200	2149,31	3198	3383
Prix de vente (en Fcfa/Tonne)	43 500	40 597	41 309	41 883	42 718	52 238	46 572	61 515	75 000	65 572	82 532	197725	83019	143145	112207

## L'INDUSTRIE DU BOIS

<b>Le déroulage-contreplaqué</b>			
Année	Production	Ventes locales	Exportations
1991	48 993	13 222	23 248
1992	33 951	6 898	18 209
1993	25 345	4 813	14 576
1994	32 428	11 658	19 624
1995	57 199	15 292	39 137
1996	55 660	21 277	36 622
1997	52 519	17 644	34 205
1998	54 299	16 047	33 515
1999	64 005	11 747	59 302
2000	37 405	12 813	26 288
2001	45 208	13 903	28 686
2002	31 275	12 174	26 591
2003	37 824	7 161	29 578
2004	52 766	2 330	49 261
2005	42 759	6 667	30 471
2006	46 745	12 752	33 756
2007	53 783	12 669	41 423
2008	140 931	17 025	67 677
2009	45 922	10 526	32 267
2010	71 364	10 917	54 707
2011	72 512	13 613	59 736

## LES SCIAGES

Année	Production	Ventes locales	Exportations
1991	44 820	49 872	1 502
1992	34 109	23 448	nd
1993	31 967	21 376	93
1994	29 125	18 870	171
1995	29 000	20 105	176
1996	30 089	18 846	230
1997	30 369	19 250	251
1998	37 691	19 967	16 948
1999	34 650	23 802	17 000
2000	49 193	20 155	24 581
2001	69 840	23 904	25 392
2002	86 195	32 040	32 240
2003	95 000	34 427	34 100
2004	170 185	16 147	120 921
2005	229 687	20 197	166 089
2006	206 816	520 273	164 536
2007	299 409	53 614	253 227
2008	280 379	40 546	222 739
2009	116 183	26 813	126 548
2010	334 839	48 140	247 914
2011	413 090	56 473	330 800